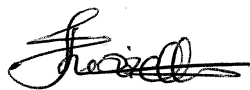


Le présent registre a été coté et paraphé par Mme Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 06 novembre 2014

Pour Monsieur le Maire,

et par délégation,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Thiarello', with a stylized flourish at the end.

Stéphanie THIARELLO

Chef adjointe du Service de l'Assemblée

SOMMAIRE

TOME I / III

Convocation	p. 1
Ordre du jour	p. 2
Emargement	p. 6
Compte-rendu	p. 11
Délibérations et annexes	p. 23 à 201

TOME II / III

Délibérations et annexes	p. 202 à 439
--------------------------------	--------------

TOME III / III

Délibérations et annexes	p. 440 à 473
Synthèse des décisions	p. 474
Décisions et annexes	p. 481 à 640

Montpellier, le 19 août 2014

Ville de

Montpellier



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) Collègue,

Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil Municipal, le **jeudi 02 octobre 2014 à 18h00**, dans la salle du Conseil municipal du nouvel Hôtel de Ville.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Veuillez agréer, Cher(e) Collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Monsieur Le Maire,

Philippe SAUREL

PJ :

- Ordre du jour de la séance du 02 octobre 2014
- Synthèses des affaires du 02 octobre 2014
- Procès-Verbal de la séance du 24 juillet 2014

Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance Publique du jeudi 2 octobre 2014

18H00 – Salle du Conseil municipal

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Fonctionnement de l'assemblée

- 1 Modification du règlement intérieur du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier - Article L2121-8 du CGCT

Urbanisme et aménagement durable

- 2 Conclusion d'un projet urbain partenarial (PUP) entre la Ville de Montpellier et Kaufman & Broad pour une opération située 1 rue Jacques Halévy
- 3 ZAC Nouveau Saint Roch Agrément de candidature SOGEPROM SUD REALISATIONS - Lot 12
- 4 PAE MULTISITES MARQUEROSSE Convention ERDF et la Ville de Montpellier de raccordement pour l'alimentation électrique Autorisation de signer l'Avenant n°1
- 5 Foncier Quartier Centre Ancien square Coursindel Déclassement du domaine public communal
- 6 Foncier Quartier Centre Ancien square Coursindel Cession de la parcelle IZ 408 à la SAAM Concession d'aménagement Grand Coeur
- 7 Foncier Elargissement avenue Albert Dubout Aménagement rue Charles Perrault Acquisition propriété « NG Promotion – Opération Free Dom »
- 8 Foncier Quartier Croix d'Argent Les Jardins d'Anne - lot n° 53 Vente à M. et Mme WEYL
- 9 FONCIER Restauration de l'ensemble synagogal médiéval de la rue de la Barralerie Acquisition d'une partie de la propriété NUNEZ 2, rue de la Préfecture
- 10 Foncier Acquisition / Elargissement du trottoir Avenue de Maurin Propriété "SARL MELQUART"
- 11 Foncier Acquisition / Elargissement du trottoir Rue de la Galéra Propriété « Résidence l'Entracte »
- 12 FONCIER Acquisition / Elargissement du trottoir Voie Domitienne Propriété "Monsieur

LOMBARDO"

- 13 FONCIER Parcelle CE 64 - 55 avenue François Delmas Vente d'un terrain à bâtir à la société "Les Nouveaux Constructeurs - Dominium"
- 14 FONCIER Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon Révision du décret de création Consultation des collectivités
- 15 Zones d'aménagement concerté Garosud et Garosud Extension Bassins de rétention Echange à l'euro symbolique de terrains avec la SERM Modification des emprises
- 16 Mise en vente de l'immeuble situé 18 rue du Bassin
- 17 DROIT DE PREEMPTION Préemption de la propriété CODISUD 396, rue Paul Rimbaud Convention Ville / Office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (ACM)

Tranquillité publique

- 18 Délégation de service public Fourrière automobile Avenant n°3 Modification tarifs 2014

Education

- 19 Ajustement des projets d'activités périscolaires portés par des associations
- 20 Demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon D.R.A.C. dans le cadre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (P.L.E.A.C.) - (Offres Culturelles 2014)
- 21 Classes à horaires aménagés musique : Convention Ville de Montpellier, Communauté d'Agglomération et Direction Académique de l'Hérault Avenant Année scolaire 2014/2015

Enfance

- 22 Avenant n°2 au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014
- 23 Crèche Joséphine Baker Délégation de Service Public Délibération de principe

Vie associative, Maisons pour Tous

- 24 Mise à disposition de salles dans les Maisons pour Tous.

Cohésion sociale

- 25 Approbation du rapport annuel de la Commission Communale pour l'Accessibilité – Année 2013

Sports

- 26 Marathon de Montpellier Le dimanche 19 Octobre 2014 Convention d'occupation du domaine public
- 27 Activités de Gymnastique Convention de service Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale

Economie

- 28 CONVENTION DE PARTENARIAT LOCAL CitésLab, le Réseau d'amorçage de projets

Commémorations, état-civil, population

- 29 Centenaire de la Guerre de 14/18 Mise en valeur des plaques commémoratives, Monument aux Morts. Autorisation d'urbanisme
- 30 Recensement de la Population 2015 Création de postes d'Agents Recenseurs et rémunération de ces postes

Culture

- 31 Agora des Savoirs 6ème saison Cycle de conférences 2014-2015
- 32 Dénomination du Théâtre de Grammont Théâtre des Treize Vents
- 33 Cinéma Municipal Nestor Burma organisation d'un concours de nouvelles liées au cinéma, dans le cadre du prix national Jean Lescure
- 34 Convention de partenariat pour l'organisation du cycle "projeté - architecture & cinéma" entre la Ville de Montpellier, la DRAC, l'ENSAM, l'Ordre des Architectes et la Maison de l'Architecture
- 35 Convention de mise à disposition de l'auditorium de la Panacée au Centre Dramatique National de Montpellier, Théâtre des 13 vents
- 36 Théâtre Jean Vilar, programmation 2014-2015 Demandes de subventions
- 37 Théâtre Jean Vilar demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication)
- 38 Boutographies 2014 Acquisition de tirages réalisés par Jan Q. Maschinski, lauréat du Prix du Jury

Montpellier au quotidien

- 39 Création d'une chaussée réservoir avenue Paul Rimbaud Autorisation de demande de subvention
- 40 Convention Constitutive de groupement de commandes Ville de Montpellier - Communauté d'Agglomération de Montpellier Autorisation de signer les documents Aménagement de réseaux nécessaires dans le cadre du PAE Saint- Lazare : Avenue de Castelnau, Avenue St-Lazare, Rue de Ferran, rond-point du Souvenir Français, avenue de la Reine d'Italie Réalisation des réseaux d'eaux pluviales Reprise des réseaux d'eaux usées et d'eau potable
- 41 Convention de remise par GrDF à son concédant de canalisations de gaz combustible abandonnées Rue Aristide Olivier
- 42 REDEVANCE SPECIALE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES 2014 Convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier

Relations internationales

- 43 Mandat spécial, présentation de missions opérationnelles de membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages

- 44 Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer les avenants aux conventions d'occupation du domaine public Approbation de redevances minorées

Ressources humaines

- 45 Réforme du régime des concessions de logement
- 46 Modifications du tableau des effectifs

Finances et patrimoine

- 47 Convention de servitude de passage au profit de E.R.D.F Parcelle cadastrée HW 98
- 48 Convention de servitude de passage au profit de E. R. D. F Quartier Méditerranée (secteur 3)
- 49 Convention de servitude de passage au profit de E. R. D. F Parcelle cadastrée HW 100
- 50 LES DIMANCHES DU PEYROU: Marché à la Brocante et aux Antiquités - Modification Tarifaire
- 51 Attribution et modification d'attribution de subventions - Exercice 2014
- 52 Admission en non-valeur Exercice 2014


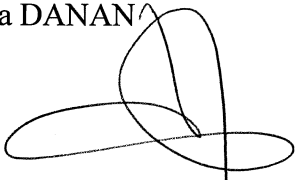


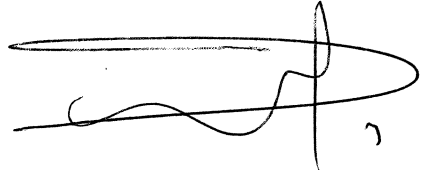
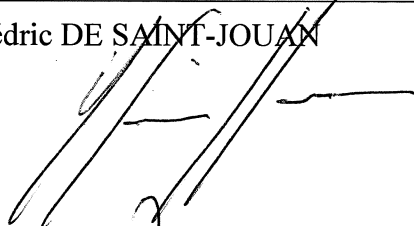

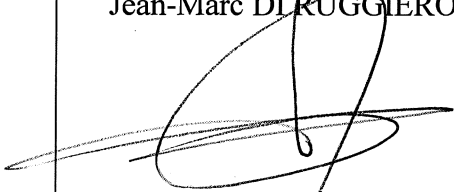




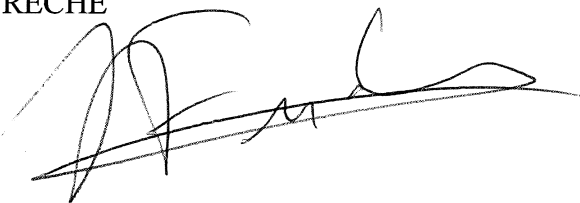

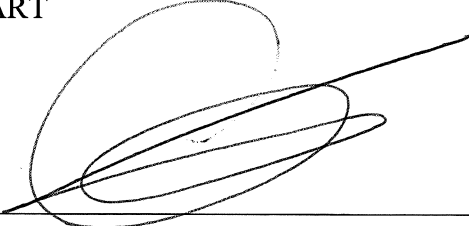

Désignation de représentants, affaires juridiques

- 53 Commission Communale des Impôts Directs Complément à la liste de contribuables proposée par le Conseil Municipal le 22 mai 2014 (DCM n° 2014/185)
- 54 Commission d'Evaluation des Transferts de Charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Désignation des représentants de la Ville
- 55 Maison de la Justice et du Droit (MJD) Désignation du représentant de la Ville
- 56 Adoption de l'avenant à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public pour le développement social et urbain de l'Agglomération de Montpellier (G.I.P – D.S.U.A Montpellier)
- 57 Protection fonctionnelle de Monsieur Philippe SAUREL, Maire de Montpellier

LISTE du CONSEIL MUNICIPAL - EMARGEMENTS

SEANCE PUBLIQUE du 02 octobre 2014

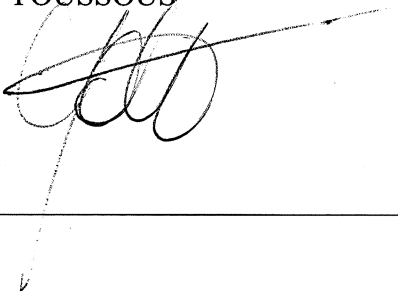
Fabien ABERT 	Lorraine ACQUIER 
Luc ALBERNHE <i>procu</i> 	Rémi ASSIE 
Guy BARRAL 	Valérie BARTHAS-ORSAL 
Maud BODKIN 	Françoise BONNET 
Sabria BOUALLAGA 	Djamel BOUMAAZ 
Anne BRISSAUD 	Nancy CANAUD 
Gérard CASTRE 	Mylène CHARDES 
Robert COTTE 	Christophe COUR 

Jean-Luc COUSQUER 	Perla DANAN 
Titina DASYLVA 	Michaël DELAFOSSE 
Véronique DEMON 	Cédric DE SAINT-JOUAN 
Henri DE VERBIZIER 	Jean-Marc DIRUGGIERO 
Jacques DOMERGUE <i>pro ca</i> 	Michèle DRAY-FITOUSSI 
Christian DUMONT 	Abdi EL KANDOUSSI 
Julie FRÊCHE 	Vincent HALUSKA 
Clare HART 	France JAMET 

<p>Stéphanie JANNIN</p> 	<p>Sonia KERANGUEVEN</p> 
<p>Anne Louise KNAPNOUGEL <i>procu</i></p>	<p>Pascal KRZYZANSKI</p> 
<p>Gérard LANNELONGUE</p> 	<p>Alex LARUE</p> 
<p>Max LEVITA <i>procu</i></p>	<p>Chantal LEVY-RAMEAU</p> 
<p>Nicole LIZA</p> <p><i>N. Liza</i></p>	<p>Audrey LLEDO</p> 
<p>Henri MAILLET</p> 	<p>Mustapha MAJDOUL</p> 
<p>Jérémie MALEK</p> 	<p>Chantal MARION</p> 
<p>Isabelle MARSALA</p> 	<p>Hervé MARTIN</p> 

<p>Dominique MARTIN-PRIVAT</p> 	<p>Patricia MIRALLES</p> 
<p>Jean-Pierre MOURE</p> 	<p>Caroline NAVARRE</p> 
<p>Fabrice PALAU</p> 	<p>Véronique PEREZ</p> 
<p>Khanthaly PHOUTTHASANG</p> 	<p>Patrick RIVAS</p> 
<p>Brigitte ROUSSEL-GALIANA</p> 	<p>Samira SALOMON</p> 
<p>Marie-Hélène SANTARELLI</p> 	<p>Philippe SAUREL</p> 
<p>Sauveur TORTORICI</p> 	<p>Bernard TRAVIER</p> 
<p>Patrick VIGNAL</p> 	<p>Annie YAGUE</p> 

Rabii YOUSSEUS

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Rabii Yousseus', is written over the printed name. The signature is stylized with a large loop and a long horizontal stroke extending to the right.

Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Compte-rendu du Conseil municipal

Séance Publique du jeudi 2 octobre 2014

18H00 – SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Adoption de l'ordre du jour

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 24 juillet 2014

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

- 1 Modification du règlement intérieur du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier - Article L2121-8 du CGCT
 Pour : 56
 Contre :
 Abstentions : 9
 Adopté à l'unanimité.

- 2 Conclusion d'un projet urbain partenarial (PUP) entre la Ville de Montpellier et Kaufman & Broad pour une opération située 1 rue Jacques Halévy
 Pour : 62
 Contre :
 Abstentions : 3
 Adopté à l'unanimité.

- 3 ZAC Nouveau Saint Roch Agrément de candidature SOGEPROM SUD REALISATIONS - Lot 12
 Pour : 62
 Contre :
 Abstentions : 3
 Adopté à l'unanimité.

- 4 PAE MULTISITES MARQUEROSSE Convention ERDF et la Ville de Montpellier de raccordement pour l'alimentation électrique Autorisation de signer l'Avenant n°1
 Pour : 65
 Contre :
 Abstentions :
 Adopté à l'unanimité.

- 5 Foncier Quartier Centre Ancien square Coursindel Déclassement du domaine public communal
 Pour : 62
 Contre :
 Abstentions : 3
 Adopté à l'unanimité.

- 6 Foncier Quartier Centre Ancien square Coursindel Cession de la parcelle IZ 408 à la SAAM Concession d'aménagement Grand Coeur
 Pour : 62
 Contre :
 Abstentions : 3
 Adopté à l'unanimité.

- 7 Foncier Elargissement avenue Albert Dubout Aménagement rue Charles Perrault Acquisition propriété « NG Promotion – Opération Free Dom »
 Pour : 62
 Contre :
 Abstentions : 3
 Adopté à l'unanimité.

- 8 Foncier Quartier Croix d'Argent Les Jardins d'Anne - lot n° 53 Vente à M. et Mme WEYL
Pour : 62
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 9 FONCIER Restauration de l'ensemble synagogaal médiéval de la rue de la Barralerie Acquisition d'une partie de la propriété NUNEZ 2, rue de la Préfecture
Pour : 62
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 10 Foncier Acquisition / Elargissement du trottoir Avenue de Maurin Propriété "SARL MELQUART"
Pour : 62
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 11 Foncier Acquisition / Elargissement du trottoir Rue de la Galéra Propriété « Résidence l'Entracte »
Pour : 62
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 12 FONCIER Acquisition / Elargissement du trottoir Voie Domitienne Propriété "Monsieur LOMBARDO"
Pour : 62
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 13 FONCIER Parcelle CE 64 - 55 avenue François Delmas Vente d'un terrain à bâtir à la société "Les Nouveaux Constructeurs - Dominium"
Pour : 62
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 14 FONCIER Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon Révision du décret de création Consultation des collectivités
Pour : 62
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.

- 15 Zones d'aménagement concerté Garosud et Garosud Extension Bassins de rétention Echange à l'euro symbolique de terrains avec la SERM Modification des emprises
- Pour : 57*
Contre :
Abstentions : 3
Ne prennent pas part au vote : 5
>Les administrateurs de la SERM : Madame MIRALLES, Messieurs LEVITA, KRZYZANSKI, PALAU et TORTORICI.
Adopté à l'unanimité.
- 16 Mise en vente de l'immeuble situé 18 rue du Bassin
- Pour : 62*
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 17 DROIT DE PREEMPTION Préemption de la propriété CODISUD 396, rue Paul Rimbaud Convention Ville / Office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (ACM)
- Pour : 62*
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 18 Délégation de service public Fourrière automobile Avenant n°3 Modification tarifs 2014
- Pour : 62*
Contre : 3
Abstentions :
Adopté à la majorité.
- 19 Ajustement des projets d'activités périscolaires portés par des associations
- Pour : 62*
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- M. MAJDOUL sort définitivement de séance.*
- 20 Demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon D.R.A.C. dans le cadre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (P.L.E.A.C.) - (Offres Culturelles 2014)
- Pour : 64*
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

- 21 Classes à horaires aménagés musique : Convention Ville de Montpellier,
Communauté d'Agglomération et Direction Académique de l'Hérault Avenant
Année scolaire 2014/2015
Pour : 64
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 22 Avenant n°2 au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014
Pour : 64
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 23 Crèche Joséphine Baker Délégation de Service Public Délibération de principe
Pour : 61
Contre : 3
Abstentions :
Adopté à la majorité.
- 24 Mise à disposition de salles dans les Maisons pour Tous.
Pour : 64
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 25 Approbation du rapport annuel de la Commission Communale pour
l'Accessibilité – Année 2013
Pour : 57
Contre :
Abstentions : 7
Adopté à l'unanimité.
- Mme SALOMON sort de séance.*
- 26 Marathon de Montpellier Le dimanche 19 Octobre 2014 Convention
d'occupation du domaine public
Pour : 63
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 27 Activités de Gymnastique Convention de service Ville de Montpellier - Centre
Communal d'Action Sociale
Pour : 63
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

28

CONVENTION DE PARTENARIAT LOCAL CitésLab, le Réseau
d'amorçage de projets

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

29

Centenaire de la Guerre de 14/18 Mise en valeur des plaques commémoratives,
Monument aux Morts. Autorisation d'urbanisme Centenaire de la Guerre de
14/18 Mise en valeur des plaques commémoratives, Monument aux Morts.
Autorisation d'urbanisme

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mme SALOMON entre en séance.

30

Recensement de la Population 2015 Création de postes d'Agents Recenseurs et
rémunération de ces postes

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

31

Agora des Savoirs 6ème saison Cycle de conférences 2014-2015

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

M. YOUSSEUS sort de séance.

32

Dénomination du Théâtre de Grammont Théâtre des Treize Vents

Pour : 61

Contre : 2

Abstentions :

Adopté à la majorité.

33

Cinéma Municipal Nestor Burma organisation d'un concours de nouvelles liées
au cinéma, dans le cadre du prix national Jean Lescure

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. YOUSSEUS entre en séance.

M. LARUE sort de séance.

- 34 Convention de partenariat pour l'organisation du cycle "projeté - architecture & cinéma" entre la Ville de Montpellier, la DRAC, l'ENSAM, l'Ordre des Architectes et la Maison de l'Architecture
Pour : 63
Contre :
Abstentions : Ne prend pas part au vote : S. Jannin
Adopté à l'unanimité.

- 35 Convention de mise à disposition de l'auditorium de la Panacée au Centre Dramatique National de Montpellier, Théâtre des 13 vents
Pour : 60
Contre : 3
Abstentions :
Adopté à la majorité.

Mme NAVARRE sort de séance.

- 36 Théâtre Jean Vilar, programmation 2014-2015 Demandes de subventions
Pour : 62
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 37 Théâtre Jean Vilar demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication)
Pour : 62
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Mme NAVARRE et M. LARUE entrent en séance.

- 38 Boutographies 2014 Acquisition de tirages réalisés par Jan Q. Maschinski, lauréat du Prix du Jury
Pour : 61
Contre : 3
Abstentions :
Adopté à la majorité.
- 39 Création d'une chaussée réservoir avenue Paul Rimbaud Autorisation de demande de subvention
Pour : 64
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

- 40 Convention Constitutive de groupement de commandes Ville de Montpellier - Communauté d'Agglomération de Montpellier Autorisation de signer les documents Aménagement de réseaux nécessaires dans le cadre du PAE Saint-Lazare : Avenue de Castelnau, Avenue St-Lazare, Rue de Ferran, rond-point du Souvenir Français, avenue de la Reine d'Italie Réalisation des réseaux d'eaux pluviales Reprise des réseaux d'eaux usées et d'eau potable

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 41 Convention de remise par GrDF à son concédant de canalisations de gaz combustible abandonnées Rue Aristide Olivier

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 42 REDEVANCE SPECIALE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES 2014 Convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

- 43 Mandat spécial, présentation de missions opérationnelles de membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages

Pour : 61

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

- 44 Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer les avenants aux conventions d'occupation du domaine public Approbation de redevances minorées

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

Mme HART, Messieurs TRAVIER et DELAFOSSE sortent de séance.

- 45 Réforme du régime des concessions de logement

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 46 Modifications du tableau des effectifs
Pour : 58
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 47 Convention de servitude de passage au profit de E.R.D.F Parcelle cadastrée HW 98
Pour : 61
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 48 Convention de servitude de passage au profit de E. R. D. F Quartier Méditerranée (secteur 3)
Pour : 61
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 49 Convention de servitude de passage au profit de E. R. D. F Parcelle cadastrée HW 100
Pour : 61
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 50 LES DIMANCHES DU PEYROU: Marché à la Brocante et aux Antiquités - Modification Tarifaire
Pour : 61
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 51 Attribution et modification d'attribution de subventions - Exercice 2014
Pour : 58
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- Mme HART et M. TRAVIER entrent en séance.*
Mme BARTHAS-ORSAL sort de séance.
- 52 Admission en non-valeur Exercice 2014
Pour : 59
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.

- 53 Commission Communale des Impôts Directs Complément à la liste de contribuables proposée par le Conseil Municipal le 22 mai 2014 (DCM n° 2014/185)
Pour : 59
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 55 Maison de la Justice et du Droit (MJD) Désignation du représentant de la Ville
A été élue : Maud BODKIN

Pour : 59
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 56 Adoption de l'avenant à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public pour le développement social et urbain de l'Agglomération de Montpellier (G.I.P – D.S.U.A Montpellier)
Pour : 59
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- Mme BARTHAS-ORSAL et M. DELAFOSSE entrent en séance.*
- 57 Protection fonctionnelle de Monsieur Philippe SAUREL, Maire de Montpellier
Pour : 59
Contre : 5
Abstentions :
Adopté à la majorité.
- 54 Commission d'Evaluation des Transferts de Charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Désignation des représentants de la Ville

Ont été élus :

Titulaires :

SAUREL Philippe
JANNIN Stéphanie
LEVITA Max
SANTARELLI Marie-Hélène
EL KANDOUSSI Abdi
MARSALA Isabelle
TRAVIER Bernard
BODKIN Maud
CASTRE Gérard
MIRALLES Patricia
BARRAL Guy

YAGUE Annie
ABERT Fabien
ACQUIER Lorraine
COUSQUER Jean-Luc
DASYLVA-PEYRIN Titina
YOUSSEUS Rabii
MARION Chantal
KRZYZANSKI Pascal
PHOUTTHASANG Khanthaly
TORTORICI Sauveur
KERANGUEVEN Sonia
MALEK Jérémie
BOUALLAGA Sabria
COTTE Robert
DRAY-FITOUSSI Michèle
COUR Christophe
BARTHAS-ORSAL Valérie
DE VERBIZIER Henri
LEVY-RAMEAU Chantal
DI RUGGIERO Jean-Marc
NAVARRE Caroline
MOURE Jean-Pierre
FRECHE Julie
MAJDOUL Mustapha
VIGNAL Patrick
PEREZ Véronique
DOMERGUE Jacques
BRISAUD Anne
DEMON Véronique
LANNELONGUE Gérard
DANAN Perla
CANAUD Nancy
DUMONT Christian
JAMET France
BOUMAAZ Djamel

Suppléants :

ROUSSEL-GALIANA Brigitte
CHARDES Mylène
DE SAINT-JOUAN Cédric
ALBERNHE Luc
PALAU Fabrice
RIVAS Patrick
SALOMON Samira
ASSIE Rémi
MARTIN-PRIVAT Dominique
HALUSKA Vincent
LIZA Nicole
MAILLET Henri
KNAPNOUGEL Anne-Louise
DELAFOSSÉ Michaël
BONNET Françoise
MARTIN Hervé
HART Clare
LARUE Alex

LLEDO Audrey

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil Municipal est affiché en mairie sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

DÉLIBÉRATIONS ET ANNEXES

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Modification du règlement intérieur du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier - Article L2121-8 du CGCT

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Selon les termes de l'article L2121-8 du Code général des collectivités territoriales : « *Le Conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation* ».

Outil de régulation qui assure l'organisation démocratique de l'assemblée délibérante, le règlement intérieur fixe notamment les modalités suivantes :

- Le fonctionnement des différentes réunions préalables à la tenue des séances du Conseil municipal, la présentation et l'examen des questions orales « ayant trait aux affaires de la commune »,
- L'organisation du débat d'orientations budgétaires et les engagements pluriannuels envisagés,
- La consultation des projets de contrats soumis au vote du Conseil municipal,
- La création de missions d'information et d'évaluation,
- Les modalités de constitution d'un groupe politique, les moyens mis à disposition des élus et l'exercice du droit à la formation.

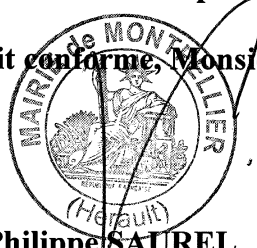
Il est proposé aujourd'hui au Conseil municipal de clarifier l'exercice du droit d'expression des conseillers municipaux n'appartenant pas à la majorité municipale, en modifiant l'article 52, désormais intégré dans un titre X relatif à cette expression. Il est ainsi rappelé que le droit d'expression des conseillers municipaux n'appartenant pas à la majorité municipale est un droit individuel, pouvant être ou non agrégé dans une expression commune à plusieurs conseillers.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la modification du règlement intérieur du Conseil municipal, joint en annexe à la présente délibération.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014

Règlement intérieur du Conseil municipal

SOMMAIRE

Titre I : Réunions du Conseil municipal

- Article 1 : Périodicité des séances
- Article 2 : Convocations
- Article 3 : Conférence des Présidents
- Article 4 : Consultation des affaires

Titre II : Commissions municipales

- Article 5 : Composition
- Article 6 à 15 : Fonctionnement

Titre III : Tenue des séances du Conseil municipal

- Article 16 : Présidence
- Article 17 : Secrétariat de séance
- Article 18 : Publicité des séances- huis clos
- Article 19 : Marques d'approbation et d'improbation
- Article 20 : Personnes extérieures
- Article 21 : Police de l'assemblée
- Article 22 : Documents consultables en séance
- Article 23 : Quorum
- Article 24 : Adoption du procès-verbal
- Article 25 : Informations du Maire

Titre IV : Organisation des débats

- Article 26 : Discussion des affaires
- Article 27 : Affaires dans lesquelles le Maire, les adjoints et les conseillers municipaux sont personnellement intéressés
- Article 28 : Ordre de parole
- Article 29 : Temps de parole
- Article 30 : Interruptions
- Article 31 : Rappel à la question
- Article 32 : Parole sur l'ordre du jour et rappel à l'ordre
- Article 33 : Suspension de séance

Titre V : Propositions – Vœux – Question

- Article 34 : Propositions et vœux
- Article 35 : Question préalable
- Article 36 : Amendements

Titre VI : Questions orales d'actualité

- Article 37 : Procédure d'inscription
- Article 38 : Modalités

Titre VII : Vote

Article 39 : Différents modes de vote

Article 40 : Procurations

Article 41 : Vote à main levée

Article 42 : Scrutin public

Article 43 : Scrutin secret

Article 44 : Vote électronique

Titre VIII : Mission d'information et d'évaluation

Article 45 : Présentation

Article 46 : Examen

Article 47 : Composition de la mission

Article 48 : Fonctionnement

Article 49 : Remise du rapport

Titre IX : Groupes politiques

Article 50 : Constitution des groupes

Article 51 : Fonctionnement matériel des groupes

Titre X : Expression des élus n'appartenant pas à la majorité municipale

Article 52 : Expression des élus n'appartenant pas à la majorité municipale

Titre XI : Formation des élus

Article 53 : Exercice du droit à la formation

Titre XII: Modification du règlement intérieur

Article 54 : Modification du règlement intérieur

TITRE I : Réunions du Conseil municipal

Article 1 : Périodicité des séances

Hormis le cas de la séance suivant le renouvellement intégral du Conseil municipal, ce dernier est convoqué par le Maire, chaque fois qu'il le juge utile, ainsi que les conditions prévues par le code général des collectivités territoriales :

- une fois par trimestre au minimum
- à la demande motivée du tiers de ses membres en exercice, ou par le représentant de l'Etat. Dans ce cas, le Conseil municipal se réunit dans un délai maximum de 30 jours après réception de la demande.

Un débat d'orientation budgétaire doit être organisé au Conseil municipal dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, conformément à la loi. Ce débat est régi par les mêmes règles que le Conseil municipal, un document préparatoire concernant les données synthétiques sur la situation financière de la commune est établi pour servir de support au débat et remis à tous les membres du Conseil municipal au moins 5 jours francs avant la date de ce débat.

Article 2 : Convocations

Toute convocation est faite par le Maire. Elle est adressée aux conseillers municipaux par écrit et sous forme dématérialisée selon les modalités prévues par le législateur, à domicile sauf s'ils font le choix d'une autre adresse, 5 jours francs avant celui de la réunion. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Maire sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.

Le Maire rend compte dès l'ouverture de la séance du Conseil municipal qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion pour tout ou partie à l'ordre d'une séance ultérieure.

Toute convocation indique les questions portées à l'ordre du jour et est accompagnée d'une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération ainsi que du procès-verbal de la séance précédente.

La convocation et l'ordre du jour sont communiqués à la presse locale et affichés cinq jours francs avant la séance, aux emplacements réservés à cet effet.

Article 3 : Conférence des présidents

Elle a lieu, au plus tôt quinze jours, au plus tard sept jours, avant chaque séance du Conseil municipal sur convocation du Maire et réunit, sous sa présidence, les présidents des groupes politiques ou leurs représentants.

Ces derniers se voient remettre le projet d'ordre du jour de la prochaine séance du Conseil municipal, sous format papier ou en version dématérialisée, accompagné des projets des délibérations. L'ordre du jour peut toutefois être complété en tant que de besoin. Les présidents de groupe en sont alors informés ultérieurement.

Les propositions, vœux, questions orales d'actualité sont soumis à la conférence des présidents dans les conditions définies aux titres V et VI du présent règlement.

Article 4 : Consultation des affaires

Tout membre du Conseil a le droit d'être informé des affaires de la commune faisant l'objet d'une délibération. La consultation a lieu dans les bureaux du Secrétariat Général, dans les 48 heures ouvrables précédant le jour de la séance.

TITRE II : Commissions municipales

Article 5 : Composition

Le Conseil municipal forme, à l'occasion de son installation, des commissions municipales destinées à faciliter le fonctionnement de la gestion de la ville et le débat démocratique.

Elles comprennent 11 membres dont le Maire, président de droit.

Elles sont convoquées par le Maire, en sa qualité de président de droit, dans les huit jours qui suivent sa nomination ou, à plus bref délai, sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le Maire est absent ou empêché.

Ces commissions, au nombre de 2, sont dénommées :

- Commission n° 01 : Commission des Finances
- Commission n° 02 : Commission des Affaires générales

La composition des différentes commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Un conseiller municipal peut faire partie des deux commissions.

Article 6 - Fonctionnement:

Le Conseil municipal peut, si besoin, créer des commissions ad hoc dont la durée de vie est liée aux dossiers étudiés.

Les commissions n'ont aucun pouvoir propre de décision, elles n'émettent qu'un avis.

Article 7 :

Le Maire a la faculté de recourir à ces commissions toutes les fois qu'il le juge utile. Le président de la commission en arrête l'ordre du jour.

Article 8 :

Les dossiers soumis au Conseil municipal sont examinés en commission sauf cas d'urgence.

Article 9 :

Les commissions sont convoquées par le président ou le vice-président.

Article 10 :

Les réunions de commissions ne sont pas publiques.

Article 11 :

Le président de la commission ou le vice-président peut convoquer toute personne qu'il lui paraît utile de consulter en raison de sa technicité ou de sa spécificité.

Article 12 :

Tout membre empêché d'assister à une séance de commission peut donner mandat à l'un de ses collègues, membre de la commission. Un membre d'une commission ne peut être porteur que d'un seul mandat.

Article 13 :

Le Maire, président de droit, ou le vice-président, a voix prépondérante dans les débats des commissions.

Article 14 :

Le directeur général des services, ou ses délégués, peut assister à toutes les séances des commissions.

Article 15 :

Le secrétariat des commissions municipales est assuré par des fonctionnaires municipaux.

TITRE III : Tenue des séances du Conseil municipal

Article 16 : Présidence

Les séances sont présidées par le Maire ou, à défaut, par l'adjoint qui le remplace dans l'ordre du tableau.

Le Maire ouvre les séances, fait adopter l'ordre du jour, dirige les délibérations, accorde la parole, rappelle les orateurs à la question ou au respect de la loi, réprime les interruptions et les attaques personnelles, met aux voix les propositions, prononce la suspension et après l'épuisement de l'ordre du jour, la clôture des séances.

Il fait observer le règlement, maintient l'ordre et y rappelle les membres qui s'en écartent.

Lors de la séance d'installation du Conseil municipal, le doyen d'âge assume les fonctions de Président de séance jusqu'à l'élection du nouveau Maire.

Article 17 : Secrétariat de séance

Au début de chaque séance, le Conseil municipal, sur proposition du Maire, nomme son secrétaire qui conserve ses fonctions jusqu'à la séance suivante.

Ce dernier constate, à l'ouverture de la séance, si les membres sont en nombre suffisant pour délibérer, procède à l'appel nominal et assiste le président dans le dépouillement de scrutin et la constatation des votes.

Article 18 : Publicité des séances – huis clos

Les séances sont publiques, néanmoins, sur demande de 3 membres ou du Maire, le Conseil municipal peut décider sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

Article 19 : Marques d'approbation ou d'improbation

Pendant toute la durée de la séance, les personnes placées dans l'auditoire se tiennent assises, découvertes et en silence. Toutes marques d'approbation ou d'improbation leur sont interdites.

Les membres du Conseil municipal sont également tenus au respect dû à la solennité de la séance, et à la parole de leurs collègues rapporteurs des différentes affaires soumises à l'ordre du jour.

Article 20 : Personnes extérieures

En dehors des élus seul le personnel dûment habilité est autorisé à pénétrer dans l'enceinte où siègent les membres du Conseil municipal. Les membres du personnel municipal admis dans la salle sont :

Le directeur général des services, le directeur général délégué, les directeurs généraux adjoints, le directeur du secrétariat général et les membres du service de l'assemblée qui assistent le secrétaire de séance.

Le directeur de cabinet, le directeur adjoint de cabinet, le chef de cabinet, le directeur de la communication et le directeur du protocole.

Pour une séance déterminée le Président de séance peut accréditer toute personne susceptible de concourir au bon déroulement du Conseil municipal.

Article 21 : Police de l'assemblée

Le Maire a seul la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre. Il peut prendre toute mesure utile pour assurer le déroulement normal et paisible de la séance.

Article 22 : Documents consultables en séance :

Sur le bureau du conseil sont déposés et peuvent toujours être consultés :

- 1- le présent règlement
- 2- l'état nominatif des conseillers par ordre d'âge,
- 3- le tableau des conseillers dressé conformément aux prescriptions en vigueur,
- 4- l'ordre du jour de la séance,
- 5- les procurations de vote,
- 6- les documents relatifs aux affaires présentées au conseil
- 7- le Code Général des Collectivités Locales

Article 23 : Quorum

Après avoir déclaré la séance ouverte, le Maire fait constater par le secrétaire que plus de la moitié des membres du Conseil municipal en exercice est présente pour délibérer. A défaut, le conseil doit à nouveau être convoqué à 3 jours au moins d'intervalle et quel que soit le nombre de présents, les délibérations adoptées sont valables.

Toute sortie de l'enceinte d'un membre du Conseil municipal entraîne son incapacité à voter l'affaire présentée durant son absence. Le quorum doit être atteint en début d'affaire par la présence en salle de plus de la moitié des membres du conseil.

Article 24 : Adoption du procès-verbal

A chaque séance, le procès-verbal de la séance précédente est soumis à l'adoption. Il mentionne les dates de la convocation et de la réunion, ainsi que l'heure et le lieu, les membres présents, excusés, ceux ayant voté par procuration, les affaires soumises à débat.

Lorsqu'il s'élève une réclamation contre la rédaction du procès-verbal, le Maire prend l'avis du conseil qui décide à la majorité s'il y a lieu de faire une rectification et en arrête les termes.

Article 25 : Informations du Maire

En début de séance et après l'adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal, le Maire communique, le cas échéant, aux membres du conseil des informations de nature à intéresser ceux-ci. Ces informations ne donnent lieu à aucun débat.

Le Maire communique également au Conseil municipal les décisions prises depuis la séance précédente, selon la délégation lui étant consentie par le Conseil municipal dans les modalités prévues par les textes.

TITRE IV : Organisation des débats

Article 26 : Discussion des affaires

Les affaires inscrites à l'ordre du jour sont présentées dans l'ordre indiqué dans la convocation. Il peut être dérogé à cette règle avec l'assentiment du conseil.

Article 27 : Affaires dans lesquelles le Maire, les adjoints et les conseillers municipaux sont personnellement intéressés ou en situation de conflit d'intérêt

Le Maire, les adjoints et les conseillers ne peuvent prendre part aux débats et délibérations relatifs à des affaires dans lesquelles ils sont intéressés personnellement ou comme mandataires, ou en situation de conflit d'intérêt.

Article 28 : Ordre de parole

Les conseillers municipaux ne peuvent prendre la parole spontanément. La parole est accordée par le Maire suivant l'ordre des demandes ; toutefois, le rapporteur d'une affaire peut être entendu lorsqu'il le désire. L'orateur ne s'adresse qu'au Maire et aux conseillers.

Article 29 : Temps de parole

A l'exception du président de séance et du rapporteur le temps de parole est de 5 minutes maximum par intervention, de quelque nature qu'elle soit. Ce temps de parole peut être accru sur un point déterminé de l'ordre du jour sur proposition et selon des modalités définies préalablement par la conférence des présidents
La clôture de toute discussion est prononcée par le Maire.

Article 30 : Interruptions

Dans les discussions, nul ne peut interrompre celui qui a la parole. Le Maire, seul, a le pouvoir de le faire pour un rappel à la question, à l'ordre ou au règlement.

Article 31 : Rappel à la question

Si dans une discussion, après avoir été deux fois rappelé à la question, l'orateur s'en écarte de nouveau, le Maire peut lui retirer la parole.

Article 32 : Parole sur l'ordre du jour et rappel à l'ordre

Le Maire accorde toujours la parole en cas de réclamation relative à l'ordre du jour, la priorité accordée ou à accorder aux affaires à examiner ou en cas de mise en cause personnelle d'un membre de l'assemblée, mais il ne la donne jamais au cours d'un vote.

A l'exception du rapporteur de l'affaire, nul ne parle plus de deux fois sur la même question, à moins que le conseil, consulté par le Maire, ne l'y autorise.

Article 33 : Suspension de séance

Toute demande de suspension de séance est soumise à la décision du conseil, sauf quand elle est formulée par le président de séance. Dans chaque cas, le président fixe le temps de suspension.

TITRE V : Propositions – Vœux – Questions préalables - Amendements

Article 34 : Propositions et vœux

Toute proposition ou vœu émanant d'un ou plusieurs membres du conseil devra être adressé par écrit au Maire. La conférence des présidents décidera s'il y a lieu de les prendre en considération pour le Conseil municipal.

Article 35 : Question préalable

Sur proposition d'un de ses membres, le Conseil municipal peut être appelé à décider s'il y a lieu ou non de délibérer sur une question qui est sur le point d'être mise en discussion. Cette question préalable est mise aux voix sans débat.

Article 36 : Amendements

Toutes propositions d'amendements à un projet de délibération présentées au Maire doivent être écrites, signées et déposées au secrétariat du conseil dès le début de la séance, si toutefois ceux-ci n'ont pas été soumis en conférence des présidents.

Le Conseil décide, après avoir entendu le rapporteur, si les amendements seront mis immédiatement en délibération ou s'ils seront renvoyés à une commission compétente.

Les amendements sont mis aux voix avant la proposition principale.

TITRE VI : Questions orales d'actualité

Article 37 : Procédure d'inscription

En application de l'article L 2121-19 du Code Général des Collectivités Territoriales, les conseillers municipaux pourront exposer des questions orales relatives à l'administration générale de la ville et ne pas mettre en cause de tiers.

Les questions orales d'actualité municipale sont déposées par écrit en conférence des présidents par chaque président de groupe. Le Maire désigne l'élue appelé à répondre.

Chaque président de groupe pourra présenter une question orale par Conseil municipal.

Article 38 : Modalités

En séance, les questions d'actualité municipale inscrites à l'ordre du jour feront l'objet d'une brève communication (2 minutes maximum) de la part de son auteur et d'une réponse (5 minutes maximum) du Maire ou de l'élue concerné.

Ces questions ne donnent lieu à aucun débat ni vote.

Lorsque l'auteur d'une question orale ne peut assister à la séance, il peut, à sa demande, se faire suppléer par l'un de ses collègues. A défaut, sa question est reportée en priorité à la séance des questions orales suivantes.

En cas d'absence du Maire ou de tout autre élu habilité, compétent pour répondre, la question est reportée d'office et en priorité à la séance des questions orales suivantes.

TITRE VII : Votes

Article 39 : Différents modes de vote

Le Conseil vote les affaires soumises à ses délibérations de l'une des trois manières suivantes :

- à main levée,
- au scrutin public,
- au scrutin secret,
- par le vote électronique.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Article 40 : Procurations

Un conseiller empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller ne peut être porteur que d'un seul mandat. Le mandat est toujours révocable. Sauf en cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de 3 séances consécutives.

Les procurations de vote sont à communiquer au secrétariat du Conseil municipal avant la séance.

Tout conseiller quittant la séance peut remettre une procuration à un collègue de son choix. Cette procuration sera communiquée immédiatement au président.

Article 41 : Vote à main levée

Le mode de vote habituel est le vote à main levée. Il est constaté par le Maire et le secrétaire qui comptabilisent les votes.

Article 42 : Scrutin public

Le vote a lieu au scrutin public, sur la demande du quart des membres présents. A l'appel de son nom, chaque membre répond « oui », « non » ou « abstention ». Le secrétariat de séance en fait le compte, l'arrête et le remet au Maire qui proclame le résultat.

Dans les deux modes de vote ci-dessus, en cas de partage, la voix du Maire ou du président est prépondérante. Si celui-ci ne vote pas et que les voix sont partagées, la proposition mise aux voix n'est pas adoptée.

Article 43 : Scrutin secret

Il est procédé au scrutin secret toutes les fois que le tiers des membres présents le réclame ou s'il s'agit de procéder à une nomination ou représentation à l'exception des cas prévus par l'article L 2121-21 du CGCT.

Dans ces derniers cas, après deux tours de scrutin secret, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un 3^{ème} tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité des voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le Conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Article 44 : Vote électronique

Il est procédé au vote électronique pour une ou plusieurs affaires inscrites à l'ordre du jour du Conseil municipal sur proposition, du président de séance, de la conférence des présidents. Le président informe les membres de l'assemblée délibérante en début de séance et soumet cette proposition au vote en même temps que l'ordre du jour.

TITRE VII : Mission d'information et d'évaluation

En application de l'article L 2121-22-1 du CGCT, la possibilité est ouverte pour 1/6 des membres du Conseil municipal de demander la création d'une mission d'information et d'évaluation chargée de recueillir des éléments d'information sur une question d'intérêt communal ou de procéder à l'évaluation d'un service public communal.

Article 45: Présentation

La demande est présentée par écrit au Maire pour au moins 1/6 des membres du Conseil municipal qui signent individuellement la demande, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La demande doit être présentée de manière précise et détaillée en exposant clairement la mission et les objectifs qu'entend se donner la mission dans le cadre défini par l'article L 2121-22-1 du CGCT ci-dessus rappelé.

Article 46 : Examen

Le Maire inscrit ce point à l'ordre du jour du Conseil municipal dans un délai maximum de trois mois suivant sa réception. Le Conseil municipal en délibère.

Article 47: Composition de la mission

La mission est composée de 5 membres, élus par le Conseil municipal à la représentation proportionnelle.

Article 48 : Fonctionnement

Le Conseil municipal délibère sur la durée de la mission qui ne peut dépasser 6 mois. La mission est réunie par le Maire dans le mois qui suit sa désignation. Elle désigne un secrétaire et un rapporteur. La mission se réunit autant que de besoin, sur convocation adressée par le secrétaire.

Toute demande de la mission relative à la communication de documents dont elle aurait besoin, devra être déposée au Secrétariat Général qui assure le suivi administratif de la M.I.E en lien avec le Directeur général des services de la Ville.

Article 49: Remise du rapport

Au terme de la mission, son rapport est transmis au Maire. Celui-ci en prend connaissance et répond aux observations dans un délai maximum de deux mois. La mission, au vu des réponses aux observations, rédige un rapport définitif dans un délai maximum de deux mois.

Ce rapport définitif est remis au Maire, qui l'inscrit à l'ordre du jour du Conseil municipal, pour information.

TITRE IX : Groupes politiques

Article 50 : Constitution des Groupes

Les membres du Conseil municipal peuvent constituer des groupes de 3 membres minimum par déclaration adressée au Maire et signée par tous les membres du groupe. Les groupes élisent leur président et notifient cette désignation au Maire.

Toute modification pouvant survenir ultérieurement doit, de la même façon, être portée à la connaissance du Maire et publiée.

Article 51 : Fonctionnement matériel des Groupes

Le Maire met à la disposition des groupes les moyens nécessaires à leur fonctionnement dans le cadre de la loi.

TITRE X : Expression des élus n'appartenant pas à la majorité municipale

Article 52 : Expression des élus n'appartenant pas à la majorité municipale

Il est réservé, pour tout bulletin d'information générale sur les réalisations et la gestion du Conseil municipal, un espace d'une demi-page pour l'expression des conseillers municipaux n'appartenant pas à la majorité municipale.

Dans cet espace, le droit d'expression s'exerce de manière individuelle et égale pour chacun des conseillers municipaux n'appartenant pas à la majorité municipale. Plusieurs conseillers municipaux peuvent choisir d'agréger leur droit individuel d'expression en signant conjointement un texte. Leur espace d'expression représente alors la somme des expressions individuelles allouées à chacun d'entre eux.

TITRE XI : Formation des élus

Article 53 : Exercice du droit à la formation

Les membres du Conseil municipal disposent d'un droit individuel à la formation adapté à leurs fonctions.

Après chaque renouvellement le Conseil municipal délibère sur l'exercice du droit à la formation des élus et en détermine les orientations.

- La formation doit être dispensée par organisme agréé par le Ministère de l'Intérieur
- Le thème et la durée de la formation doivent être adaptés aux fonctions de l'élu et conforme aux orientations de la délibération de principe prise en début de mandat
- Ce droit s'exerce dans la limite des crédits prévus à cet effet au budget de la ville de Montpellier. Chaque année dans le cadre de la préparation budgétaire les membres du Conseil municipal seront consultés sur leur besoin en formation.

Le Secrétariat Général est chargé d'instruire les demandes de formation des élus, il établit un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par la ville qui sera annexé au compte administratif.

TITRE XI : Modification du règlement intérieur

Article 54 : Modification du règlement intérieur

Le règlement est modifié par le Conseil municipal : sur proposition du Maire ou à la demande écrite d'un quart des membres du Conseil municipal.



Direction Aménagement
Programmation
Formes urbaines

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2014 / 384

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Conclusion d'un projet urbain partenarial (PUP) entre la Ville de Montpellier et Kaufman & Broad pour une opération située 1 rue Jacques Halévy

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, la Ville de Montpellier incite à la requalification de ses quartiers en favorisant la mixité urbaine et sociale avec la création de logements notamment sociaux, d'activités et de commerces. La mutation urbaine des parcelles OC 159, 160, 161, 162, situées 1 rue Jacques Halévy, s'inscrit dans cette perspective.

Ces parcelles sont d'une superficie d'environ 3 468 m², desservies par la ligne 2 du tramway (arrêt les Sabines), face à la ZAC des Grisettes, dans le quartier Croix d'Argent. Elles sont occupées aujourd'hui par une maison d'habitation et un entrepôt. Dans ce contexte, un projet prévoyant la construction d'un ensemble d'habitations est porté par le promoteur Kaufman & Broad.

Ce projet consiste en la démolition du bâti existant pour réaliser 26 logements (dont 20% seront affectés au logement social), conçus en maisons duplex ou en individuels superposés, ils seront répartis en deux îlots articulés autour de deux patios. Une demande de permis de construire a été déposée dans ce but par Kaufman & Broad (demande enregistrée sous le n° PC 14 V0007).

Ce projet immobilier s'inscrit dans l'esprit de réaménagement et de renouvellement du quartier souhaité par la municipalité. Il implique cependant la réalisation d'aménagements de voiries.

Afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions du projet porté par Kaufman & Broad, les articles L. 332-11-3 et suivants et R. 332-25-1 et suivants du code de l'urbanisme permettent la conclusion entre les promoteurs et la Ville d'un contrat de projet urbain partenarial, dont le projet de convention est joint en annexe.

L'objet de ce projet urbain partenarial est de permettre la prise en charge financière par le promoteur d'une partie des aménagements de voiries desservant l'opération, l'autre partie étant prise en charge par la Ville de Montpellier.

Ces aménagements sont décrits dans le projet de convention joint en annexe à la présente délibération, ils consistent principalement :

- la suppression de la haie de cyprès et du grillage existants ;
- à l'aménagement d'un trottoir d'environ 2,50 m et d'une chaussée ;
- à la reprise du réseau pluvial qui sera enterré afin de pouvoir être circulé et permettre d'accéder à l'entrée prévue pour cette opération.

L'ensemble des aménagements prévus correspond à une surface à réaménager ou à créer estimée à 550 m².

La mise en œuvre des travaux nécessaires à cette opération immobilière a été chiffrée à la somme de 277 200 € HT (coût global des travaux de voirie et de réseaux).

La convention de projet urbain partenarial propose donc de mettre à la charge du promoteur une part de ces aménagements :

- 85% du coût des réaménagements de voiries au droit de l'opération,
- 100 % du coût des travaux de reprise du réseau pluvial.

Selon cette répartition, le montant mis à la charge du promoteur s'élève ainsi à 255 420 € HT, correspondant au total à 92,14 % du coût HT de l'opération d'aménagement.

Ladite convention sera passée entre la Ville et Kaufman & Broad. Elle précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Le périmètre du projet urbain partenarial, annexé à la convention, correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet portée par le promoteur. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du projet urbain partenarial et exonère ces parcelles de taxe d'aménagement (part communale) pour une durée qui ne peut excéder 10 ans. Dans le cas d'espèce, au vu des participations prévues par la convention, il est proposé de prévoir une durée d'exonération de la part communale de la Taxe d'Aménagement sur le périmètre concerné de 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise en œuvre d'une procédure du projet urbain partenarial telle qu'énoncée par les dispositions du code de l'urbanisme ;
- D'approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial, et notamment le montant de la participation des constructeurs, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial, tels que joints en annexe ;
- D'exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part communale) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'adjoint délégué, à signer la convention de projet urbain partenarial telle qu'annexée à la présente délibération, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

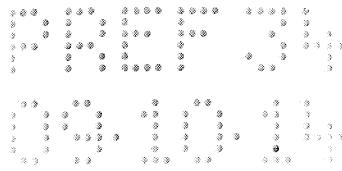
Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014



CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL

Préambule

En application des dispositions des articles L332-11-3 et L332-11-4 du code de l'urbanisme, la présente convention est conclue entre :

La société KAUFMAN & BROAD LANGUEDOC ROUSSILLON, ayant son siège social à Montpellier (34000) – 266 place Ernest Granier, immatriculée au RCS de Montpellier sous le numéro 479 491 185 représentée par Madame Béatrice MORTIER

En qualité de promoteur, maître d'ouvrage.

Et

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur le Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal n°2014/ en date du 2 octobre 2014.

La présente convention de projet urbain partenarial a pour objet la prise en charge financière des équipements publics dont la réalisation par la Ville de Montpellier est rendue nécessaire par l'opération de construction de logements réalisée par Kaufman&Broad sise 1 rue Jacques Halévy (parcelles cadastrées section OC n° 160, 162, 161, 159).

Ce projet a fait l'objet du dépôt en mairie d'une demande de permis de construire référencée comme suit : n° PC 14 V0007 – Kaufman&Broad, pour la réalisation d'un ensemble immobilier comprenant un programme immobilier pour réaliser 26 logements (dont 20% seront affectés au logement social), conçus en maisons duplex ou en individuels superposés.

En conséquence, il a été convenu entre les parties ce qui suit :

Article 1

La Ville de Montpellier s'engage à réaliser les travaux d'aménagement suivants, induits par l'opération de construction suscitée (voir nature des travaux et montants prévisionnels globaux en annexe de la présente convention):

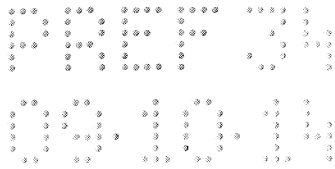
En ce qui concerne l'aménagement de l'espace public (trottoirs, ...) et des voiries :

- la suppression de la haie de cyprès et du grillage existants ;
- l'aménagement d'un trottoir d'environ 2,50 m et d'une chaussée ;

En ce qui concerne les réseaux :

- pour les eaux pluviales (EP), busage, fourniture et pose des conduites y compris les raccordements et repositionnement conformément aux préconisations du service hydraulique de la Ville, fourniture et pose des regards ainsi que la réalisation de la chaussée couvrant le réseau.

L'ensemble des aménagements prévus correspond à une surface à réaménager estimée à environ 550 m².



Ces travaux comprennent tous travaux préparatoires à l'opération, les terrassements, l'ensemble des travaux de voirie et réseaux divers induits, l'aménagement des accès aux propriétés desservies et autres aménagements nécessaires à la réalisation du projet dont la liste est mentionnée en annexe de la présente convention. A noter que les travaux liés au projet urbain partenarial ne comportent pas de travaux d'assainissement.

Le coût total des équipements à réaliser est fixé à 277 200 € HT. Ce coût prévisionnel prend en compte tous les frais d'études, de maîtrise d'œuvre, ainsi que le coût des équipements à réaliser.

Seul le montant HT de l'opération sera mis partiellement à la charge des constructeurs, la TVA applicable étant récupérée ultérieurement par la Ville de Montpellier.

Pour rappel, les équipements existants déjà entièrement financés et les équipements propres à l'opération d'aménagement définis à l'article L.332-15 du code de l'urbanisme ne peuvent être inclus dans les équipements à financer au titre de la présente convention.

Article 2

La Ville de Montpellier s'engage à réaliser la totalité des travaux d'aménagement prévus à l'article 1 dans un délai maximum de 3 ans suivant le dépôt de la Déclaration d'Ouverture de Chantier liée à l'autorisation administrative nécessaire à la bonne réalisation de l'opération.

Parallèlement, la Ville de Montpellier s'engage à avoir réalisé les travaux nécessaires au fonctionnement des immeubles du projet Kaufman&Broad, à sa desserte qui peut être provisoire et à ses branchements préalablement à la livraison (prévue dans les 12 mois à compter du dépôt de la DOC), en particulier, le revêtement des sols des trottoirs au droit de l'opération.

Le promoteur n'étant pas en mesure de garantir une date de livraison de son opération, la Ville de Montpellier s'engage à s'adapter au rythme du chantier pour livrer les aménagements nécessaires au fonctionnement des immeubles.

Article 3

La société Kaufman&Broad s'engage, dans le cadre de la mise en œuvre de l'autorisation administrative nécessaire à la bonne réalisation de l'opération, matérialisée par le dépôt de la Déclaration d'Ouverture de Chantier, à verser à la Ville de Montpellier la fraction du coût des équipements publics prévus à l'article 1 nécessaires aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre défini à l'article 4 de la présente convention.

Cette fraction est fixée à :

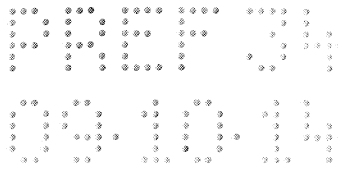
- 85% du coût des réaménagements de voiries au droit de l'opération ;
- 100 % du coût des travaux de reprise du réseau pluvial.

En conséquence, le montant de la participation totale à la charge de la société Kaufman&Broad s'élève à 255 420 € HT, correspondant au total à 92,14% du coût HT de l'opération d'aménagement.

La part prise en charge par la Ville de Montpellier (7,86%) s'élève ainsi à 21 780 € HT. La Ville de Montpellier fera également l'avance de la TVA, pour un montant de 57 960 € qu'elle récupérera ultérieurement (FCTVA).

Article 4

Il est convenu d'une répartition de la participation totale due par le promoteur comme suit :



92,14 % à la charge de Kaufman&Broad, soit 255 420 € HT.

Cette répartition est définie au prorata des surfaces de logements et de commerces respectivement développées dans la demande de permis de construire, à savoir : 1 464 m² dont 1 171 m² en logement libres et 290 m² en logement social.

Article 5

Le périmètre d'application de la présente convention est délimité par le plan joint en annexe à la présente convention. Il correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet portée par le promoteur. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du projet urbain partenarial et exonère ces parcelles de taxe d'aménagement (part communale) pour une durée qui ne peut excéder 10 ans.

Article 6

En exécution de titres de recettes émis comme en matière de recouvrement des produits locaux, la société Kaufman&Broad s'engage à procéder au paiement de la participation de projet urbain partenarial mise respectivement à leur charge dans les conditions suivantes :

Pour les apports numéraires :

- 50% au dépôt de la Déclaration d'Ouverture de Chantier
- 40% 12 mois après le dépôt de la Déclaration d'Ouverture de Chantier
- 10% à la réception par la Ville des travaux d'aménagement

Article 7

La durée d'exonération de la taxe d'aménagement (part communale) est de 10 ans à compter de l'affichage de la mention de la signature de la convention en mairie.

Article 8

La présente convention est exécutoire à compter de l'affichage de la mention de sa signature en mairie de Montpellier.

Article 9

Si les équipements publics définis à l'article 1 n'ont pas été achevés dans les délais prescrits par la présente convention, les sommes représentatives du coût des travaux non réalisés seront restituées à la société Kaufman&Broad, sans préjudice d'éventuelles indemnités fixées par les juridictions compétentes.

Article 10

La société Kaufman&Broad pourra se substituer toute société de son groupe au titre de la mise en œuvre des opérations immobilières décrites ci-dessus et de l'exécution de la présente convention.

Article 11

Toutes modifications éventuelles des modalités d'exécution de la convention de projet urbain partenarial doivent faire l'objet d'avenants à la présente convention.

Article 12

La présente convention sera déclarée caduque, sans versement d'indemnités, si pour quelque cause que ce soit, l'acquisition du terrain nécessaire à l'opération globale n'est pas réalisée.

Fait à Montpellier le :



En 5 exemplaires originaux

Signatures

Pour la Ville de Montpellier,

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Pour Kaufman&Broad

La Directrice Régionale, Béatrice MORTIER

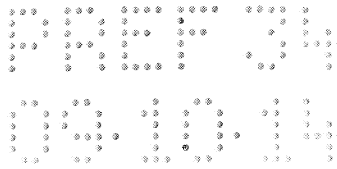
Figure 1 displays 16 small plots arranged in a 4x4 grid, showing the spatial distribution of 1000 simulated data points. The plots are labeled with numbers 1 through 16. The distributions vary significantly, showing different patterns of clustering and spread across the simulated space.





**ANNEXE 2 – Détail des coûts d'opération du Projet Urbain Partenarial
Ville/ Kaufman&Broad**

TRAVAUX	Coût (forfait) € HT	Coût y compris aléa (10%) et maîtrise d'œuvre/ et maîtrise d'ouvrage (20 %)	Coût (forfait) € TTC
Travaux de voiries	110 000	145 200	174 240
Travaux sur les réseaux	100 000	132 000	158 400
COÛT TOTAL DE L'OPERATION	210 000	277 200	332 640



ANNEXE 3 – Liste des travaux à entreprendre dans le cadre du Projet Urbain Partenarial

1- Aménagement de l'espace public (trottoirs, ...) et des voiries :

- aménagement d'un trottoir d'environ 2,50 m et de la chaussée ;

2 – Espaces verts et mobilier urbain :

- suppression de la haie de cyprès et du grillage existant ;

3 – Réseaux :

- pour les eaux pluviales (EP), busage, fourniture et pose des conduites y compris les raccordements et repositionnement conformément aux préconisations du service hydraulique de la Ville, fourniture et pose des regards ainsi que la réalisation de la chaussée couvrant le réseau.

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

ZAC Nouveau Saint Roch Agrément de candidature SOGEPROM SUD REALISATIONS - Lot 12

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch a été initiée afin de valoriser une friche ferroviaire du centre-ville en réalisant, dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif de qualité (de 1300 à 1500 logements dont 30% environ de logements sociaux) avec des bureaux, des commerces et des équipements publics (parking,...) et privés (hôtels,...) .

Par ailleurs, elle doit également accueillir un parc urbain d'environ 1,2 ha .

Ce nouveau quartier est très bien desservi par les transports publics : gare Saint-Roch, en cours d'extension et de modernisation, 4 lignes de tramways, ...

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC Nouveau Saint Roch par délibération du 4 mai 2009 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de SOGEPROM SUD REALISATIONS en vue de la cession de terrains permettant, sur le lot 12 de la ZAC, la réalisation de logements étudiants et de commerces. Il est précisé pour information que les terrains appartenant à la SERM et sur lesquels porte la demande d'agrément ne constituent pas la totalité du terrain d'assiette du lot.

Dénomination du candidat : SOGEPROM SUD REALISATIONS
80 place Ernest Granier
CS 19501

34 960 Montpellier

Localisation :

ZAC Nouveau Saint-Roch
Lot 12

Parcelles cadastrées :

section EX n°690 partie, 692 partie, 694 partie

**Surface de la partie du lot objet
de la demande d'agrément :**

443 m² (superficie totale du lot 1 042 m²)

Nature du projet :

logements étudiants
commerces

SDP envisagée sur la partie du lot objet

de la demande d'agrément : 1 267,10 m² SDP

SDP maximale autorisée : 1 363 m² SDP

La SERM précise que la candidature de SOGEPROM SUD REALISATIONS prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de SOGEPROM SUD REALISATIONS pour la construction de logements étudiants et de commerces sur le lot 12 de la ZAC Nouveau Saint-Roch ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

PAE MULTISITES MARQUEROSE Convention ERDF et la Ville de Montpellier de raccordement pour l'alimentation électrique Autorisation de signer l'Avenant n°1

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le PAE (Programme d'Aménagement d'Ensemble) multisites Marqueroise a été créé par délibération du conseil municipal du 6 novembre 2006, modifié par délibération du conseil municipal du 26 mars 2007 et par délibération du 7 février 2011.

Ce PAE prévoit, en vue de finaliser l'urbanisation du quartier Marqueroise, des travaux d'équipements publics avec l'élargissement et l'aménagement du boulevard Paul Valéry, de la rue Bachelard et d'une partie de la rue Marqueroise ainsi que la création et le renforcement des réseaux humides et secs.

Pour le raccordement des nouvelles constructions au réseau électrique, l'évolution de la législation relative à l'urbanisme (Loi Solidarité Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000, Loi Urbanisme et Habitat du 3 juillet 2003) et à la distribution de l'électricité (Loi de modernisation du service public de l'électricité du 10 février 2000) a conduit à la mise en place d'un nouveau dispositif de financement des créations, extensions et renforcements des réseaux électriques. Les communes sont donc depuis le 1er janvier 2009 placées au centre des décisions en matière de raccordement électrique dans le cadre des autorisations d'urbanisme et doivent participer au financement de ces travaux à hauteur de 60 %, 40 % étant pris en charge par ERDF.

C'est dans ce cadre que la Ville de Montpellier a approuvé par délibération du conseil municipal du 14 décembre 2009 une convention de raccordement pour l'alimentation électrique du PAE multisites Marqueroise avec ERDF. Cette convention, établie sur la base d'une estimation des constructions dans le PAE, a permis de prévoir les modalités techniques et financières de raccordement du secteur dont le montant estimé par ERDF s'élevait pour la Ville à 131 785,98 € TTC.

Depuis 2009, le PAE est entré en phase opérationnelle et les travaux de raccordements électriques des constructions réellement réalisées ont été effectués par ERDF et payés par la Ville pour un montant de 76 481 € TTC, soit un coût inférieur à celui prévu dans la convention précitée (131 785,98 € TTC).

Aujourd'hui, il est nécessaire de réactualiser cette convention au regard des projets en cours et de la nouvelle estimation des constructions à venir dans le PAE Marqueroze. Aussi, il convient d'établir un avenant à la convention initiale qui précise les nouveaux travaux de raccordement à prévoir dans les futurs secteurs d'aménagement du PAE pour un montant de 76 396,75 € TTC.

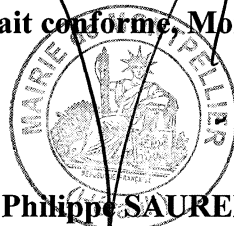
Le coût global pour la Ville du raccordement électrique du PAE multisites Marqueroze devrait s'élever à 152 877,75 € TTC soit 76 481 € correspondant à la convention initiale et 76 396,75 € à l'avenant n°1.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

- d'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention jointe en annexe de la délibération entre ERDF et la Ville définissant les nouveaux travaux de raccordement électrique et les conditions financières de leurs réalisations,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué à l'urbanisme, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014

Aménagement électrique du domaine public

ALIM BT PAT4 PAE MARQUEROSE

**CONVENTION DE RACCORDEMENT POUR
L'ALIMENTATION ELECTRIQUE**

Commune : MONTPELLIER

entre les
soussignés :

Monsieur le Maire de la commune **MONTPELLIER**

adresse :

MAIRIE DE MONTPELLIER
1 Place Georges Frêche
A l'attention de M. CLAVEL
34267 MONTPELLIER Cedex 2 France
représenté par monsieur le Maire

désigné ci-après par "**Collectivité Publique** "

d'une part,

et : **ÉLECTRICITÉ RÉSEAU DISTRIBUTION France**, société anonyme à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 euros, dont le siège social est situé Tour Winterthur, 92085 PUTEAUX LA DÉFENSE CEDEX, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 444 608 442, représentée par

Monsieur le Directeur Karim RAFAI, faisant élection de domicile 382, avenue Raimon Trencavel
- 34929 MONTPELLIER,

désigné ci-après par "**le Distributeur**"

d'autre part.



ÉLECTRICITÉ RÉSEAU DISTRIBUTION FRANCE

Convention de Raccordement
ALIM BT PAT4 PAE MARQUEROSSE
commune : MONTPELLIER

Référence DB25/001326	1
INTRODUCTION	3
TITRE 1. CARACTERISTIQUES DE LA VOIRIE à AMENAGER	3
Article 1.1. Les plans	3
Article 1.2 Parcelles cadastrées concernées	3
Article 1.3. Les puissances	4
Article 1.4. Echancier prévisionnel des différentes étapes du projet d'aménagement de(s) voirie(s)	4
Article 1.5. Contraintes environnementales	4
Article 1.6. Qualité de la desserte en électricité	4
TITRE 2 CONSISTANCE DES TRAVAUX	4
Article 2.1. Travaux d'allongement de réseau et de création	5
Article 2.2. Travaux de remplacement	5
Article 2.3 Travaux demandés en dehors de la solution de référence (non réfacté)	5
Article 2.4 Travaux de branchements	5
TITRE 3. COUT DES TRAVAUX	5
Article 3.1 – Investissement et financements des ouvrages par la collectivité publique	5
Article 3.2 -Règlement des travaux assurés par le Distributeur et à charge de la collectivité publique	5
Article 3.3 – Financement par les acquéreurs de lots	5
TITRE 4. ATTRIBUTIONS RESPECTIVES DU DISTRIBUTEUR ET LA COMMUNE DANS LE CADRE DES TRAVAUX	5
TITRE 5. MONTANT DES TRAVAUX	6
Article 5.1 Montant des travaux	6
Article 5.2 Montant des terrassements (Cf Titre 4)	6
Article 5.3 Règlement des travaux assurés par le Distributeur et à charge de la collectivité publique	6
Article 5.4 DELAIS DE RACCORDEMENT	6
TITRE 6 - RENFORCEMENT DES RÉSEAUX	7
TITRE 7 – CLAUSES DIVERSES	7
Article 7.1- Durée de la convention	7
Article 7.2 Validité de la convention	7
Article 7.3 Confidentialité des données	7

INTRODUCTION

Ce document examine la possibilité de raccorder au réseau de distribution le lieu suivant « Secteur Marqueroze - Paul Valéry - Bachelard » située sur la commune « MONTPELLIER »

Cette convention, élaborée sur la base d'un minimum technique, propose une solution au moindre coût, qui satisfait la réglementation technique et administrative relative au raccordement des secteurs d'aménagement et les engagements relatifs aux cahiers des charges de concession DP et RAG.

La validité de cette étude est de quatre mois à compter du 13/01/2014.

Elle constitue un engagement d'ERDF Réseau de Distribution Méditerranée (désigné ci-après par le DISTRIBUTEUR) et de la collectivité publique sur la solution de raccordement proposée et le chiffrage de celle-ci.

TITRE 1. CARACTERISTIQUES DE LA VOIRIE à AMENAGER

Pour établir cette étude les éléments qui suivent ont été fournis par la commune au DISTRIBUTEUR.

Dans cette étude, ERDF a pris en compte les voiries publiques (existantes ou à construire) déclarées par le demandeur (voir plan).


Article 1.1. Les plans

Les plans avec échelles fournis en Annexe, soit :

- ☐ Plan de situation, délimitant la ou les voiries à aménager,
- ☐ Tracé de la voie projetée
- ☐ Plan des zones d'exclusion
- ☐ Plan parcellaire avec voiries intérieures de la zone (plans parcellaires partiels)

Article 1.2 Parcelles cadastrées concernées

EL 544- EL 611- EK 175- EK 176

	Convention de Raccordement ALIM BT PAT4 PAE MARQUEROSE commune : MONTPELLIER
---	---

Article 1.3. Les puissances

Les hypothèses fournies par la commune pour réaliser une estimation de la puissance prévisionnelle appelée par la zone sont les suivantes

Une estimation des puissances conduit aux éléments suivants:

	Puissance Résidentiel	Puissance Tertiaire	Puissance Industrielle	Puissance Commerce
Nbr Lot x puissance par lot	165 log à 9Kva + 5 villas à 12 kva	1 bureau à 30 kva + 5 comptages communs à 36 kva	sans objet	sans objet

La puissance totale foisonnée de la zone est évaluée par le DISTRIBUTEUR à :

$(165 \text{ logs} \times 9 \text{ Kva}) + (5 \text{ villas} \times 12 \text{ kva}) \times 0.25 + 30 \text{ Kva} + 5 \text{ SG} \times 36 \text{ Kva}$ soit 596 KVA .

0.25 étant le coefficient de foisonnement .

La puissance totale foisonnée est la puissance retenue pour le dimensionnement des ouvrages de réseaux comprenant: le poste source HTB/HTA, les réseaux HTA et BT permettant d'alimenter la zone.

Article 1.4. Echancier prévisionnel des différentes étapes du projet d'aménagement de(s) voirie(s)

A ce stade de l'étude la commune n'a pas fourni d'échéancier prévisionnel

Article 1.5. Contraintes environnementales

Aucune contrainte environnementale n'a été précisée par la commune


Article 1.6. Qualité de la desserte en électricité

Aucun besoin spécifique de qualité n'a été précisé par l'Aménageur Dans ce cadre, la réponse du distributeur sera conforme à la qualité standard actuellement en vigueur à savoir : coupures longues et coupures brèves par an.

TITRE 2 CONSISTANCE DES TRAVAUX

La solution envisagée précise les principes de raccordement de la voirie à aménager au réseau de distribution électrique existant, dans le cadre d'une solution respectant la structure de ce dernier, élaborée sur la base d'un minimum technique.

Cette solution technique n'intègre aucun réseau sur le domaine privé à urbaniser.

 ERDF <small>ÉLECTRICITÉ RÉSEAU DISTRIBUTION FRANCE</small>	Convention de Raccordement ALIM BT PAT4 PAE MARQUEROSE commune : MONTPELLIER
--	---

Article 2.1. Travaux d'allongement de réseau et de création

Création de 2*180m de réseau HTA S240°, alimentant 1 poste de transfo préfabriqué, avec transfo 630 kva.

Création de 5 départs BTS 240°, soit 746 ml vers les opérations ICADE et KAUFMAN & BROAD.

Article 2.2. Travaux de remplacement

Sans objet

Article 2.3 Travaux demandés en dehors de la solution de référence (non réfacté)

Sans objet]

Article 2.4 Travaux de branchements

Les branchements individuels des parcelles ne sont pas compris dans la présente étude exploratoire

TITRE 3. COUT DES TRAVAUX

Article 3.1 – Investissement et financements des ouvrages par la collectivité publique

La collectivité publique assure le financement de la totalité des ouvrages électriques à construire nécessaire à la desserte de la voirie à aménager (cf titre 2)

Article 3.2 -Règlement des travaux assurés par le Distributeur et à charge de la collectivité publique

Tous les travaux à la charge de la collectivité publique et dont la réalisation est assurée par le Distributeur feront l'objet de devis préalables, présentés par le Distributeur avec les plans ou, à défaut, les croquis correspondants. Les montants de ces travaux seront éventuellement réajustés suivant la formule de révision figurant dans les devis. Le coût des travaux de déplacement des ouvrages et des ouvrages provisoires sera présenté au coup par coup par le Distributeur à la collectivité publique et fera l'objet de facturation ponctuelle à la collectivité publique.


La collectivité publique donnera son accord sur chaque devis de la tranche de travaux concernés, et versera le solde à la fin des travaux.

La collectivité publique se libérera des sommes dues, en exécution de la présente convention par chèque bancaire ou virement au compte du Distributeur : **ERDF Marseille**
N° de CCP 20041-01008-1515758C029-28

Article 3.3 – Financement par les acquéreurs de lots

Les acquéreurs de parcelles assurent les investissements suivants : l'alimentation du chantier s'il y a lieu + le raccordement au réseau Basse Tension.

TITRE 4. ATTRIBUTIONS RESPECTIVES DU DISTRIBUTEUR ET LA COMMUNE DANS LE CADRE DES TRAVAUX

	<p align="center">Convention de Raccordement ALIM BT PAT4 PAE MARQUEROSE commune : MONTPELLIER</p>
---	--

le DISTRIBUTEUR réalise 100% des travaux de construction des réseaux électriques, y compris les terrassements.

Le DISTRIBUTEUR ERDF est maître d'ouvrage et a ce titre, définit la solution technique et dépose les articles 49 et 50.

TITRE 5. MONTANT DES TRAVAUX

Article 5.1 Montant des travaux

Comme stipulé dans l'arrêté du 28 août 2007, la facturation du raccordement fait l'objet d'une réfaction tarifaire dont le taux (r) à la date de cette convention est fixé à : **40%**

La contribution à la charge de la Collectivité en Charge de l'Urbanisme est calculé selon la formule suivante:

- Coût de l'opération : **106106.60x (1-40%) = 63663.96 € HT** (montant réfacté)
- Coût des travaux demandés en dehors de la solution de référence : **0 € HT** (montant non réfacté)

Soit une contribution par la commune de **63663.96 € HT**

Article 5.2 Montant des terrassements (Cf Titre 4)

- Terrassements : **37838.73 € HT**
- Terrassements liés aux travaux hors solution de référence : **0 € HT**

Soit un montant de **37838.73 € HT** pour les terrassements.

Article 5.3 Règlement des travaux assurés par le Distributeur et à charge de la collectivité publique


Tous les travaux à la charge de la collectivité publique et dont la réalisation est assurée par le Distributeur feront l'objet de devis préalables, présentés par le Distributeur avec les plans ou, à défaut, les croquis correspondants. Les montants de ces travaux seront éventuellement réajustés suivant la formule de révision figurant dans les devis. Le coût des travaux de déplacement des ouvrages et des ouvrages provisoires sera présenté au coup par coup par le Distributeur à la collectivité publique et fera l'objet de facturation ponctuelle à la collectivité publique.

La collectivité publique donnera son accord sur chaque devis de la tranche de travaux concernés, et versera le solde à la fin des travaux.

La collectivité publique se libérera des sommes dues, en exécution de la présente convention par chèque bancaire ou virement au compte du Distributeur : ERDF Marseille N° de CCP 20041-01008-1515758C029-28

Article 5.4 DELAIS DE RACCORDEMENT

Les délais nécessaires à l'obtention des autorisations administratives et à la réalisation des travaux sont de l'ordre de :

 erdf <small>ÉLECTRICITÉ RÉSEAU DISTRIBUTION FRANCE</small>	Convention de Raccordement ALIM BT PAT4 PAE MARQUEROSSE commune : MONTPELLIER
--	--

25 semaines pour allongement ou création de réseau avec construction d'un poste

Ce délai rendra effet à compter de la signature de la convention de raccordement et de la réception de l'accord sur le devis

TITRE 6 - RENFORCEMENT DES RÉSEAUX

Si la puissance prévue (cf. article 1.3) se révélait comme étant inférieure à la réalité et si un remplacement des réseaux devenait nécessaire, une nouvelle étude serait à demander par la collectivité publique auprès de nos services.

TITRE 7 – CLAUSES DIVERSES

Article 7.1- Durée de la convention

La présente convention prendra fin lorsque toutes les parcelles concernées de cette zone seront construites et alimentées.

Article 7.2 Validité de la convention

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans qu'aucune partie ne puisse demander une quelconque indemnité au cas où les autorisations administratives préalables au commencement des travaux prévus à la présente convention, et en particulier, les autorisations de lotir d'une part ou les autorisations de voirie, d'autre part, ne seraient pas délivrées par les autorités compétentes.

Article 7.3 Confidentialité des données

Ce document et les pièces jointes sont confidentiels et établis à l'attention exclusive de ses destinataires. Toute utilisation ou diffusion même partielle est interdite.

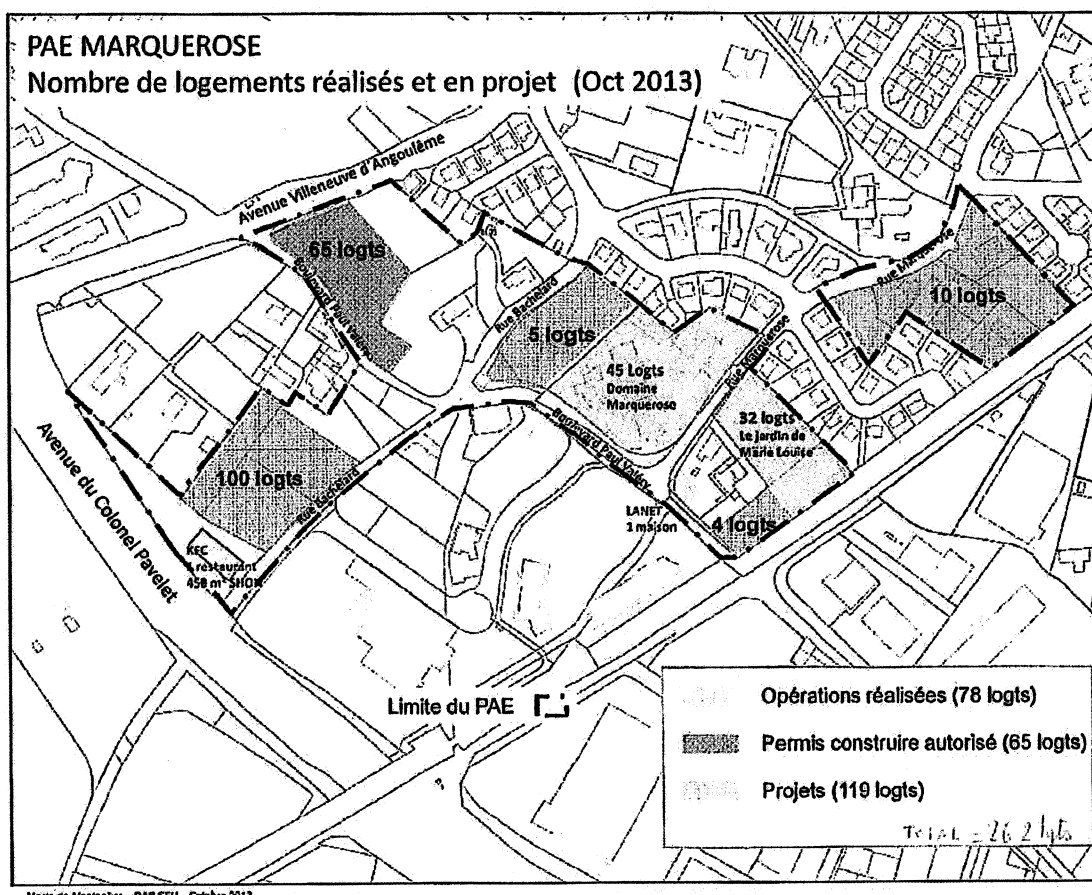
Fait à.....,
Le.....

Fait à
Le

LA COLLECTIVITÉ PUBLIQUE

ERDF

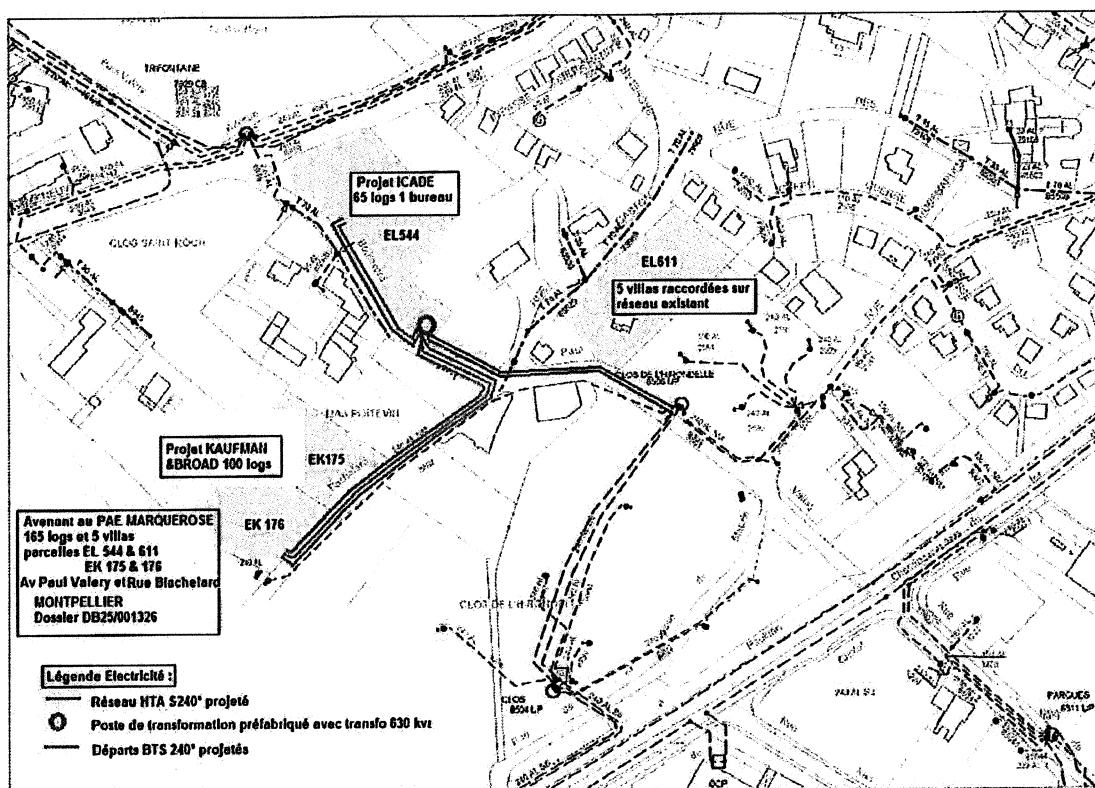
Faire précéder la signature de la mention
“ lu et approuvé ”






ELECTRICITÉ RÉSEAU DISTRIBUTION FRANCE

Convention de Raccordement ALIM BT PAT4 PAE MARQUEROSE commune : MONTPELLIER



 ÉLECTRICITÉ RÉSEAU DISTRIBUTION FRANCE	Convention de Raccordement ALIM BT PAT4 PAE MARQUEROSE commune : MONTPELLIER
---	--

Le 10 janvier 2014

CHIFFRAGE DE TRAVAUX ELECTRICITE
N° 1

Interlocuteur technique : LAMPAZONA Pierre
Téléphone : 04 68 56 32 73

MAIRIE DE MONTPELLIER
1 Place Georges Frêche
A l'attention de M. CLAVEL
34267 MONTPELLIER Cedex 2
France

Objet : DB25/001326 - Chiffrage branchement 1-1
ALIM BT PAT4 PAE MARQUEROSE - Secteur Marquerose - Paul Valéry - Bachelard
MONTPELLIER

Détails des prestations	Qtés	Prix U. HT	TVA	HT
Accès Réseau				
Consignation réseau HTA Antenne ou Coupure d'artère (-40%)	1	427.50 €	20%	256.50 €
Consignation réseau BT (ou consignation de transfo HTA/BT) (-40%)	2	256.50 €	20%	307.80 €
Mise à Disposition d'un agent d'exploitation (l'heure ouvrable) (-40%)	10	85.50 €	20%	513.00 €
Equipements BT				
Fourniture et pose d'un départ monobloc 400 A pour TIPI (-40%)	5	243.37 €	20%	730.11 €
Fourniture transformateur				
Fourniture d'un transformateur, type en cabine, 630kVA (-40%)	1	10 674.06 €	20%	6 404.44 €
Frais Administratifs et constitution de fonds de plans				
Constitution du dossier, envoi et suivi des DR par commune (-40%)	2	84.65 €	20%	101.58 €
Autorisations de passage, par convention obtenue (-40%)	1	141.39 €	20%	84.83 €
Etablissement de fonds de plans, Levé par mètre linéaire en zone dense (-40%)	1100	1.13 €	20%	745.80 €
Etablissement de fonds de plans, Forfait petite affaire (-40%)	1	226.43 €	20%	135.86 €
Constitution et envoi ARTICLES 50 (-40%)	1	520.27 €	20%	312.16 €
Constitution et envoi ARTICLES 49 (-40%)	1	244.68 €	20%	146.81 €
Mises en Chantier				
Mise en chantier réseau souterrain Zone en CD3 (-40%)	2	646.85 €	20%	776.22 €
Postes HTA/BT équipés type PRCS-PSS-PUIE-PAC				
Fourniture et pose poste PAC 4 UF 630kVA avec génie civil (-40%)	1	20 023.56 €	20%	12 014.14 €
Terrassements en zone de Coefficient de Difficulté 3				
Tranchée sous accotement stabilisé > à 1m en CD3 (-40%)	143	55.23 €	20%	4 738.73 €
Plus-value canalisat. supp, tranchée sous accotement stabilisé > à 1m en CD3 (-40%)	296	19.73 €	20%	3 504.05 €



ÉLECTRICITÉ RÉSEAU DISTRIBUTION FRANCE

Convention de Raccordement
ALIM BT PAT4 PAE MARQUEROSE
commune : MONTPELLIER

Tranchée sous chaussée urbaine légère (réfection enrobé) en CD3 (-40%)	140	92.42 €	20%	7 763.28 €
Plus-value canalisat. supp, tranchée ss chaussée urbaine légère enrobé en CD3 (-40%)	280	34.61 €	20%	5 814.48 €
Terrassements ponctuels toutes zones				
Fouille ponctuelle en agglomération (3x1x1 m) (-40%)	2	735.58 €	20%	882.70 €
Travaux Souterrains BT en zone de Coef de Difficulté 3				
Fourniture et Pose Câble BT souterrain 240 mm² Alu en CD3 (-40%)	746	19.69 €	20%	8 813.24 €
Raccordement câble BT dans un poste HTA BT existant en CD3 (-40%)	5	201.13 €	20%	603.39 €
Fourniture pose et raccordement d'un REMBT G3 600 RRC400P200 en CD3 (-40%)	5	888.12 €	20%	2 664.36 €
Travaux Souterrains HTA en zone de CD3				
Fourniture et pose Câble HTA souterrain 240 mm² Alu en CD3 (-40%)	360	22.30 €	20%	4 816.80 €
Réalisation jonction souterraine HTA sans terrassement en CD3 (-40%)	1	790.82 €	20%	474.49 €
Raccordement câble HTA Alu dans un poste HTA BT en CD3 (-40%)	3	588.44 €	20%	1 059.19 €

Total HT	63 663.96 €
Montant TVA	12 732.79 €
Total TTC	76 396.75 €

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Foncier Quartier Centre Ancien square Coursindel Déclassement du domaine public communal

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville a acquis le 28 juin 1950 auprès de la Société Immobilière de Gestion le terrain d'assiette désormais cadastré IZ 408, situé le long de l'avenue de la Liberté, entre les rues Saint Antoine, Saint Etienne et Pierre Fermaud dans le quartier de Figuerolles, en vue d'y installer initialement un asile de nuit.

Lors de la démolition du bâtiment de l'asile municipal, après son transfert dans le quartier de La Paillade, la Ville a aménagé sur ce site un square public de quartier, le square de l'Abbé Coursindel.

Etant donné l'usage constaté de ce square, il a été décidé après concertation de procéder à sa fermeture et à sa désaffectation, effective depuis le 8 juillet 2012. Depuis lors, la parcelle IZ 408 est en nature de terrain nu, en friche et totalement close.

Un nouveau square public, mieux situé en termes de centralité de quartier, a été aménagé à proximité, rue du Père Bonnet et est désormais ouvert au public.

Dès lors, il paraît intéressant pour la Ville, dans le cadre de sa gestion de patrimoine, de valoriser le terrain d'assiette de l'ancien square de l'Abbé Coursindel en rendant possible sa mutation ultérieure.

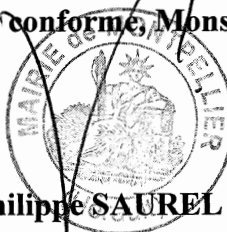
En ce sens, il est proposé que ce bien, désaffecté matériellement depuis 2012 mais appartenant toujours formellement au domaine public communal, soit déclassé dans le domaine privé de la Commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de déclasser la parcelle cadastrée IZ 408 du domaine public communal pour la transférer dans le domaine privé de la Commune;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Foncier Quartier Centre Ancien square Coursindel Cession de la parcelle IZ 408 à la SAAM Concession d'aménagement Grand Cœur

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La concession d'aménagement Grand Cœur confiée par la Ville à la SAAM pour la période 2013-2020, prévoit la valorisation dans le cadre d'un programme de logements sociaux, de la parcelle propriété de la Ville cadastrée IZ 408.

D'une contenance de 1191 m², cette parcelle est située en zone urbaine 1U1-1 du PLU et autorise ce type d'opération.

Ce foncier, situé le long de l'avenue de la Liberté, entre les rues Saint Antoine, Saint Etienne et Pierre Fermaud, dans le quartier de Figuerolles, était anciennement occupé par le square de l'Abbé Coursindel, lui-même déplacé rue du Père Bonnet, et a désormais fait l'objet d'une désaffectation puis d'un déclassement du domaine public communal.

Il est proposé par la SAAM d'acquérir ce terrain en vue de l'aménager, puis de le céder à ACM dans le cadre d'un programme de logements sociaux.

Ce programme prévoit la création d'une dizaine de logements accolés pour une surface de plancher développée d'environ 820 m².

La SAAM devra avoir procédé au préalable à l'ensemble des aménagements de réseaux et voirie nécessaires à la réalisation du programme ACM pour un montant prévisionnel de travaux de l'ordre de 70 000 €.

Une servitude de passage public piéton sera conservée en limite Nord du programme entre les rues Saint Etienne et Saint Antoine, en parallèle à l'avenue de la Liberté.

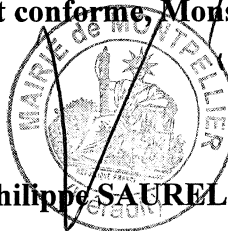
Le prix de vente proposé est de 105 000 € HT, suivant évaluation de France Domaine, étant pris en considération les travaux de voirie et de réseaux à la charge de la SAAM au titre de la concession d'aménagement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de procéder à la cession à la SAAM de la parcelle communale cadastrée IZ 408 au prix de 105 000 € HT suivant l'évaluation de France Domaine ;
- de régulariser l'acte de vente en l'étude notariale qui sera désignée par l'acquéreur ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document nécessaire à l'exécution de cette affaire.

Le Conseil Adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 03 octobre 2014

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Foncier Elargissement avenue Albert Dubout Aménagement rue Charles Perrault Acquisition propriété « NG Promotion – Opération Free Dom »

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La société NG Promotion a réalisé une opération immobilière sur la parcelle cadastrée EY 725 d'une contenance de 1 569 m², rue Charles Perrault.

Conformément à l'emplacement réservé C32 du plan local d'urbanisme (PLU), la parcelle nouvellement cadastrée EY 779 (116 m²) a été détachée de l'assiette foncière de la future copropriété afin de permettre l'élargissement de l'avenue Albert Dubout.

D'autre part, la parcelle EY 778 (113 m²) a également été détachée de l'assiette foncière de la future copropriété, pour faciliter la giration des véhicules de collecte des ordures ménagères.

Il est proposé d'acquérir ces deux emprises d'une superficie totale de 229 m² pour en assurer leur gestion. Ces cessions seront réalisées à titre onéreux au prix de 70 €/m², soit 16 030 € (seize mille trente euros) pour 229 m².

Par courrier du 25 août 2014, la société NG Promotion a accepté les conditions de la transaction.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne « acquisition terrains – nature 2111 – chapitre 908 ».

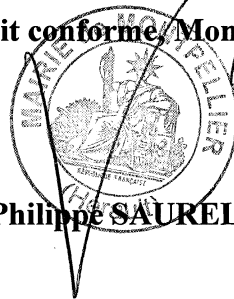
Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts de la société NG Promotion.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'acquérir les parcelles nouvellement cadastrées EY 778 (113 m²) et EY 779 (116 m²) au prix de 70 €/m², soit un total de 16 030 € (seize mille trente euros) pour une superficie totale de 229 m², afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de l'avenue Albert Dubout correspondant à l'emplacement réservé C 32 du PLU et de permettre la gestion de l'espace de giration des véhicules de collecte des ordures ménagères ;
- de saisir Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Foncier Quartier Croix d'Argent Les Jardins d'Anne - lot n° 53 Vente à M. et Mme WEYL

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a acquis à titre gratuit, le 15 janvier 1990, 10 jardins familiaux dans la copropriété « Les Jardins d'Anne », située lieudit Mas Tandon et cadastrée OA 18, en zone agricole A du plan local d'urbanisme (PLU).

Ces lots ont été mis à disposition de particuliers par la Ville dans le cadre de conventions d'occupation précaire.

Cinq lots n°1, 3, 6, 8 et 44, situés dans l'emprise du projet de doublement de l'autoroute A9, ont été vendus à l'Etat le 26 novembre 2012.

Considérant que la Ville n'avait plus d'intérêt particulier à conserver les autres lots dans le patrimoine communal, le Conseil municipal a également accepté de vendre deux lots, n°40 et 67, à leurs occupants respectifs par actes de vente des 26 mars et 23 avril 2012.

La Ville reste à l'heure actuelle propriétaire de trois lots dont deux sont occupés.

M. et Mme WEYL occupent le lot 53 d'une superficie de 454 m², l'utilisent comme jardin et souhaitent désormais s'en rendre propriétaires.

France Domaine a évalué cette parcelle au prix de 8 200 € soit 18 €/m², prix identique aux cessions intervenues pour la vente des lots aux locataires en 2012.

Etant donné que la cession est sollicitée par le locataire actuel du terrain, que son utilisation est conforme à l'usage de jardin partagé, il a été proposé par la Commission des cessions immobilières de la Ville réunie le 9 septembre dernier de ne pas mettre ce bien en vente publique, donnant priorité au locataire occupant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter la vente du lot 53 de la copropriété « Les Jardins d'Anne » à M. et Mme WEYL, au prix de 8 200 €, conforme à l'estimation de France Domaine ;
- de confier la rédaction de l'acte de vente à Maître SALLES, notaire des acquéreurs, à Montpellier ;
- d'autoriser le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

FONCIER

Restauration de l'ensemble synagogal médiéval de la rue de la Barralerie Acquisition d'une partie de la propriété NUNEZ 2, rue de la Préfecture

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville a engagé la mise en valeur de l'ensemble synagogal médiéval de la rue de la Barralerie, classé au titre des monuments historiques, qui constitue un témoignage marquant de l'histoire de Montpellier.

Préalablement à la mise en vente de leur entier appartement situé 2 rue de la Préfecture et cadastré section HR n° 361, Monsieur et Madame Léonardo NUNEZ ont sollicité la Ville sur l'intérêt qu'elle pourrait porter à leur bien.

Dans le cadre du projet de restauration de l'ensemble synagogal médiéval, la seule acquisition de la salle de bains de l'appartement de Monsieur et Madame NUNEZ serait opportune, l'acquisition de l'entier logement ne présentant pas d'intérêt pour la Ville.

Cette salle de bains a été construite en surplomb de la venelle qui longe l'arrière du mikvé, or une des actions du projet de restauration visera à dégager cette venelle historique par démolition des constructions adventices qui ont été édifiées en surplomb de ce passage.

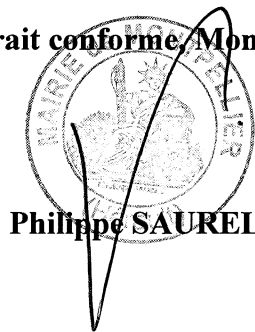
Les propriétaires ont donné leur accord pour céder à la Ville cette partie de leur appartement pour un montant de 22 358 € TTC, conforme à l'évaluation des Services Fiscaux, et pour la prise en charge par la commune des frais de reconstitution d'un équipement similaire dans leur appartement pour un montant de 24 022,93 € TTC, d'après le devis n° 2014/5 établi par l'entreprise MARTIN MULTI TRAVAUX.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à l'acquisition du local à usage de salle de bains propriété des Epoux NUNEZ, situé dans l'immeuble du 2 rue de la Préfecture, à détacher de la parcelle cadastrée section HR 361, pour un montant de 22 358 € TTC, conforme à l'avis des Services Fiscaux ;
- de prendre en charge les frais de reconstitution d'un équipement similaire dans leur appartement pour un montant de 24.022,93 € TTC ;
- de confier la rédaction de l'acte authentique d'acquisition à Maître GRANIER, notaire à Montpellier, désigné par les vendeurs;
- de prélever les crédits nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme "Action foncière" n° 2013I27 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous actes ou documents relatifs à cette affaire et à déposer toutes demandes d'autorisation d'urbanisme nécessaires à la réalisation des travaux à venir.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Foncier Acquisition / Elargissement du trottoir Avenue de Maurin Propriété "SARL MELQUART"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La société « SARL Melquart » a réalisé une opération immobilière avenue de Maurin sur les parcelles cadastrées ER 119 et 120.

Conformément à l'emplacement réservé C 17 du PLU, la Ville de Montpellier propose d'acquérir les parcelles nouvellement cadastrées ER 502 (10 m²) et ER 504 (9 m²), propriété de SARL MELQUART, afin de permettre l'élargissement d'une partie du trottoir devant l'opération, avenue de Maurin.

Cette cession sera réalisée à titre onéreux au prix de 60 €/m², soit un montant total de 1 140 € pour 19 m², montant disponible au budget de la Ville sur la ligne « Acquisition terrain nu ».

La SARL Melquart a donné son accord sur les termes de la transaction.

Il est proposé de saisir le notaire du vendeur, Maître Daudet à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

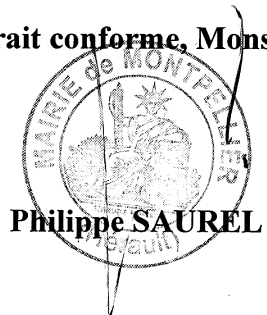
En conséquence, il vous est proposé :

- d'acquérir une emprise de 19 m² cadastrée ER 502 (10 m²) et ER 504 (9 m²), nécessaire aux travaux d'élargissement d'une partie du trottoir situé avenue de Maurin, auprès de SARL Melquart, au prix de 60 €/m², soit un montant total de 1 140 € ;

- de saisir le notaire du vendeur, Maître Daudet, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la ville,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 03 octobre 2014

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Foncier Acquisition / Elargissement du trottoir Rue de la Galéra Propriété « Résidence l'Entracte »

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre des différents programmes immobiliers qui se sont réalisés angle rue de la Croix de Lavit et rue de la Galéra, la Ville a déjà acquis certaines parcelles pour permettre l'aménagement des espaces publics, notamment une place et des emprises de trottoirs le long de la rue de la Galéra.

La copropriété « Résidence l'Entracte » réalisée sur les parcelles TK 43 et TK 79 a accepté de céder à l'euro symbolique, à la Commune, les emprises nécessaires permettant la poursuite de cet aménagement, à savoir les parcelles nouvellement cadastrées TK 94 (4m²) et TK 95 (12 m²).

L'assemblée générale de copropriétaires en date du 28 mars 2014 a validé cette cession à la Ville, et a donné tous pouvoirs au syndic pour procéder à toutes les formalités nécessaires au transfert de propriété.

Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts de la copropriété « Résidence l'Entracte ».

En conséquence, il vous est proposé :

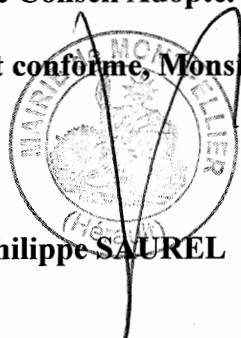
- d'acquérir à l'euro symbolique les parcelles cadastrées TK 94 (4 m²) et TK 95 (12 m²), afin de permettre la poursuite de l'aménagement d'un trottoir le long de la rue de la Galéra, auprès des copropriétaires représentés par leur syndic ;

- de saisir Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 03 octobre 2014

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

FONCIER

Acquisition / Elargissement du trottoir Voie Domitienne Propriété "Monsieur LOMBARDO"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre d'une opération immobilière située Voie Domitienne, la Ville de Montpellier souhaite élargir une partie du trottoir, afin de sécuriser le cheminement piéton au niveau d'un carrefour très dense.

Cet aménagement nécessite l'acquisition foncière d'une emprise d'environ 9 m² à extraire de la parcelle MT 172 propriété de Monsieur Jérémie Lombardo.

Il s'agit d'acquérir la nouvelle parcelle cadastrée MT 525 de 9 m².

Il a été négocié l'acquisition de cette emprise au prix de 60 €/m², ce qui représente un total de 540 € pour 9 m², montant disponible au budget de la Ville sur la ligne « Acquisition terrain nu ».

La Ville aura à sa charge la reconstitution d'une partie du mur de clôture, en retrait. Les travaux seront financés sur la ligne budgétaire « travaux suite PC ».

Monsieur Jérémie Lombardo a donné son accord sur les termes de la transaction.

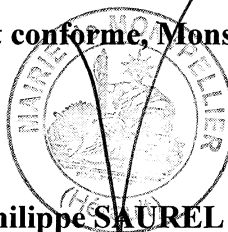
Il est proposé de saisir le notaire du vendeur, Maître Terrin à Prades le Lez, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'acquérir une emprise de 9 m² cadastrée MT 525, nécessaire aux travaux de mise en sécurité piétonne d'un tronçon de trottoir, Voie Domitienne, auprès de Monsieur Lombardo, au prix de 60 €/m² soit un montant total de 540 € ;
- de prendre en charge le coût de la reconstitution de la portion du mur de clôture qui sera édifié en retrait ;
- de saisir le notaire du vendeur, Maître Terrin à Prades le Lez, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

FONCIER

Parcelle CE 64 - 55 avenue François Delmas

Vente d'un terrain à bâtir

à la société "Les Nouveaux Constructeurs - Dominium"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2014, la Ville a décidé la mise en vente publique sur cahier des charges d'un terrain à bâtir d'une superficie de 887 m², situé 55 avenue François Delmas et cadastré CE 64, au prix de 450 €/m² de surface de plancher suivant avis de France Domaine, en vue de la réalisation d'un projet de construction de qualité aussi bien sur le plan architectural que de son insertion dans l'environnement.

Le bien a été mis en vente en juillet 2014, après publicité dans la presse et sur le site internet officiel de la Ville.

Treize dossiers ont été retirés et deux propositions d'acquisition ont été déposées.

La commission consultative des cessions immobilières réunie le 9 septembre 2014 a retenu la proposition de la société « Les Nouveaux Constructeurs – Dominium ».

Le programme prévoit la réalisation, sur ce terrain et les parcelles riveraines sous maîtrise foncière du promoteur, d'un immeuble collectif de logements comportant un socle en R+2 et deux attiques en R+4.

Le projet, travaillé par l'architecte Jacques Ferrier, propose une typologie variée de logements, du T2 au T5, visant une clientèle intergénérationnelle d'investisseurs et de propriétaires occupants. En termes de composition, le projet développe un front bâti harmonieusement architecturé en bordure de l'avenue François Delmas, ménageant en cœur d'îlot un jardin à destination des futurs habitants de l'opération.

Les données architecturales et programmatiques développées dans l'offre ne revêtent qu'un caractère prévisionnel et devront être travaillées en détail dans le cadre de l'élaboration du permis de construire.

Le prix proposé est de 450 €/m² de surface de plancher pour une superficie prévisionnelle déclarée de 1 500 m², soit un prix de 675 000 € net vendeur.

Ce prix sera réactualisé à la signature de l'acte de vente définitif au prorata de la surface de plancher réellement autorisée au titre du permis de construire. Cet acte sera réitéré par les parties après l'obtention du permis de construire purgé de tout recours.

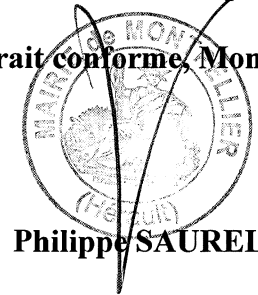
Un compromis de vente avec versement d'un dépôt de garantie d'un montant de 12% du prix de vente sera dans un premier temps signé.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la vente par la Ville de Montpellier à la société Les Nouveaux Constructeurs – Dominium du terrain à bâtir d'une superficie de 887 m² situé 55 avenue François Delmas et cadastré CE 64, au prix de 675 000 € (six cent soixante quinze mille euros) net vendeur pour une surface de plancher prévisionnelle de 1 500 m², ledit prix devant être réactualisé à la signature de l'acte définitif de vente au prorata de la surface de plancher réellement autorisée au titre du permis de construire ;
- de dire que la vente sera réitérée par acte authentique rédigé par le notaire de l'acquéreur à ses frais ;
- d'autoriser la Ville à faire recette du montant de cette vente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

FONCIER

Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon

Révision du décret de création

Consultation des collectivités

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par ordonnance du 8 septembre 2011, les articles du code de l'urbanisme (L.321-1 à L.321-28 et R.321-1 à R.3321-22) régissant les établissements publics d'aménagement (EPA) et les établissements publics fonciers (EPF) ont été modifiés afin de mieux distinguer le régime juridique qui leur est applicable, en précisant leurs compétences, leurs missions et en rénovant leur mode de gouvernance.

Ces dispositions visent principalement à harmoniser les statuts de l'ensemble des établissements et, en particulier pour les plus anciens :

- à clarifier et sécuriser le droit applicable aux EPF,
- à préciser le rôle de l'Etat dans leur gouvernance, avec notamment la prise en compte de ses orientations stratégiques dans le programme pluriannuel d'intervention (PPI) de chaque établissement et la présence de représentants au sein de leur conseil d'administration,
- à recentrer leur action sur un objectif prioritaire - la production de logements - tout en luttant contre l'étalement urbain.

Le décret n°2008-670 du 2 juillet 2008 portant création de l'établissement public foncier de Languedoc-Roussillon (EPF-LR) doit donc être modifié en conséquence.

L'aboutissement de ce nouveau décret nécessite, en préalable, la consultation pour avis du conseil régional, des conseils généraux, des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre compétents en matière de plan local d'urbanisme (PLU), ainsi que des communes de plus de 20 000 habitants non membres de tels établissements.

Dans le cadre de cette procédure, suite à la demande du 9 septembre 2013 de Monsieur le préfet de région, la Ville avait émis un avis favorable tacite au projet de décret.

La Ville est à nouveau sollicitée par le Préfet, par courrier du 6 août 2014, afin de donner son avis sur deux nouvelles modifications substantielles au projet de décret précédemment soumis en septembre 2013 :

- D'une part, l'obligation de garantie par les collectivités des emprunts contractés par l'EPF a été supprimée, dans l'article qui concerne les ressources de l'établissement. En contrepartie, l'article 2 du décret a été modifié, son deuxième alinéa a été complété par la phrase suivante :

"Pour les opérations passées pour le compte des collectivités territoriales, de leurs groupements, ou de leurs établissements publics, ces conventions prévoient obligatoirement le rachat des biens dans un délai déterminé et, le cas échéant, la garantie de l'emprunt souscrit."

La mention de l'obligation de rachat des biens dans les conventions figure donc maintenant explicitement dans le projet de décret et la garantie d'emprunt devient négociable.

- D'autre part, l'article 4-1 du projet de décret précise désormais que les filiales et prises de participation dans lesquelles un EPF détiendrait plus de la moitié du capital seront soumises au contrôle économique et financier en application de l'article 23 du décret n° 55-733 du 26 mai 1955.

Dans le cadre de conventions opérationnelles, la Ville de Montpellier a confié trois missions d'acquisitions foncières à l'EPF-LR afin de s'assurer la maîtrise foncière de trois secteurs en vue de leur urbanisation future :

- convention opérationnelle "La Baume" signée le 24 février 2011,
- convention opérationnelle "Les Grèzes" signée le 22 septembre 2011,
- convention opérationnelle "ZAC du Coteau" signée le 3 mai 2011.

Les modifications apportées au projet du décret de création de l'EPF-LR ne sont pas de nature à affecter les missions et engagements pris respectivement par cet établissement et la Ville dans les conventions actuelles et vont dans le sens de la souplesse contractuelle et du renforcement de la transparence du contrôle de l'action publique.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'émettre un avis favorable aux deux modifications introduites dans le projet de révision du décret portant création de l'établissement public foncier du Languedoc-Roussillon proposées par courrier de Monsieur le Préfet de Région le 6 août 2014 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SATREL

Publiée le : 03 octobre 2014

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Zones d'aménagement concerté Garosud et Garosud Extension Bassins de rétention Echange à l'euro symbolique de terrains avec la SERM Modification des emprises

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier est propriétaire de terrains situés lieudit Mas de Tandon, dans la ZAC Garosud extension et dans l'emprise de réalisation des bassins de rétention du Rieucoulon, sous maîtrise d'ouvrage SERM pour le compte de la Communauté d'Agglomération.

La SERM est propriétaire de terrains situés avenue de Maurin dans la ZAC Garosud et dans l'emprise de réalisation des bassins de rétention de Combemale à réaliser sous maîtrise d'ouvrage communale.

Compte tenu de l'intérêt général que présentent les installations destinées à la lutte contre l'inondation, la SERM et la Ville sont convenues de procéder à un échange à l'euro symbolique des terrains concernés.

Ledit échange a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 1^{er} octobre 2012, sur la base du parcellaire suivant :

Terrains appartenant à la Ville à céder à la SERM: Parcelles OB 18 (1 917 m²) et OB 20 (8 621 m²).

Terrains appartenant à la SERM à céder à la Ville: Parcelles OK 4 (5 299 m²), OK 5 (10 048 m²), OK 133 (19 701 m²) et OL 69 (6 626 m²).

Ultérieurement à la délibération du Conseil municipal du 1^{er} octobre 2012 précitée, les emprises foncières concernées ont dû évoluer afin de permettre le déplacement de l'aire de stockage des matériaux des services techniques municipaux, provisoirement aménagée sur une parcelle destinée à être commercialisée. Ladite aire de

stockage a été réaménagée en partie sur la parcelle OB 20 (propriété Ville) et la parcelle OB 19 (propriété SERM).

Il convient donc de prendre une nouvelle délibération afin de valider la modification des emprises échangées entre la Ville et la SERM, dans la mesure où l'emprise cédée à la SERM par la Ville sur la parcelle OB 20 est désormais réduite, et la Ville devant acquérir en sus une partie de la parcelle OB 19, non comprise dans le périmètre initial et propriété de la SERM.

Le parcellaire concerné appartenant à la Ville à céder à la SERM est désormais le suivant :

Parcelles OB 18 (1917 m²) et OB 20p (7 202 m²).

Le parcellaire appartenant à la SERM à céder à la Ville est désormais le suivant :

Parcelles OK 4 (5 299 m²), OK 5 (10 048 m²), OK 133 (19 701 m²), OL 69 (6 626 m²), OB 19p (229 m²).

Les services fiscaux ont confirmé leur accord sur les termes de cet échange à l'euro symbolique le 9 juillet 2014.

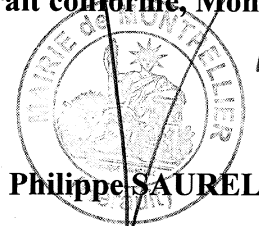
Les travaux d'aménagement des bassins de la ZAC Garosud extension sous maîtrise d'ouvrage de la SERM doivent être lancés fin 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'échange à l'euro symbolique entre les parcelles propriété de la Ville, cadastrées OB 18 (1 917m²) et OB 20p (7 202 m²) et les parcelles propriété de la SERM cadastrées OK 4 (5 299 m²), OK5 (10 048 m²), OK 133 (19 701 m²), OL 69 (6 626 m²), OB 19p (229 m²) ;
- de confier la rédaction de l'acte authentique au notaire mandaté par la SERM sur la ZAC Garosud extension ;
- d'autoriser le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 03 octobre 2014



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Montpellier, le 9 juillet 2014

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT



BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
34953 MONTPELLIER CEDEX
Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Pascal BONNAIRE
téléphone : 0 467 226 266
télécopie : 0 467 226 269
Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Mairie de Montpellier
Département Urbanisme et
aménagement
Direction de l'urbanisme opérationnel
Foncier Opérationnel
1, place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Objet : Echange de parcelles avec la SERM.
Affaire suivie par Michèle REGLAIN
Dossier n° 2014.172V1264.

1 - Service consultant : Ville de Montpellier.

2 - Objet de la consultation du service : Echange de parcelles avec la SERM dans le périmètre de la ZAC
« Garosud » et « Garosud Extension ».

3 - Références cadastrales :

► **Propriété de la Ville de Montpellier :** parcelles cadastrées OB 18 (1 917 m²) et OB 20p (7 202 m²)
total : 9 119 m² ;

► **Propriété de la SERM :** parcelles cadastrées OK 4 (5 299 m²), OK 5 (10 048 m²), OK 133 (19 701 m²), OL
69 (6 626 m²) et OB 19p(229 m²) : total : 41 903 m².

4- Valeur vénale de l'immeuble ou des droits cédés :

Les parcelles, objets de l'échange sont ou seront affectées à usage exclusif de bassins de rétention.

De ce fait, ces terrains n'ont pas de valeur marchande et seront échangés à l'€ symbolique.

Quant à la différence de superficie entre les 2 échanges, elle sera compensée par le transfert de charges et d'entretien desdits bassins.

Pour la Directrice régionale des Finances Publiques
L'inspecteur des Finances Publiques,

Pascal BONNAIRE

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Mise en vente de l'immeuble situé 18 rue du Bassin

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Au terme d'une procédure de bien vacant et sans maître fondée sur les articles L 1123-1 et L1123-3 du code général de la propriété des personnes publiques, la Ville a incorporé dans le domaine privé communal un immeuble situé 18 rue du Bassin, cadastré LM 57, constitué d'une maison avec jardin à réhabiliter, d'une surface utile d'environ 140 m², dont 70 m² habitables sur une parcelle de 225 m².

Considérant que ce bien, compte tenu de sa superficie et sa configuration ne peut être aménagé en vue d'être affecté à un équipement public, le Conseil municipal, par délibération en date du 17 février 2014, a autorisé la Ville à procéder à la mise en vente publique de cet immeuble, situé en zone 1U1-4fw du plan local d'urbanisme et comprise dans un périmètre de protection des monuments historiques.

France Domaine ayant évalué la propriété au prix de 70 000 € (+ ou - 20%), le prix plancher de la mise en vente a été fixé à 85 000 € HT.

Les modalités de mise en vente retenues étaient les suivantes :

- Insertion d'un avis de publicité dans la presse locale et sur le site internet de la Ville,
- Envoi d'un courrier d'information à la Chambre des notaires,
- Remise d'un cahier des charges de cession aux intéressés comportant l'obligation d'acquérir le bien en vue de la réhabilitation du bâti et du maintien de la fonction résidentielle.

Les critères de sélection de l'acquéreur proposés étaient les suivants :

- Qualité du projet envisagé eu égard aux règles d'urbanisme et à insertion dans l'environnement spécifique du secteur lié à la proximité de l'église de Celleneuve (6 points)
- Solvabilité et garanties bancaires apportées (2 points)
- Prix de vente proposé (2 points)

A l'issue de la procédure, aucune offre d'acquisition n'a été proposée, compte tenu du coût prévisionnel des travaux de réhabilitation et de réaménagement des espaces intérieurs de conception vétuste, du fait de la covisibilité avec le monument historique de l'église de Celleneuve qui engendre des surcoûts de travaux conséquents selon dires d'architecte communiqués lors de la première mise en vente.

Il paraît donc opportun de procéder à une nouvelle mise en vente publique, selon les modalités de publicité et de sélection des offres retenues lors de la première procédure, avec diminution du prix, conformément à l'avis de la Commission consultative des cessions immobilières qui s'est réunie le 18 juin 2014.

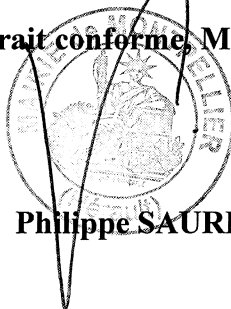
Il est proposé de fixer le prix plancher de mise en vente à 56 000 € HT soit 70 000 € moins la marge de négociation des Domaines de 20 %, les candidats étant libres de proposer un prix supérieur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la mise en vente publique de l'immeuble cadastré LM 57, situé 18 rue du Bassin, selon les modalités de publicité et de sélection des offres décrites ci-dessus, au prix plancher de 56 000 € HT conforme à l'évaluation réalisée par France Domaine le 16 janvier 2014,
- D'autoriser le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à ce dossier.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Montpellier, le 16 janvier 2014

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT



BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 66

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Mairie de MONTPELLIER

Département urbanisme et aménagement

Service foncier opérationnel

1 place Georges Frêche

34267 Montpellier cedex 2

Objet : Evaluation d'un immeuble(LM 57).

N/Référence : dossier n° 2014.172V0077.

1-Service consultant : Ville de Montpellier.

2-Description sommaire des biens : Immeuble à rénover en totalité construit en R + 1, cadastré LM 57 sis 18 rue du bassin à MONTPELLIER.

Superficie utile totale de l'ordre de 70 m² + 70 m² à usage de remise ou grenier.

Etat d'entretien : mauvais.

Superficie au sol : 225 m².

3-Propriétaire : Ville de Montpellier.

4-Situation locative : Bien libre d'occupation.

5-Réglementation d'urbanisme : Zone 1U1-4fw du PLU approuvé par DCM du 2 mars 2006 modifié en dernier lieu le 24 mai 2011 : zone de bâti dense et continu où l'habitat et l'activité se côtoient.

COS non réglementé.

6-Valeur vénale de l'immeuble : (avec une marge d'appréciation de +/- 20 %)

La valeur vénale de l'immeuble, qui nécessite une rénovation totale, est de l'ordre de 70 000 €.

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques,
L'inspecteur des Finances Publiques,

Pascal BONNAIRE



Direction Urbanisme
Opérationnel
Service Foncier Opérationnel

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2014 / 399

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

DROIT DE PREEMPTION

Préemption de la propriété CODISUD

396, rue Paul Rimbaud

Convention Ville /

Office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

(ACM)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006, le droit de préemption urbain a été instauré sur le territoire communal.

Dans ce cadre, une déclaration d'intention d'aliéner a été notifiée à la Ville le 24 juillet 2014 par Maître CABANIS, notaire à MARSILLARGUES (34), concernant la vente d'un immeuble propriété de la Société CODISUD, sis 396 rue Paul Rimbaud, cadastré section MS 67, pour un montant de 1 750 000 € dont 70 000 € de frais d'agence.

La Ville a été sollicitée par l'Office public de l'habitat de la Communauté d'agglomération de Montpellier (ACM) en vue d'exercer le droit de préemption sur cette vente.

ACM envisage d'y réaliser une résidence sociale, après rénovation et mise aux normes de l'ensemble des appartements.

La préemption a été effectuée au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, conformément à l'avis délivré par les Services Fiscaux.

Le prix de vente raisonnable de cet ensemble immobilier et les loyers versés par les locataires commerçants au titre de deux baux commerciaux permettent d'équilibrer une opération de logement social.

La Ville a exercé son droit de préemption par décision n° 2014/0318 au prix de 1 750 000 €, frais d'agence compris.

Une convention est en conséquence nécessaire entre la Ville et ACM pour que ce dernier agisse en qualité de tiers payeur à l'acte d'acquisition initial et qu'il se porte acquéreur en "*deuxième main*" du bien.

La rédaction des actes authentiques, acte d'acquisition par la Ville et acte de revente immédiat à ACM, sera confiée à Maître CABANIS, notaire à MARSILLARGUES (34), rédacteur de la déclaration d'intention d'aliéner, en participation avec l'office notarial de Maître BONNARY, désigné par ACM, notaire à MONTPELLIER (34), et l'ensemble des frais relatifs à cette affaire seront pris en charge par ACM.

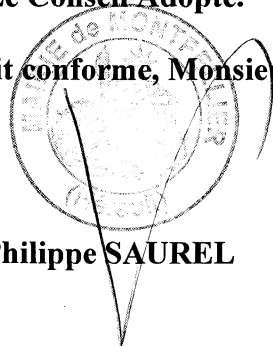
En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'adopter la convention entre la Ville et ACM prévoyant l'acquisition de l'immeuble "Le Cévenol", sis 396 rue Paul Rimbaud, cadastré section MS 67, pour un montant de 1 750 000 €, frais en sus, acquisition qu'ACM financera intégralement en qualité de tiers-payeur à l'acte de vente entre la Ville et la Société CODISUD ;
- d'accepter dans un second temps la cession à titre gratuit de ce bien au profit d'ACM, opérant compensation entre le prix payé par ACM en qualité de tiers-payeur à l'acquisition par la Ville et le prix de vente à ACM par la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer l'ensemble des actes et documents nécessaires à l'exécution de cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 03 octobre 2014



CONVENTION DE TIERS-PAYEUR

Immeuble 396 Rue Paul Rimbaud
Ville de Montpellier /
Office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (ACM)

Entre les soussignés :

- **La Ville de Montpellier**, collectivité territoriale immatriculée au SIREN sous le numéro 213 401 722 domiciliée à l'Hôtel de Ville, 1 place Georges Frêche à MONTPELLIER (34267) cedex2, représentée par Madame Stéphanie JANNIN, Première Adjointe, agissant au nom et pour le compte de la Ville de Montpellier suite à délibération du Conseil municipal en date du 2 octobre 2014 annexée aux présentes;

ci-après dénommée "**la Ville**", d'une part,

Et :

- **L'Office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (ACM)**, établissement public identifié sous le numéro SIRET 351 808 977, domicilié 407 avenue du Professeur Antonelli 34000 MONTPELLIER, représenté par Madame Claudine FRECHE, Directrice Générale, agissant au nom et pour le compte d'ACM en vertu d'une autorisation donnée par le Bureau d'ACM en date du 11 septembre 2014 annexée aux présentes;

ci-après dénommé "**ACM**", d'autre part,

Lesquels ont fait, préalablement à la convention objet des présentes, l'exposé suivant :

EXPOSE DES MOTIFS

Par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 le droit de préemption urbain a été instauré sur le territoire communal.

Dans ce cadre, une déclaration d'intention d'aliéner a été notifiée à la Ville le 24 juillet 2014 par Maître CABANIS notaire à MARSILLARGUES (34), concernant la vente d'un immeuble, propriété de la Société CODISUD, sis 396 rue Paul Rimbaud, cadastré section MS 67, pour un montant de 1 750 000 € dont 70 000 € de frais d'agence.

La Ville a été sollicitée par ACM en vue d'exercer le droit de préemption sur cette vente.

ACM envisage d'y réaliser une résidence sociale, après rénovation et mise aux normes de l'ensemble des appartements, pour un montant estimé à 500 000 € environ.

Le prix de vente raisonnable de cet ensemble immobilier et les loyers versés par les locataires commerçants au titre de deux baux commerciaux permettent d'équilibrer une opération de logement social.

La Ville a exercé son droit de préemption par décision du 18 septembre 2014 au prix de 1 750 000 €, frais d'agence compris.

Sur le fondement des dispositions des articles L 213-14 et R 213-12 du code de l'urbanisme, un acte authentique devra intervenir dans les trois mois suivant la décision de préemption, soit avant le 18 décembre 2014 et le prix payé dans les quatre mois suivant cette décision.

Une convention est nécessaire entre la Ville et ACM afin de régler les conditions du financement de l'acquisition par ACM en qualité d'acquéreur de "*deuxième main*".



IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de régler les conditions de financement de l'acquisition par la Ville, par et pour le compte d'ACM de l'immeuble situé 396 rue Paul Rimbaud, cadastré section MS 67, au prix de 1 750 000 € (en ce compris la commission due à l'agence immobilière d'un montant de 70 000 €) hors frais d'acte.

ARTICLE 2 – Engagement d'ACM

ACM s'engage à assurer le paiement intégral du prix de vente, soit 1 750 000 €, plus les frais de régularisation des actes et accessoires inhérents à l'acquisition.

ACM s'engage à acquérir cet immeuble pour réaliser une résidence sociale.

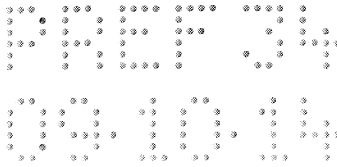
A la date de paiement du prix de vente par la Ville auprès de la Société CODISUD, ACM s'engage, en qualité de tiers-payeur à l'acte d'acquisition de l'immeuble, à se substituer à la Ville en vue du paiement intégral du prix et des frais accessoires induits par la régularisation.

En tout état de cause, ce paiement devra intervenir dans les 4 mois à compter de la décision d'exercer le droit de préemption soit avant le 18 janvier 2015.

ARTICLE 3 – Engagement de la Ville

La Ville de Montpellier s'engage à céder immédiatement par acte authentique le bien à ACM après régularisation de l'acte de vente entre la Ville et le Société CODISUD et paiement intégral du prix de vente par ACM.

La prise de possession du bien par ACM interviendra le jour de la signature de l'acte de cession entre la Ville et ACM.



ARTICLE 4 – Régularisation des actes de vente

La rédaction des actes authentiques, acte d'acquisition du bien par la Ville auprès de la Société CODISUD et acte de revente immédiate à ACM par la Ville, sera confiée à Maître CABANIS, notaire à MARSILLARGUES, rédacteur de la déclaration d'intention d'aliéner, en participation avec Maître André BONNARY, notaire à MONTPELLIER, désigné par ACM.

ARTICLE 5 – Entrée en vigueur

La présente convention prendra effet à compter de sa signature.

ARTICLE 6 – Election de domicile

Les parties font élection de domicile en leur siège respectif tel que précisé en-tête des présentes pour toute correspondance relative à l'exécution de la présente convention.

Fait à Montpellier, le

En trois exemplaires,

Pour la Ville de Montpellier

La Première adjointe

Stéphanie JANNIN

**Pour l'Office public de l'Habitat de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier**

La Directrice générale

Claudine FRECHE

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Délégation de service public Fourrière automobile Avenant n°3 Modification tarifs 2014

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 07 novembre 2011, le conseil municipal a approuvé le choix du délégataire pour la gestion du service public de la fourrière automobile. La Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement l'exploitation du service par convention de Délégation de Service Public pour une durée de six ans à compter du 1^{er} janvier 2012.

La convention de délégation précise dans son article 46 que les tarifs de fourrière sont fixés sur la base de l'arrêté interministériel du 2 avril 2010 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles. En cas de nouvel arrêté interministériel, il est prévu que les tarifs seront modifiés en conséquence.

Par délibération en date du 29 mai 2012, un avenant n°1 a été passé afin d'actualiser les tarifs fourrière suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles. Par délibération en date du 22 juillet 2013, un avenant n°2 a été passé afin d'actualiser les tarifs fourrière suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 21 mai 2013 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

La présente délibération a pour objet la passation d'un avenant n°3 suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 26 juin 2014 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles afin d'actualiser les tarifs fourrière 2014.

La revalorisation des tarifs réglementés, proposé par cet arrêté, concernent les frais d'enlèvement et de garde journalière pour les voitures particulières :

Frais d'enlèvement ancien tarif 115,10 € / nouveau tarif 116,56 €

101

Frais de garde journalière ancien tarif 6,10 € / nouveau tarif 6,18 €

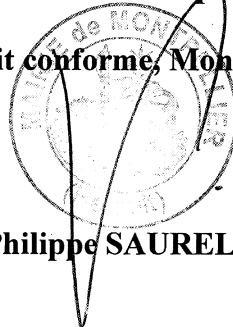
Les nouveaux tarifs seront applicables à compter de la notification de l'avenant.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de l'avenant n°3 à la convention de délégation de service public pour l'exploitation de la fourrière municipale, tel qu'annexé à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée à signer cet avenant n°3 ainsi que tous les documents se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DE LA FOURRIERE
AUTOMOBILE DE LA VILLE DE MONTPELLIER

AVENANT N° 3

A. Identification des parties à la convention de délégation de service public

La collectivité délégante :

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, 1 place Georges FRECHE, 34267 MONTPELLIER Cedex 2.

Le délégataire :

La société EFFIA Stationnement, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 435 272 596 dont le siège social est 20 boulevard Poniatowski 75012 PARIS.

B. Renseignements concernant la convention de délégation de service public

Objet de la convention :

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DE LA FOURRIERE AUTOMOBILE DE LA VILLE DE MONTPELLIER

Par délibération du 07 novembre 2011, le conseil municipal a approuvé le choix du délégataire pour le service public de la fourrière automobile et autorisé la signature de la convention.

La convention de délégation de service public est conclue pour une durée de 6 ans du 01/01/2012 au 31/12/2017.

N° attribué à la procédure :

DSP 2011/02

Notifié le :

28 décembre 2011

103

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet l'actualisation des tarifs fourrière suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 26 juin 2014 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

ARTICLE 2

La revalorisation annuelle des tarifs réglementés, proposé par l'arrêté du 26 juin 2014, concernent les frais d'enlèvement et de garde journalière pour les voitures particulières :

Frais d'enlèvement ancien tarif 115,10 € / **nouveau tarif 116,56 €**

Frais de garde journalière ancien tarif de 6,10 € / **nouveau tarif 6,18 €**

L'annexe 4.1 « Tarifs réglementés (suite arrêté interministériel du 2 avril 2010) » de la convention délégation de service public est modifiée en conséquence.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

D. Signatures des parties

A Montpellier, le

Le délégataire, EFFIA STATIONNEMENT,
Représenté par

Pour Monsieur Le Maire
L'adjointe déléguée,

Marie-Hélène SANTARELLI

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Ajustement des projets d'activités périscolaires portés par des associations

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 24 Juillet 2014 le conseil municipal a voté l'attribution de subventions pour 145 projets associatifs visant à l'organisation d'activités périscolaires. Il convient de réaliser des ajustements.

1) Annulations de subventions

Lors de la mise en place des ateliers à la rentrée scolaire, certains projets ne seront pas réalisés, ce qui justifie les annulations suivantes :

Code	Nom structure	Titre projet	Montant
2265	ASSOCIATION CULTURELLE DES BERBERES DE KABYLIE	DECOUVERTE DES INSTRUMENTS DE MUSIQUE A CORDES PINCEES	21 000 €
5095	LES CHIENS ANDALOUS	PROJET D'EDUCATION A L'IMAGE CINEMA	6 700 €
3461	CONVERGENCES 34	SOUTIEN A LA SCOLARITE ET DEVELOPPEMENT DES CENTRES D'INTERETS DE L'ENFANT - CROIX D'ARGENT	880 €
	YAPAD'LEZ'ARTS	CONTES A ECOUTER ET A PARLER	4 200 €
474	ASSOCIATION LA GERBE	PROPOSITION D'ANIMATIONS POUR TEMPS D'ACTIVITES PERISCOLAIRE	45 900 €
6049	CELLULE ARTISTIK'	PREMIER PAS DANS L'ART A L'ECOLE PRIMAIRE	10 300 €
409	JOUONS EN LUDOTHEQUES	LA LUDOTHEQUE A L'ECOLE	7 000 €

2) Attributions de subventions

Afin de compenser les projets qui ne seront pas réalisés, il est proposé l'attribution de nouvelles subventions comme suit :

Code	Nom structure	Titre projet	Montant
	YAPAD'LEZ'ARTS	CONTES A ECOUTER ET A PARLER	300 €
474	ASSOCIATION LA GERBE	PROPOSITION D'ANIMATIONS POUR TEMPS D'ACTIVITES PERISCOLAIRE	29 000 €
6049	CELLULE ARTISTIK'	PREMIER PAS DANS L'ART A L'ECOLE PRIMAIRE	1 360 €
409	JOUONS EN LUDOTHEQUES	LA LUDOTHEQUE A L'ECOLE	3 500 €
5988	LES FILMS DE LA CRIEE	INITIATION A LA PHOTO ET JEUX AUTOUR DE L'IMAGE	5 950 €
1531	LECTURA E OC	LECTURA E OC	1 500 €
	EDUQUER CREER DIVERTIR CULTIVER ECDC	ARCADEMIE	8 000 €
5371	LA COMPAGNIE RIBOSOME	THEATRE RE-CREATIF ET CORPOREL - INITIATION AU THEATRE CORPOREL ET VOCAL	3 000 €
5844	LES DES-CALES : CLUB ASSOCIATIF LUDO- ENVIRONNEMENTAL	DECOUVERTE ET CREATION DE JEU A VOCATION EDUCATIVE	1 000 €
5844	LES DES-CALES : CLUB ASSOCIATIF LUDO- ENVIRONNEMENTAL	EVEIL ET EDUCATION PAR LE JEU DE SOCIETE	1 800 €
	TCHOUTCHAK COMPAGNIE	INITIATION THEATRE	5 000 €
5775	STEELDRUM - LANGUEDOC	PERCUSSIONS DU MONDE, CHANTS, CONTES ET DANSES TRADITIONNELS	1 700 €
1783	OCTOPUS EXPRESSION	ATELIER THÉÂTRE PATRIMOINES	5 600 €
5012	COMPAGNIE MINIBUS	THEATRE CITOYEN	1 250 €
5554	COMPAGNIE THEATRE DU SUD	PROJET DE THEATRE DANS LE CADRE DE LA REUSSITE EDUCATIVE	10 000 €
5537	MOM'ART FACTORY	LES COULISSES D'UN TOURNAGE	2 350 €
5537	MOM'ART FACTORY	MON ATELIER SURREALISTE	2 750 €
5537	MOM'ART FACTORY	LA MUSIQUE PAS A PAS	1 000 €
5537	MOM'ART FACTORY	HISTOIRES D'ICI ET D'AILLEURS	400 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 24419, nature 6574, fonction 922

En conséquence il est proposé au conseil municipal :

- De décider des modifications et des affectations de subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions ;
- De prélever les sommes nécessaires au premier versement sur les crédits inscrits au budget 2014 sur la ligne 24419, nature 6574, chapitre 922
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014

106

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon D.R.A.C. dans le cadre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (P.L.E.A.C.) - (Offres Culturelles 2014)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative et du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle, la Ville de Montpellier s'engage à promouvoir la mise en place d'activités éducatives culturelles dans le temps scolaire en partenariat avec la Direction Académique (DA) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC).

Cette démarche concertée dans le domaine de l'éducation artistique et de la culture scientifique vise à garantir la qualité des intervenants et la pertinence de leurs apports, en articulation avec le programme scolaire et les priorités éducatives, ainsi qu'une juste répartition des actions sur les écoles et les quartiers.

Pour 2014, dans le cadre de cette démarche concertée, la DRAC propose à la Ville de Montpellier l'attribution d'une subvention représentant sa contribution à l'ensemble des actions culturelles proposées par les écoles de la Ville de Montpellier. La Ville de Montpellier s'engage à reverser aux associations porteuses des projets des écoles, en plus de sa propre participation, la part attribuée par la DRAC.

Pour aider les écoles à mener à bien leurs projets, les subventions Offres Culturelles ont été votées sur le budget 2014 de la Ville pour un montant global de 57 892 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

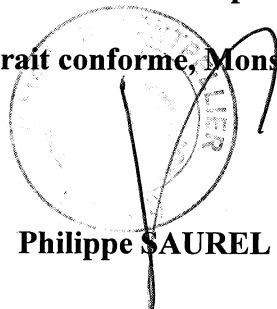
- D'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon, au titre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (PLEAC), année scolaire 2014/2015, pour un montant de 18 900€,

107

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

A circular official stamp, likely from the town of Vire, is partially visible. Overlaid on it is a handwritten signature in black ink, which appears to be 'Philippe SAUREL'. The signature is written in a cursive style, with the first letter 'P' being large and prominent.

Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Classes à horaires aménagés musique : Convention Ville de Montpellier, Communauté d'Agglomération et Direction Académique de l'Hérault Avenant Année scolaire 2014/2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Écoles Gambetta et Auguste Comte

Dans le cadre d'un partenariat entre la Ville de Montpellier et la Direction Académique de l'Hérault, il avait été convenu en juin 2010 d'un réaménagement des classes à horaires aménagés musique dans les écoles Gambetta et Auguste Comte.

Les classes CHAM sont conçues et organisées en partenariat avec le Conservatoire Régional de l'Agglomération de Montpellier, l'enseignement musical est intégré dans le temps consacré à l'enseignement général afin de renforcer et de développer la capacité d'expression et de création des élèves. Une convention de partenariat entre la Ville, la Communauté d'Agglomération et l'Education Nationale a été rédigée pour préciser l'organisation pratique de ces classes.

Ainsi, il est convenu le dispositif suivant :

- la Direction Académique garantit le fonctionnement pédagogique et délègue aux directeurs des écoles susnommées la responsabilité des élèves du cursus CHAM,
- le dispositif des classes CHAM est prévu pour les élèves à partir du CE1 après inscription,
- ces inscriptions sont réalisées par la Ville de Montpellier sur le secteur commun à ces deux écoles et la répartition des élèves est réalisée en concertation avec les directeurs des deux écoles, la Ville de Montpellier et la Direction Académique.

Conditions d'admission dans le cursus CHAM :

- les classes CHAM sont ouvertes à partir du CE1 à tous les élèves domiciliés dans l'agglomération de Montpellier par la diffusion d'une large information,
- les modalités d'accompagnement des élèves pour les trajets AR entre les écoles et le Conservatoire sont définies ainsi que les responsabilités respectives.

Pour l'année scolaire 2014-2015, un avenant précise les modalités d'accompagnement des élèves :

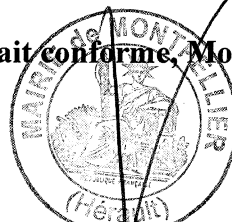
- les responsabilités lors des déplacements des élèves
- le personnel effectuant les déplacements est composé d'un enseignant et deux animateurs de la Ville sur le trajet entre l'école Auguste Comte et le Conservatoire à 13h30 et d'un enseignant et trois animateurs de la Ville entre l'école Gambetta et le Conservatoire à 13h30
- les animateurs sont proposés et rémunérés par la Ville de Montpellier. Sur le temps hors scolaire d'accompagnement des élèves, les enseignants sont rémunérés par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la signature de la convention et de l'avenant entre l'Académie de Montpellier, la Communauté d'Agglomération et la Ville de Montpellier
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopté.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014

CONVENTION

CLASSES A HORAIRES AMÉNAGÉS MUSIQUE *Ecoles Gambetta et Auguste Comte* *Montpellier*

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Ville de Montpellier, représentée par M. ..., Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 7 février 2011,

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par M. Président, agissant en vertu d'une délibération du Conseil de Communauté en date du ,

d'une part

et

La Direction Académique de l'Hérault représentée par Mme Filho, Directrice Académique des Services de l'Education Nationale de l'Hérault,

d'autre part

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Etablies sur un partenariat entre le ministère de l'Education Nationale, le ministère de la Culture et les Villes sièges d'un établissement d'enseignement artistique contrôlé, les classes CHAM sont régies, pour les écoles élémentaires, par l'arrêté du 31 juillet 2002 (paru au Journal Officiel du 8 août 2002) et la circulaire du 2 août 2002 (B.O.E.N. n° 31 du 29 août 2002).

La Direction Académique de l'Hérault a émis un avis favorable en date du 1^{er} juin 2010 au réaménagement des classes à horaires aménagés musique (ci-après désignées "classes CHAM") implantées jusqu'ici dans l'école Gambetta, de façon à les répartir progressivement sur deux écoles (Gambetta et Comte).

Les classes CHAM sont conçues et organisées en partenariat avec le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération (ci-après désigné « C.R.R.M.A. »).

L'enseignement musical est intégré dans le temps consacré à l'enseignement général. Tout en se conformant aux orientations des programmes en vigueur pour l'école primaire, ces classes ont pour objectifs de renforcer l'éducation musicale des élèves, de développer leurs capacités d'expression et de création. Elles visent également la construction de compétences transversales transférables aux autres domaines d'apprentissage.

Les classes musicales à horaires aménagés offrent à des élèves motivés par les activités musicales (instrumentales ou vocales) la possibilité de recevoir, en complémentarité avec leur formation générale scolaire, une formation spécifique dans le domaine de la musique :

- pour les élèves, elles permettent d'articuler les temps de formation scolaire et musicale avec une meilleure efficacité.

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Le dispositif "classe CHAM" est envisagé dans une perspective de continuité. Il est ouvert à partir du CE1. Les classes des deux écoles concernées seront constituées, à parité si possible, d'élèves inscrits dans le cursus CHAM et d'élèves non-inscrits dans le cursus CHAM.

I-a : Obligations de la Direction Académique de l'Hérault

La Direction Académique de l'Hérault garantit le fonctionnement pédagogique conformément à cette présente convention et délègue aux Directeurs des écoles élémentaires Gambetta et Comte la responsabilité des élèves du cursus CHAM.

I-b : Obligations de la Ville de Montpellier

Les élèves retenus pour intégrer les classes CHAM en CE1, conformément à l'article 2 de la présente convention, entrent dans le dispositif après inscription dans le périmètre scolaire Comte-Gambetta tel qu'il a été défini par la délibération du Conseil municipal en date du 7 février 2011, si l'enfant n'était pas déjà inscrit au CP à l'école Gambetta ou à l'école Comte.

Article 2 : FONCTIONNEMENT GENERAL

2-a : Inscription en CP

Les inscriptions sont réalisées par la Ville de Montpellier, sur le secteur scolaire commun aux deux écoles Comte-Gambetta, tel qu'il a été défini par la délibération du Conseil municipal en date du 7 février 2011.

Les parents d'élèves sont informés par la Ville et par les directeurs d'écoles que l'inscription concerne le secteur incluant les écoles Gambetta et Comte, et qu'un changement d'école peut avoir lieu au moment du passage en CE1.

2-b Répartition des élèves entre les deux écoles, à partir du CE1

La répartition des élèves est réalisée en concertation par les directeurs des deux écoles, en collaboration régulière avec les services de la Ville et de la Direction académique. La mairie est informée des effectifs et de la répartition des cursus CHAM et non-CHAM sur les deux écoles.

2-c : Procédure d'admission dans le cursus CHAM

Les classes à horaires aménagés sont ouvertes, à partir du CE1, à tous les élèves de CP domiciliés dans l'Agglomération de Montpellier.

Une large information est diffusée aux enseignants des écoles élémentaires et aux parents des enfants de tous les cours préparatoires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les parents sollicitent l'entrée de leur enfant dans les classes à horaires aménagés musicales. Un test est organisé conjointement par le C.R.R.M.A. et la Direction Académique.

Une commission est chargée d'examiner les demandes d'admission en classe à horaires aménagés présentées par les familles.

La nature des épreuves et la composition de la commission sont définies par la circulaire du 2 août 2002 (B.O.E.N. n° 31 du 29.08.2002).

2-d : Accompagnement des élèves sur les trajets Ecoles/Conservatoire/Ecoles

Un avenant annuel à la convention définit les modalités d'accompagnement des élèves, ainsi que les responsabilités et les engagements respectifs de la Ville et de la Direction Académique en la matière.

2-e : Principes de fonctionnement

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier confient au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération la mission de formation musicale des élèves concernés.

Le C.R.R.M.A. organise l'enseignement musical des élèves des classes CHAM des écoles élémentaires Gambetta et Comte.

Article 3 : ORGANISATION DES ETUDES

3-a : Modalités et plannings

Contenus et horaires

Conformément au deuxième alinéa de l'article 4 de l'arrêté du 31 juillet 2002, l'enseignement musical est dispensé suivant l'organisation globale suivante :

CHAM à dominante instrumentale

Les horaires d'enseignement peuvent être modulés dans les fourchettes précisées ci-dessous :

- CE1-CE2 : 3 heures hebdomadaires minimum et 5 heures hebdomadaires maximum ;
- CM1-CM2 : 3 heures 30 hebdomadaires minimum et 5 heures 30 hebdomadaires maximum.

Les contenus concernent obligatoirement les domaines suivants :

- éducation musicale générale et technique : entre 1 heure et 2 heures 30 ;
- pratique collective vocale et instrumentale : entre 1 heure et 2 heures ;
- formation instrumentale en groupe restreint : 1 heure.

Il s'agit du volume horaire de cours suivi par l'élève. Sans remettre en cause la régularité des enseignements dispensés et leur répartition par domaine, le volume horaire disponible pourra sur certaines périodes être réparti différemment en fonction d'impératifs pédagogiques particuliers.

Le volume horaire qui concerne les enseignants peut être différent suivant l'organisation du groupe et la part d'individualisation de l'enseignement.

Le projet pédagogique est élaboré en concertation entre l'Education Nationale et le C.R.R.M.A., en cohérence avec le projet d'école. Il fixe chaque année :

- la nature des activités proposées,
- les rôles respectifs de l'enseignant et des professeurs d'enseignement artistique ainsi que l'organisation de la concertation régulière,
- les modalités de suivi et d'évaluation,
- les conditions matérielles des séances d'éducation musicale (lieu, fréquence, durée, horaires).

Des plannings annuels établis conjointement entre l'Education Nationale et la direction du C.R.R.M.A. seront élaborés pour chaque année scolaire.

3-b : Suivi pédagogique

Les directeurs des écoles élémentaires Gambetta et Comte, ou leurs représentants peuvent être invités, à titre consultatif et en fonction de l'ordre du jour, au Conseil d'Etablissement du C.R.R.M.A.

Ils participent aux réunions d'information des futurs élèves CHAM.

Le Directeur du C.R.R.M.A. ou son représentant, peuvent être invités, à titre consultatif et en fonction de l'ordre du jour, aux Conseils d'école des écoles élémentaires Gambetta et Comte. Ils sont intégrés aux équipes pédagogiques et participent aux conseils de maîtres, quand l'ordre du jour les concerne. Ils peuvent être invités aux réunions de rentrée.

La date de début des cours dispensés par le C.R.R.M.A. aux élèves du cursus CHAM est définie d'un commun accord.

Le C.R.R.M.A. et les écoles élémentaires Gambetta et Comte s'informeront mutuellement des emplois du temps et des manifestations musicales organisées de part et d'autre.

L'enseignant titulaire de la classe CHAM sera amené à accompagner la classe CHAM lors de manifestations publiques qui requerraient la participation de ses élèves.

3-c-1 : Responsabilité

Les déplacements des élèves entre les écoles et le Conservatoire sont organisés sous la responsabilité des directeurs des écoles élémentaires Gambetta et Comte. Pour l'accompagnement des élèves, la Ville met des animateurs à disposition en nombre suffisant. Ce nombre est défini par un avenant annuel joint à la convention.

Dans ses locaux, le C.R.R.M.A. assume la responsabilité des élèves des classes CHAM dans la limite de leurs horaires de cours ; par ailleurs, les élèves de la classe CHAM sont soumis au règlement intérieur du C.R.R.M.A. et à celui des écoles élémentaires Gambetta et Comte.

3-c-2 : Absences

En cas d'empêchement, du fait de l'école, du déroulement des interventions, le directeur prévient le C.R.R.M.A. dans les meilleurs délais.

Article 4 : MODALITES D'INSCRIPTION

En ce qui concerne l'enseignement général, la scolarité dans les écoles élémentaires Gambetta et Comte obéit au principe de gratuité.

Les élèves des classes CHAM qui suivent des cours de musique au C.R.R.M.A. y sont obligatoirement inscrits. La gratuité est appliquée aux droits et frais de dossier d'inscription des élèves inscrits en CHAM.

Article 5 : LIAISON ÉCOLE/COLLÈGE

Une liaison et une continuité sont recherchées avec un collège du secteur disposant des ressources et des personnels adéquats.

Article 6 : REGULATION

En cas de litige relatif à l'application de la présente convention, une commission d'arbitrage sera réunie et proposera des solutions de conciliation.

Cette commission est composée comme suit :

- M. le Directeur Académique ou son représentant
- M. le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son représentant
- M. le Maire de Montpellier ou son représentant
- M. le Directeur du C.R.R.M.A. ou son représentant
- M. l'Inspecteur de l'Education Nationale
- M. le Directeur de l'école élémentaire Gambetta
- M. le Directeur de l'école élémentaire Comte
- un Conseiller Pédagogique Départemental en Musique.

Article 7 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à la date de signature et pour une période de 3 années.

Elle peut être dénoncée en cours d'année soit par accord entre les parties, soit à l'initiative de l'une d'entre elles en cas de dysfonctionnement avéré et après échec de la concertation, moyennant un préavis de 6 mois.

Fait à Montpellier, le

Maire de Montpellier

Président de la
Communauté d'Agglomération
de Montpellier

Directrice Académique
des Services de l'Education Nationale
de l'Hérault

Classes à Horaire Aménagé des écoles Comte et Gambetta - Montpellier
AVENANT ANNUEL A LA CONVENTION GENERALE
Année scolaire 2014-2015 – V4

***Ville de Montpellier - Direction Académique de l'Hérault – Conservatoire à Rayonnement
Régional de Montpellier Agglomération***

Un avenant annuel à la convention définit les modalités d'accompagnement et de surveillance des élèves, ainsi que les responsabilités et les engagements respectifs de la Ville, de la Direction Académique et du C.R.R.M.A. en la matière.

Responsabilités

Les déplacements des élèves CHAM entre les écoles et le conservatoire sur temps scolaire sont organisés sous la responsabilité des Directeurs des écoles élémentaires Gambetta et Comte.

La troisième heure CHAM (16 à 17h) des mardis et vendredis est située sur temps périscolaire. Elle est placée sous la responsabilité du conservatoire. Les élèves sont récupérés par leurs parents au conservatoire à 17h ou bien sont placés sous la responsabilité des animateurs de la Ville qui les ramènent à l'école et en ont la charge jusqu'à 17h30. Deux enseignants –un pour chacune des deux écoles- rémunérés par la Ville, font partie du personnel d'encadrement pour le retour vers les écoles.

Personnels effectuant les accompagnements

Pour l'année scolaire **2014-2015**, l'accompagnement des élèves nécessite :

- un personnel enseignant et deux animateurs de la Ville sur le trajet entre l'école Comte et le Conservatoire, à 13h30.
- un personnel enseignant et trois animateurs de la Ville sur le trajet entre l'école Gambetta et le Conservatoire, à 13h30.

Présence des enseignants sur les sites du Conservatoire

Les enseignants sont autorisés à rentrer à l'école après accompagnement des élèves au conservatoire. Les élèves sont placés sous la responsabilité du conservatoire de 14h à 17h. En cas de nécessité particulière, les enseignants sont requis par le conservatoire pour renforcer l'encadrement des élèves.

Prise en charge des personnels d'accompagnement

Les animateurs sont proposés et rémunérés par la Ville.

Sur le temps hors-scolaire d'accompagnement des élèves, les enseignants sont rémunérés par la Ville.

Fait à Montpellier le

Pour Mme la Directrice des
Services de l'Éducation
Nationale de l'Hérault,

Pour la Ville de Montpellier

Pour le CRRMA

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Avenant n°2 au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 16 décembre 2011, le Conseil Municipal a autorisé la signature du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) entre la Ville et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault pour la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2014. Par délibération du 16 décembre 2013, le Conseil Municipal a autorisé la signature d'un premier avenant au CEJ pour intégrer des nouveaux projets et poursuivre la politique du développement de l'offre d'accueil sur le territoire Montpelliérain.

➤ Pour le Volet Enfance

Le Contrat Enfance Jeunesse prévoyait la création de 211 places dans les établissements municipaux, 84 places associatives et 9 réservations de berceaux. Le premier avenant au CEJ 2011-2014 a notamment permis d'augmenter l'offre d'accueil de 36 nouvelles places associatives.

D'ici l'échéance du contrat, des nouvelles actions, retenues par la Ville et la CAF, vont être créées. Elles doivent faire l'objet d'un deuxième avenant au Contrat Enfance Jeunesse afin de bénéficier du financement municipal qui s'opère soit sous la forme d'une prestation de service d'un montant de 1,70 € par heure facturée, soit d'une prestation forfaitaire déterminée.

Ces nouvelles actions sont :

- **Projet SAFI – Adages : création de 4 places**

Ce projet de création de 4 places au sein d'une crèche familiale, gérée par Adages, permettra d'accueillir des enfants dont les familles sont en insertion professionnelle et sociale. L'action consiste à accueillir les enfants pendant une durée temporaire de 3 mois, renouvelable une fois, le temps de trouver un mode d'accueil en crèche collective. La Ville participe au fonctionnement des 4 places sous la forme de prestation de service horaire ainsi qu'au financement d'un poste de coordination sous la forme d'une prestation forfaitaire actualisée annuellement.

- **Création du Lieu d'Accueil Enfant Parent (LAEP) la Pompignane - Association Cité Famille**

ut

Création d'un Lieu d'Accueil Enfant Parent dans le quartier Pompignane (action de soutien à la parentalité) dont l'ouverture est prévue en octobre 2014. L'association occupera les locaux Manuel PAZOS, mis à disposition par la Ville, 3 heures par semaine. La Ville participe au financement de cette action sous la forme d'une prestation forfaitaire annuelle forfaitaire actualisée annuellement.

• **Extension du multi-accueil « Ginkgo Biloba » - ALPJ : création de 2 places**

L'Association Languedocienne Pour la Jeunesse souhaite augmenter sa capacité d'accueil de 2 places supplémentaires en horaires classiques au sein de la crèche collective Ginkgo Biloba (36 à 38 places au total). L'association a déjà reçu un avis favorable de la PMI pour l'ouverture de ces 2 places supplémentaires. Afin d'augmenter leur taux d'occupation, l'association a fermé les places en horaires atypiques à partir du 01/09/2014.

➤ **Pour le Volet Jeunesse**

Dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse, la Ville de Montpellier, en partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault, s'est engagée à poursuivre son effort en faveur des Accueils de Loisirs Sans Hébergements (ALSH). La modification des rythmes scolaires et la scolarisation des mercredis matins entraînent une forte demande de places maternelles et élémentaires en ALSH.

En conséquence, il est proposé la création de 104 places maternelles et 97 places élémentaires par l'extension de l'offre d'associations gestionnaires et de l'offre municipale. Ces 201 places s'ajoutent aux 2 719 existantes et se répartissent de la façon suivante :

TRANSFERT :

- Transfert de 20 places du secteur Mosson vers le secteur Croix d'Argent : avec le maintien de l'ALSH associatif des FRANCAS sur le secteur de la Mosson, il est proposé le transfert de 20 places ouvertes sur ce quartier vers le quartier de la Croix d'Argent au regard de la forte demande de ce secteur. Ces places augmenteront l'offre associative sur ce quartier du gestionnaire UFOLEP.
- Transfert de 25 places gérées par l'association Espace Parallèle à l'association MUC Vacances. Ces places, issues de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement géré par l'association Espace Parallèle sur le secteur Port Marianne, n'ont plus lieu d'être, compte tenu de la fermeture de la structure. Il convient donc d'attribuer les 25 places conventionnées à l'association MUC Vacances qui souhaite développer son action sur ce secteur, dans les locaux du groupe scolaire Blaise Pascal.

CREATIONS :

Secteur Port Marianne :

- MUC Vacances 25 places élémentaires

Secteur Centre

- Vacances Evasion 32 places maternelles
- ALSH Municipal 8 places maternelles

Secteur Croix d'Argent

- UFOLEP 32 places maternelles
36 places élémentaires

Secteur Cévennes

- FRANCAS 32 places maternelles
36 places élémentaires

Le financement municipal se fait sous la forme de prestations de service d'un montant de 3.05€ par journée enfant pour les maternelles et de 2.29 € par journée enfant pour les élémentaires.

Que ce soit pour le Volet Enfance ou pour le Volet Jeunesse, les modalités de ce financement municipal, dont le principe et le contenu ainsi que les obligations des associations gestionnaires, sont prévus par le CEJ, sont également précisées pour chaque association par une convention signée entre la Ville et l'Association.

Afin d'assurer le financement des nouvelles places créées, il convient d'établir une convention de partenariat pour les nouveaux projets ou un avenant à la convention pour les projets existants. Comme pour le CEJ, son avenant

M8

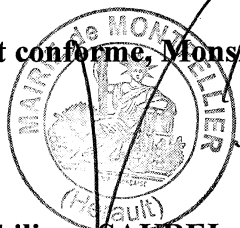
permet à la Ville de percevoir une participation financière de la CAF à hauteur de 55% pour le financement municipal de ces nouvelles places.

Après examen, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter le principe de la signature d'un deuxième avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014, sous réserve de la participation financière de la CAF telle que citée ci dessus ;
- d'approuver les termes des conventions de partenariats et des avenants qui prévoient les modalités de financement de ces actions ;
- de prévoir le financement municipal des nouvelles places associatives, créées au titre de l'avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014;
- d'autoriser le transfert et la création des places et la modification de conventionnement des Accueils de Loisirs Sans Hébergement;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014

Direction de l'Education

Mairie de Montpellier
1, Place Georges Frêche
34267 Montpellier cedex 2
Téléphone 04.67.34.70.00
Fax 04.99.58.87.57

Montpellier, le

Affaire suivie par :



Convention de financement municipal Pour les Accueils de Loisirs Sans Hébergement associatifs

I - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les rapports entre la Ville de Montpellier et l'Association gestionnaire d'un ALSH (maternel ou élémentaire) faisant l'objet d'un financement municipal et inscrit dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse. L'activité d'accueil du centre ALSH est exercée dans un esprit de service public, conformément à la réglementation relative à la protection des mineurs placés en dehors du domicile familial, en vigueur dans les Accueils de Loisirs Sans Hébergement. (Décret du 29 Janvier 1960).

II - DEFINITION ET DESCRIPTION DU SERVICE

Nom du Centre :

Adresse du Centre :

Nom et adresse de l'Association gestionnaire :

L'Association est habilitée à gérer ce service en vertu de l'agrément délivré par l'autorité de tutelle.

Le Centre dispose d'un agrément délivré par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale à hauteur de enfants.

Par ailleurs, le Contrat Enfance Jeunesse prévoit un financement municipal à hauteur de enfants.

Le Centre accueille des enfants âgés de : ... à ... ans

Périodes d'ouverture

Petites vacances	Juillet	Août	Mercredi

Horaires :

Locaux et charges :

- Les locaux appartiennent à :
- Il sont gérés par :
- Ils se situent à :

III - ENGAGEMENTS DE LA VILLE

Dans le cadre prévu par le Contrat Enfance Jeunesse, la Ville s'engage à attribuer à l'association des prestations de fonctionnement pour l'accueil des enfants dont les parents sont domiciliés à Montpellier.

Pour l'année **2014** cette prestation, aux termes de la Délibération du Conseil Municipal du décembre 2013 est la suivante :

☐ Modalités de financement municipal liées à la présence des enfants montpellierains :

- **3.05** euros pour les ALSH maternels accueillant les enfants de 2 à 5 ans.

- **2.29** euros pour les ALSH accueillant les enfants de 6 à 12 ans révolus.

- **3.81** euros pour les journées à l'extérieur (camps légers) à raison de 20 jours par an et par enfant.

☐ Modalités de financement municipal particulier pour une action pilote spécifique liée au CEJ :

.....

Ces prestations sont versées au vu d'un état de fréquentation mensuel fourni par l'association et envoyé à la Direction de l'Education, dans les délais qui lui sont fixés.

En cas d'extension de la capacité d'accueil (après accord des autorités de tutelle), et sur demande écrite de l'Association, la convention pourra être étendue par décision du Conseil Municipal dans le cadre de l'adoption ou de la modification du Contrat Enfance Jeunesse.

IV - ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

Le conventionnement est soumis à la production d'un dossier comportant :

- les statuts de l'Association
- la déclaration au Journal Officiel
- les noms et coordonnées des membres du bureau
- les avis et agréments des autorités de tutelle
- la photocopie du diplôme du Directeur du Centre
- la liste des animateurs encadrant les enfants

- le budget prévisionnel et le compte d'exploitation
- le rapport d'activité et le projet pédagogique du Centre
- le document officiel justifiant de l'occupation des locaux où fonctionne le Centre (bail, convention, acte de propriété, etc...)
- la grille de tarification définissant la participation financière des familles et tenant compte des revenus des familles

A la demande de la Ville, l'Association doit présenter ses cahiers de compte et fournir les pièces comptables.

Les copies d'agrément et d'avis délivrés par les organismes de tutelles seront joint au premier état de présence de l'année en cours.

Ce dossier est renouvelable chaque année.

L'Association s'engage à une stricte application des normes et réglementations en vigueur relatives aux Accueil collectifs de mineurs, notamment, par la qualification exigée pour le personnel d'encadrement ainsi que pour les animateurs, qu'ils soient salariés ou bénévoles.

L'Association s'engage à respecter le statut défini par la loi de 1901.

Elle sollicite l'habilitation de chaque séjour auprès de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale.

L'organisation de l'animation se fait en application de l'article II de la présente convention.

L'Association prend en charge :

- La gestion administrative et financière du personnel et des locaux, excepté lorsque ceux-ci sont Municipaux.
- L'entretien ainsi que les charges d'eaux, d'électricité et de chauffage, sauf pour les locaux Municipaux.
- L'inscription des enfants.
- Les impôts.
- L'assurance responsabilité civile et individuelle des enfants, du personnel, des activités.
- L'assurance couvrant l'incendie, les dégâts des eaux, et d'une manière générale les risques locatifs. Toutefois, si l'Association occupe des locaux appartenant à la Ville, celle-ci pourra accorder à l'Association le bénéfice de la renonciation à recours pour les dommages éventuels au bâtiment. L'Association renonçant au recours contre la Ville pour les dommages éventuels pouvant affecter ses biens propres.

L'Association devra employer le personnel supplémentaire nécessaire, compte tenu du nombre d'enfants ou de l'importance de l'action pédagogique entreprise. Elle en assure toutes les dépenses : rémunérations et charges qui en découlent.

Au terme de l'exercice :

- L'Association devra présenter à la Ville un compte rendu administratif et financier de ses activités afin de lui permettre de vérifier la bonne utilisation des subventions accordées.

Communication :

- Tout document, en relation avec l'activité de l'A.L.S.H. édité par l'Association portera le logo de la Ville de Montpellier en complément de son propre logo.

V - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée d'un an. Elle est renouvelable par tacite reconduction, sauf dénonciation par le Conseil Municipal dans les conditions prévues à l'article VI de la présente convention, pour une durée totale correspondant à celle du Contrat Enfance Jeunesse et jusqu'à conclusion du CEJ suivant.

VI - CLAUSES DE RESILIATION

Les parties cocontractantes pourront dénoncer la présente convention avec un préavis de 3 mois pour l'Association, 3 mois pour la Ville, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de suspendre la prestation de service et de mettre fin à la convention, sans préavis, dans les cas suivants :

- Dissolution de l'Association ou fermeture du centre.
- Manquement grave aux obligations définies par la présente convention.
- Dans les cas où la sécurité matérielle ou morale des enfants serait compromise.

Fait en trois exemplaires
A Montpellier,

Le Président
La Présidente de l'Association

Pour Monsieur le Maire,
L'Adjointe Déléguée
A l'Education
Isabelle MARSALA

**AVENANT A LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LES ETABLISSEMENTS
ASSOCIATIFS D'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS**

ENTRE :

La Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire de MONTPELLIER, habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du xxxxx 2014.

ET

Nom de l'association, dont le siège est adresse de l'association représentée par son Président nom du président agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été confiés par le Conseil d'Administration, en tant que gestionnaire de l'établissement « nom de l'établissement associatif » situé adresse de l'établissement.

PREAMBULE :

Le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) conclu entre la Ville et la CAF pour la période 2011-2014 renforce le partenariat déjà établi avec les établissements associatifs d'accueil des jeunes enfants. Les principaux objectifs de ce CEJ sont **le développement de la capacité d'accueil des enfants** dans les établissements municipaux et associatifs, **le soutien des crèches associatives** grâce à la participation financière de la Ville fixée à 1,70 € par heure facturée et **l'accompagnement de l'insertion professionnelle des familles** (action spécifique d'accueil des jeunes enfants dont les parents suivent des stages d'insertion professionnelle et/ou sociale).

Un deuxième avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014 signé le xxxxxx entre la Ville et la CAF permet d'intégrer des nouvelles places d'accueil dévolues aux enfants montpelliérains.

ARTICLE UNIQUE

En référence aux dispositions des articles 2 et 3 de la convention de partenariat relative à l'établissement « *nom de l'établissement associatif* » et portant les modalités de financement municipal des associations gestionnaires de places d'accueil de jeunes enfants, le nombre de places financées par la Ville est de x places au lieu de x à compter de la date du xxxx 2014.

Les autres dispositions de la convention sont inchangées.

Fait à Montpellier en deux exemplaires le

Pour Monsieur le Maire
L'Adjointe Déléguée à l'Enfance

Annie YAGUE

Le Président de l'Association

**CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LES ETABLISSEMENTS
ASSOCIATIFS D'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS**

ENTRE :

LA VILLE DE MONTPELLIER, représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire de MONTPELLIER, habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du 2014.

ET

Nom de l'association, dont le siège est *adresse de l'association* représentée par son Président *nom du président* agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été confiés par le Conseil d'Administration, en tant que gestionnaire de l'établissement « *nom de l'établissement associatif* » situé *adresse de l'établissement*.

PREAMBULE :

La Ville a établi un partenariat avec les établissements associatifs d'accueil des jeunes enfants, qui représentent près de 20% de l'offre montpelliéraine, soit 577 places d'accueil régulier ou occasionnel régies par les dispositions du décret du 1^{er} Août 2000, complété par le décret du 20 Février 2007.

Le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) et ses deux avenants conclus entre la Ville et la CAF pour la période 2011-2014 renforcent encore ce partenariat, autour des objectifs suivants :

- **Développer la capacité d'accueil des enfants** dans les établissements municipaux et associatifs : la création de 120 places (84 dans le CEJ et 36 dans son premier avenant) puis de 6 places dans les seuls établissements associatifs pendant la durée du CEJ, porte à 583 places la capacité d'accueil offerte par les structures associatives.
- **Soutenir les crèches associatives** grâce à l'augmentation de la participation financière de la ville. Celle-ci, fixée initialement à 1€ pour chaque heure d'accueil d'enfants, a été portée à 1,5€ en 2009 et à 1,70€ en 2010, soit une augmentation de 70% sur la durée du Contrat Enfance Jeunesse 2008-2010. Le CEJ 2011-2014 développe également l'accompagnement des structures associatives par la création d'un poste de référent municipal chargé de l'animation, du développement et du suivi administratif et financier de ces partenariats.
- **Accompagner l'insertion professionnelle des familles** : aux termes d'un projet pilote, quatre établissements associatifs participent à une action spécifique d'accueil des jeunes enfants dont les parents suivent des stages d'insertion professionnelle et/ou sociale. Ils bénéficient, à ce titre de modalités de financement particulières.

Le partenariat défini par la présente convention s'inscrit dans le cadre des objectifs et des modalités de co-financement du CEJ.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- les conditions dans lesquelles la Ville de MONTPELLIER s'engage à apporter son soutien aux activités de l'association relatives à l'accueil de l'enfant et ce, dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse et de ses avenants qui portent respectivement sur les périodes du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2014, du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014 et du *date du 2^{ème} avenant* au 31 décembre 2014 ;
- les modalités de fonctionnement et d'offre de service proposées par la structure.

ARTICLE 2 – LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville s'engage à attribuer à l'Association **une prestation annuelle de fonctionnement** pour l'accueil des **enfants âgés de moins de trois ans** dont les parents sont **domiciliés à Montpellier**.

A titre dérogatoire, sont également concernés :

- **Des familles non domiciliées à Montpellier** remplissant les conditions suivantes :
 - L'enfant accueilli souffre d'un handicap incompatible avec la vie en collectivité pour lequel la commune de résidence ne propose pas d'accueil adapté ;
 - Les enfants du personnel de la structure.
- **Des enfants de plus de trois ans** dans les cas suivants :
 - les enfants dont l'état de santé justifie un maintien en structure d'accueil petite enfance, sur justification médicale validée par la Protection Maternelle Infantile.
 - Les enfants qui ont atteint l'âge de scolarisation (3 ans) mais qui n'ont pas été admis à l'école maternelle. Une attestation de rejet de demande d'inscription devra être fournie par les parents.
 - Les enfants scolarisés qui peuvent être accueillis sur des temps extra-scolaires, pendant la première année de leur scolarité.

Conformément aux dispositions du CEJ, la participation financière de la Ville au fonctionnement des crèches associatives s'établit selon les cas :

- soit en fonction de la présence des enfants, sur la base d'une prestation horaire,
- soit sur une base forfaitaire pour les associations participant à une action pilote prévue au CEJ.

□ Modalités de financement municipal liées à la présence des enfants :

L'Association perçoit une participation municipale variable pour x places d'accueil en fonction de la présence des enfants sur la base d'une prestation horaire par enfant fixée à 1,70 € par heure facturée. La participation municipale est plafonnée à un taux de fréquentation de 100 %.

Le montant total annuel est évalué sur la base d'un prévisionnel de présence établi par l'Association et transmis à la Ville avant le 5 septembre. Il peut être ensuite réajusté en fonction du relevé d'heures effectivement facturées, constaté après la clôture de l'exercice.

Dans le cas de création de places, le budget prévisionnel établi par l'association et transmis à la CAF dans le cadre du CEJ servira de base.

Le règlement est semestriel et le réajustement de fin d'exercice est inclus dans le règlement de la première semestrialité de l'exercice suivant, après transmission du compte de résultats.
La reconduction de la prestation est conditionnée au respect par l'Association des objectifs stipulés dans la présente convention après prise en considération des résultats d'exploitation du dernier exercice.

□ Modalités de financement spécifique pour une action pilote prévue au Contrat Enfance Jeunesse :

L'association participe à une action pilote prévue au Contrat Enfance Jeunesse et à ce titre s'engage :

- à mettre en œuvre des modalités d'accueil spécifiques pour satisfaire au mieux les besoins des familles dont les deux parents, ou le parent unique, participe(nt) à un stage d'insertion sociale et/ou professionnelle.
- à offrir aux familles un accueil selon des modalités ou des horaires atypiques.
- à offrir aux familles, accompagnées de jeunes enfants, un lieu d'accueil et de conseil.

A ce titre, l'association bénéficie d'un financement municipal fixé par le Contrat Enfance Jeunesse, au titre de l'exercice 2014 :

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

Le versement de la prestation municipale est conditionné au respect par l'Association des engagements suivants :

1. Optimiser l'accueil des enfants montpelliérains tels que définis à l'article 2, sur les x places conventionnées avec la Ville, dans le respect des objectifs du Contrat Enfance Jeunesse.
2. Participer à l'optimisation de la gestion des offres et des demandes de places d'accueil : enregistrement des demandes et des attributions de places dans une application informatique centralisée : la «Liste Unique ».
3. Assurer une gestion rigoureuse de l'établissement, dans le respect des dispositions réglementaires applicables et plus particulièrement :
 - Animer la structure par un projet social décrit dans le projet d'établissement tel que défini dans le décret de février 2007 qui doit être transmis à la Ville.
 - Maintenir un taux d'encadrement conforme aux dispositions du décret de février 2007.
 - Maintenir un taux de fréquentation de l'établissement satisfaisant et reflétant une utilisation optimale du nombre de places agréées (en référence à l'autorisation d'ouverture délivrée par le président du Conseil Général).
 - Maintenir les coûts d'exploitation à un niveau équivalent à la moyenne des équipements associatifs de type similaire.Un accompagnement spécifique par la Ville et la CAF sera mise en œuvre en cas de dépassement des prix de revient moyens transmis par la C.N.A.F. En l'absence de résultats effectifs sur une durée maximale de deux exercices, des sanctions financières progressives pourront être prises :
 - gel du montant de la prestation de service de la Ville pendant un an, à sa dernière valeur nominale,
 - arrêt du versement des prestations de service de la Ville pendant un an,
 - dénonciation de la convention.

4. Solliciter le versement de la participation financière municipale dans le strict respect des modalités suivantes :

- Avant le 15 juillet, l'association transmet à la Ville un relevé intermédiaire des heures facturées et des heures réelles des enfants accueillis, comportant la date de naissance de l'enfant ainsi que l'identité et l'adresse des parents. Les enfants bénéficiant d'une dérogation sont signalés en indiquant le motif. Le bilan final est constitué par le compte de résultat.
- Avant le 1^{er} septembre, l'Association présente à la Ville une demande de prestations pour l'exercice suivant accompagné de son budget prévisionnel.
- En février, elle communique la copie du compte de résultats établi pour la CAF qui servira de base à la régularisation de l'exercice précédent.

L'Association s'engage en outre à communiquer à la Ville dans les meilleurs délais tout changement concernant la composition de son Conseil d'Administration, la désignation du responsable de la structure ou la modification de l'agrément.

5. Assurer une communication des partenariats :

- Les barèmes de participation familiale et l'information sur le concours financier de la CAF et de la Ville doivent être affichés dans le local d'accueil des parents.
- L'association doit mentionner les aides apportées par la CAF et la Ville dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, articles d'information ou brochures visant l'équipement.

ARTICLE 4 - DUREE

La présente convention est conclue pour la durée de l'avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014 soit du *date signature avenant* au 31 décembre 2014. Afin d'assurer la continuité du financement à des actions, la convention du Contrat Enfance Jeunesse sera prorogée jusqu'à la conclusion du Contrat Enfance Jeunesse suivant dont les termes seront appliqués avec rétroactivité au 1^{er} janvier 2015.

ARTICLE 6 - RESILIATION

En cas de non respect par l'Association de ses engagements contractuels, ainsi qu'en cas de faute grave de sa part, et sous réserve de l'accord de la CAF, la Ville pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation dans les conditions présentées implique la restitution des prestations versées par la Ville. La résiliation de cette convention d'un commun accord des parties peut intervenir pendant toute la durée du contrat Enfance Jeunesse 2011-2014 en cas de modification de l'offre d'accueil.

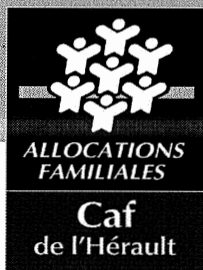
Fait à Montpellier le

Pour Monsieur le Maire
L'Adjointe Déléguée à l'Enfance

Le Président de l'Association

Annie YAGUE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT



Avenant **Contrat enfance et jeunesse**

Commune de Montpellier

Entre :

La commune de Montpellier,
représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire
dont le siège est situé : 1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER Cedex 2
Ci-après désigné « le(s) partenaire(s) ».

Et :

La Caisse d'allocations familiales de l'Hérault,
représentée par Monsieur Thierry MATHIEU, Directeur
dont le siège est situé : 139 Avenue de Lodève
34943 MONTPELLIER Cedex 9
Ci-après désignée « la Caf ».

Il est convenu que la convention « contrat enfance jeunesse » signée le 19 décembre 2011 est modifiée dans les conditions fixées aux articles suivants.

Article 1

Le présent avenant intègre des actions nouvelles dans le champ de l'enfance ou/et de la jeunesse.

Article 2

L'article « 5-2 Mode de calcul de la Psej et révision des droits » de la convention initiale est remplacé par l'article suivant pour les actions nouvelles résultant du présent avenant.

« 5-2 Le mode de calcul de la Psej et la révision des droits »

Le financement de la Psej est détaillé ci-après en annexe 1 de la présente convention.

Les parties à la présente convention conviennent que ce financement peut prendre en compte la réalisation d'actions nouvelles au titre du présent avenant sur une période antérieure à sa date de signature par l'ensemble des parties, à compter du 1^{er} janvier 2014.

La Psej distingue deux types d'actions : les actions nouvelles développées dans le cadre du contrat « enfance et jeunesse » et les actions antérieures, financées dans un contrat avant la signature d'un premier Cej et reconduites dans le présent Cej.

Pour chaque action nouvelle développée dans le présent contrat (cf. annexes 1 à 3), un montant forfaitaire plafonné par action est calculé. Pour une action nouvelle instaurée dans le cadre de la présente convention du fait du présent avenant, ce montant est déterminé selon les formules ci-après :

- (montant restant à charge retenu par la Caf x 0,55) x 1,1351 pour les actions nouvelles relevant du champ de l'enfance,
- (montant restant à charge retenu par la Caf x 0,55) x 1,09 pour les actions nouvelles relevant du champ de la jeunesse,

les champs de l'enfance et de la jeunesse étant ceux tels que précisés à la présente convention.

Pour les actions antérieures, un montant forfaitaire dégressif est appliqué en référence aux financements antérieurs.

Une même action inscrite dans la présente convention est réalisée par plusieurs des partenaires à celle-ci. En conséquence, le montant forfaitaire précité est calculé par action et est réparti entre chacun de ces partenaires selon un pourcentage prédéterminé. Ce pourcentage figure expressément dans la fiche projet de l'action concernée en annexe 3 de la présente convention.

Le montant annuel forfaitaire de la Psej est versé en fonction :

- du maintien de l'offre existante avant la présente convention. L'offre existante est décrite en annexes 2 et 3 ci-après de la présente convention ;
- de la réalisation des actions nouvelles inscrites à la présente convention ;
- du niveau d'atteinte des objectifs avec notamment le respect de la règle de financement des actions de développement et de pilotage ;
- du respect des règles relatives aux taux d'occupation ;
- de la production complète des justificatifs.

Ce montant peut être revu en cas :

- d'une anomalie constatée dans le niveau de financement du projet ;
- de non respect d'une clause ;
- de réalisation partielle ou absente d'une action.

La Caf applique un taux de réfaction et notifie au partenaire le montant de la réfaction qui est appliquée.

La valorisation du bénévolat ne peut pas être prise en compte dans le calcul de la Psej. »

Article 3

L'annexe 5.1 intitulée « liste des pièces justificatives » des conditions générales de la convention initiale est remplacée par l'annexe suivante :

« **Annexe 5.1 : liste des pièces justificatives** » du présent avenant.

Article 4 : INCIDENCES DE L'AVENANT SUR LA CONVENTION

Toutes les clauses de la convention initiale et de son avenant, et leurs annexes, restent inchangées et demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations contenues dans le présent avenant. Ces stipulations prévalent en cas de différence.

Article 5 : EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant, annexes comprises, prend effet à compter du 01/01/2014.

Il est établi un original du présent avenant pour chacun des signataires.

Fait à, le, en 2 exemplaires originaux

La Caisse d'allocations
familiales de l'Hérault
Le Directeur,

La commune de Montpellier
Le Maire,

Thierry MATHIEU

Philippe SAUREL

Annexe 1 :

Tableau financier récapitulatif

AVENANT AU CEJ 2014 MAIRIE DE MONTPELLIER

*Sous réserve de la consolidation des données envoyées par les gestionnaires
et de la validation par l'agence comptable de la Caf*

	Evaluation Psej Prévisionnelle
Action Enfance	2014
Eaje Ginkgo Biloba Alpj	3 848,72 €
Safi Adages	1 594,23 €
Coordination Insertion Adages	1 022,37 €
Laep Cité Famille	349,55 €
TOTAL	6 814,87 €

	Evaluation Psej Prévisionnelle
Action Jeunesse	2014
Alsh Mixte Voltaire Pagnol Ufolep	1 843,75 €
Alsh maternel Florian Vacances Evasion	773,98 €
Alsh Maternel Baby Sarah Bernhardt Muc Vacances	449,51 €
Alsh Primaire Kids Blaise Pascal Muc Vacances	472,77 €
Alsh Mixte Cévennes Francas	1 268,66 €
Coordination Municipale PEdT	848,73 €
TOTAL	5 657,40 €

Annexe 2 :

Situation de l'offre et perspectives de développement

PROGRAMME D'ACTIONS

➤ Pour le Volet Enfance

Le Contrat Enfance Jeunesse prévoyait la création de 211 places dans les établissements municipaux, 84 places associatives et 9 réservations de berceaux. Le premier avenant au CEJ 2011-2014 a notamment permis d'augmenter l'offre d'accueil de 36 nouvelles places associatives.

D'ici l'échéance du contrat, des nouvelles actions, retenues par la Ville et la CAF, vont être créées. Elles doivent faire l'objet d'un deuxième avenant au Contrat Enfance Jeunesse afin de bénéficier du financement municipal qui s'opère soit sous la forme d'une prestation de service d'un montant de 1,70 € par heure facturée, soit d'une prestation forfaitaire déterminée.

Ces nouvelles actions sont :

Projet SAFI – Adages : création de 4 places

Ce projet de création de 4 places au sein d'une crèche familiale, gérée par Adages, permettra d'accueillir des enfants dont les familles sont en insertion professionnelle et sociale. L'action consiste à accueillir les enfants pendant une durée temporaire de 3 mois, renouvelable une fois, le temps de trouver un mode d'accueil en crèche collective. La Ville participe au fonctionnement des 4 places sous la forme de prestation de service horaire ainsi qu'au financement d'un poste de coordination sous la forme d'une prestation forfaitaire actualisée annuellement.

Création du Lieu d'Accueil Enfant Parent (LAEP) la Pompignane - Association Cité Famille

Création d'un Lieu d'Accueil Enfant Parent dans le quartier Pompignane (action de soutien à la parentalité) dont l'ouverture est prévue en octobre 2014. L'association occupera les locaux Manuel PAZOS, mis à disposition par la Ville, 3 heures par semaine. La Ville participe au financement de cette action sous la forme d'une prestation forfaitaire annuelle forfaitaire actualisée annuellement.

Extension du multi-accueil « Ginkgo Biloba » - ALPJ : création de 2 places

L'Association Languedocienne Pour la Jeunesse souhaite augmenter sa capacité d'accueil de 2 places supplémentaires en horaires classiques au sein de la crèche collective Ginkgo Biloba (36 à 38 places au total). L'association a déjà reçu un avis favorable de la PMI pour l'ouverture de ces 2 places supplémentaires. Afin d'augmenter leur taux d'occupation, l'association a fermé les places en horaires atypiques à partir du 01/09/2014.

➤ Pour le Volet Jeunesse

Dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse, la Ville de Montpellier, en partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault, s'est engagée à poursuivre son effort en faveur des Accueils de Loisirs Sans Hébergements (ALSH). La modification des rythmes scolaires et la scolarisation des mercredis matins entraînent une forte demande de places maternelles et élémentaires en ALSH.

En conséquence, il est proposé la création de 104 places maternelles et 97 places élémentaires par l'extension de l'offre d'associations gestionnaires et de l'offre municipale. Ces 201 places s'ajoutent aux 2 719 existantes et se répartissent de la façon suivante :

CREATIONS :

Secteur Port Marianne :

- MUC Vacances 25 places élémentaires

Secteur Centre

- Vacances Evasion 32 places maternelles
- ALSH Municipal 8 places maternelles

Secteur Croix d'Argent

- UFOLEP 32 places maternelles

36 places élémentaires

Secteur Cévennes

- FRANCAS 32 places maternelles

36 places élémentaires

TRANSFERT :

- Transfert de 20 places du secteur Mosson vers le secteur Croix d'Argent : avec le maintien de l'ALSH associatif des FRANCAS sur le secteur de la Mosson, il est proposé le transfert de 20 places ouvertes sur ce quartier vers le quartier de la Croix d'Argent au regard de la forte demande de ce secteur. Ces places augmenteront l'offre associative sur ce quartier du gestionnaire UFOLEP.
- Transfert de 25 places gérées par l'association Espace Parallèle à l'association MUC Vacances. Ces places, issues de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement géré par l'association Espace Parallèle sur le secteur Port Marianne, n'ont plus lieu d'être, compte tenu de la fermeture de la structure. Il convient donc d'attribuer les 25 places conventionnées à l'association MUC Vacances qui souhaite développer son action sur ce secteur.

Annexe 3 :

Fiche(s) détaillée(s) par action



**PRESTATION DE SERVICE UNIQUE (PSU)
EAJE COLLECTIF
Données activités prévisionnelles 2014**

IDENTIFICATION DU GESTIONNAIRE

Références obligatoires à rappeler :

Dossier n° : 200600379
Commune d'implantation de l'équipement : MONTPELLIER

Rappel : le N° de votre dossier figure sur les courriers envoyés par la Cal

Gestionnaire :	Association Languedocienne Pour la Jeunesse
Adresse :	2256, route de Mende 34090 Montpellier
N° Siren :	44351247000057
Mail :	alpj@alpj.org
Téléphone :	04 67 63 44 41
Fax :	04 67 63 72 21
Equipement :	Ginkgo biloba Accueil collectif
Adresse :	2256, route de Mende 34090 Montpellier
N° Siret :	*44351247000040
Mail :	ginkgobiloba@alpj.org
Téléphone :	04 67 72 65 49
Fax :	04 67 63 72 21
Interlocuteur :	CARRERES Jean-Michel / DELIGNY Marlène
Fonction :	Directeur association/ Directrice Multi accueil
Mail :	jmcarreres@alpj.org / ginkgobiloba@alpj.org
Téléphone :	04 67 83 44 41 / 04 67 72 65 49

DEMANDE D'AVANCE - ANNEE 2014

Je soussigné(e), **CARRERES Jean-Michel**

responsable légal de l'équipement ci-dessus,

souhaite bénéficier d'une avance sur la prestation de service prévisionnelle 2014

Cochez la case de votre choix

OUI ☒ X

NON ☐

Nom et qualité du signataire
(représentant légal ou délégataire du gestionnaire)
Jean-Michel CARRERES
Directeur

Signature et cachet

GINKGO BILOBA
2256, Route de Mende
34090 MONTPELLIER
Tél. 04 67 63 72 22 - Fax 04 67 63 72 21
Mail : ginkgobiloba@alpj.org
SIRET 443 512 470 00040 - APE 8891 A

Feuille 2 : Données d'activité prévisionnelles 2014 Eaje collectif

Dossier n° : 2,01E+08


Commune : MONTPELLIER

Equipement : EAJE GINKGO BILOBA

Enfants 0-4 ans

Fonctionnement						Activité
Amplitude horaire	Nbre de jours d'ouverture	Nbre d'heures de fonctionnement annuel	Nbre de places agréées	Capacité maximale	Capacité modulée (feuille 5)	Nbre d'heures de présence prévues
12	227	5448	38	207024	97799,00	73 000

Enfants 4-6 ans bénéficiaires de l'Allocation d'Education pour Enfant Handicapé (Aeeh)

Fonctionnement si agrément spécifique			Activité
		Nbre de places agréées	Nbre d'heures de présence prévues

Total Enfants bénéficiaires de la PSU

Fonctionnement						Activité
Amplitude horaire	Nbre de jours d'ouverture	Nbre d'heures de fonctionnement annuel	Nbre de places agréées	Capacité maximale	Capacité modulée (feuille 5)	Nbre d'heures de présence prévues
24	227	5448	38	207024	97799	73 000

Enfants 4-6 ans (hors Aeeh)

Fonctionnement						Activité
Amplitude horaire	Nbre de jours d'ouverture	Nbre de fonctionnements annuel	Nbre de places agréées	Capacité maximale	Capacité modulée (feuille 5)	Nbre d'heures de présence prévues
		0		0	0,00	

Nom et qualité du signataire
(représentant légal ou délégataire du gestionnaire) :

CARRERES Jean-Michel Directeur

GINCKGO BILOBA

2256, Route de Mende

34090 MONTPELLIER

Tél. 04 67 63 72 22 - Fax 04 67 63 72 21

Mail : ginkgobiloba@alpj.org

SIRET 443 512 470 06 - APE 8691 A

Feuille 3 : Données financières prévisionnelles 2014

Dossier n° : 200600379

Commune : MONTPELLIER

Equipement : EAJE "Ginkgo Biloba"

COMPTES DE CHARGES		
604	Achats de prestations pour activités (piscine, ...)	
606	Energie et fluides (électricité, eau, gaz, carburant)	7 500,00
606	Denrées alimentaires	1 000,00
606	Fournitures entretien et petit équipement	1 500,00
606	Fournitures diverses	
60	Total Achats	10 000,00
611	Sous traitance (restauration)	17 000,00
613	Locations (loyer + charges locatives)	
613	Location de matériel	500,00
615	Entretien et réparations	2 000,00
616	Primes d'assurance	750,00
618	Divers (Documentations, frais de conférences)	500,00
61	Total Services extérieurs	20 750,00
621	Personnel extérieur facturé à la structure (interim, ...)	1 800,00
622	Rémunération d'intermédiaires et honoraires (comptable, commissaire aux comptes, ...)	1 500,00
623	Publicité, publications, relations publiques	250,00
624	Transports liés à l'activité	
626	Frais postaux et de télécommunication	400,00
628	Frais de formation	
628	Divers (à préciser)	1 500,00
62	Total Autres services extérieurs	5 450,00
63 A	Impôts et taxes liés aux rémunérations	34 000,00
63 B	Autres impôts et taxes	
641	Rémunération du personnel (hors personnel cantine)	310 000,00
645	Charges sociales	125 000,00
648	Autres charges du personnel	
64	Total Charges de personnel	435 000,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	
658	Charges diverses de gestion courante (Sacem, arrondis, ...)	3 000,00
65	Total Autres charges de gestion courante	3 000,00
66	Charges financières	
67	Charges exceptionnelles	
68	Dotation aux amortissements	15 800,00
68	Dotation aux provisions	
68	Total Dotations aux amort. et prov.	15 800,00
69	Impôts sur les bénéfices	
86	Contributions en nature	50 000,00
TOTAL Classe 6		574 000,00
12000	Excédent de l'exercice	

Nom et qualité du signataire (représentant légal ou délégataire du gestionnaire) :

CARRERES Jean-Michel Directeur

GINKGO BILOBA
 2256, Route de Mende
 34090 MONTPELLIER
 Tel : 04 67 63 72 22 - Fax 04 67 63 72 23
 Mail : ginkgobiloba@alpi.org
 SIRET 14 15 57 470 000 91 - N° 431 A

141

Feuille 3 : Données financières prévisionnelles 2014

Dossier n° : 200600379

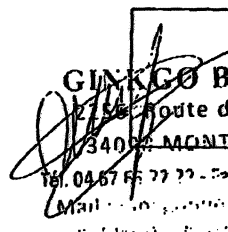
Commune : MONTPELLIER

Equipement : EAJE "Ginkgo Biloba"

COMPTES DE PRODUITS		
70623	Prestation de service Caf	253 000,00
70641	Participations familiales pour les 0-4 ans et pour les 4-6 ans bénéficiaires de l'Aeoh	86 000,00
70642	Participations familiales pour les 4-6 ans (hors Aeoh)	
70642	Autres (comités d'entreprise, cotisations annuelles, frais d'adhésion, ...)	
70	Total Prestations de service	339 000,00
741	Subvention de fonctionnement de l'Etat (Fonjep, ...)	
742	Subvention de fonctionnement de la Région	
743	Subvention de fonctionnement du Département	
744	Total Subventions de fonctionnement communales	121 000,00
	Commune de : Montpellier Prestation 1,7 €/H	121 000,00
	Commune de :	
	Commune de :	
	Commune de :	
7451	Subventions et prestations de services versées par des organismes nationaux (dont Msa et Caisse maritime)	3 000,00
7452	Autres subvention de fonctionnement de la Caf (Facej, Fapt, ...)	
746	Subvention exploitation Epci	
747	Subvention exploitation entreprise	36 000,00
748	Autres subventions de fonctionnement (à préciser)	
74	Total Subventions	160 000,00
758	Autres produits de gestion courante	
75	Total Produits de gestion courante	0,00
762	Produits des immobilisations financières	
768	Produits financiers (revenus de placement)	
76	Total Produits financiers	0,00
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion (dons, ...)	
778	Produits exceptionnels	
77	Total Produits exceptionnels	0,00
781	Reprise sur amortissements	
786	Reprise sur provisions	
78	Total Reprise sur amortissements et prov.	0,00
791	Aides forfaitaires reçues dans le cadre de la formation ou des dispositifs à l'emploi (Cnasea, Gdpe, ...)	25 000,00
79	Transfert de charges (indemnités journalières)	
79	Total Transfert de charges	25 000,00
87	Contrepartie Contributions en nature	50 000,00
	TOTAL Classe 7	574 000,00
12900	Déficit de l'exercice (-)	

Nom et qualité du signataire (représentant légal ou délégataire du gestionnaire) :
CARRERES Jean-Michel Directeur

Signature et cachet


GINKGO BILOBA
 27, rue de Mende
 34000 MONTPELLIER
 Tél. 04 67 65 77 22 - Fax 04 67 77 21
 Mail : ginkgo@montpellier.fr

142

**Le budget prévisionnel
pour la création d'un Laep**

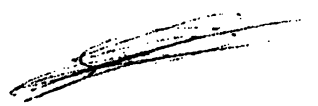
• **Intitulé de l'action : LAEP POMPIGNANE**

Gestionnaire : CITE FAMILLE

Adresse : 12 Rue des Goélands 34000 Montpellier

Données d'activité	Année : 2014
Nombre d'heures d'ouverture par an (nombre de séance x nombre d'heures par séance)	15
Données financières prévisionnelles de fonctionnement	
Charges de personnel	1006
Autres charges	285
Total des charges prévisionnelles de fonctionnement	1291
Participation CG	383
Subvention communale	530
Prestation de service Caf	332
Autres : Mise à disposition locaux communaux	46
Total des recettes prévisionnelles de fonctionnement	1291

LA PRESIDENTE


L. DE LITOT

**SERVICE
D'ACCUEIL
FAMILIAL
D'INSERTION**

Fiche projet- Volet enfance

Les données quantitatives et financières de l'action
(compléter une fiche par action)

→

Intitulé de l'action : Service d'Accueil Familial d'Insertion
Gestionnaire: ADAGES ESPACE FAMILLE
Adresse: 191 Rue Louis Aragon, 34070 Montpellier

→

Type de projet :
Création ☒ Développement ☐ Actualisation ☐

Données d'activité	2013 (= CR 2013)	2014 (Année pleine)	2015	2016	2017
Nombre d'assistant(e)s maternel(le)s (2 ETP d'assistantes maternelles)		2	2	2	2
Nombre de places		4	4	4	4
Nbre de jours d'ouverture par an		323	323	324	323
Nbre d'heures d'ouverture par jour		12	12	12	12
Nbre d'heures d'ouverture par an	0	3 876	3 876	3 888	3 876
Capacité d'accueil théorique	0	15 504	15 504	15 552	15 504
* Capacité d'accueil modulée		0	0	0	0
Nombre d'actes payés		8 000	8 200	8 405	8 615
Taux de couverture	0,00%	51,00%	52,49%	54,02%	55,17%

*(Si agrément modulé, merci de compléter la fiche "SAF BIS")

Données financières	2013 (= CR 2013)	2014 (Année pleine)	2015	2016	2017
Charges de personnel		68 181,85	71 284,98	74 492,49	77 871,31
Autres charges		10 218,15	10 525,02	10 840,86	11 166,64
Total charges	0,00	78 400,00	81 810,00	85 333,35	89 037,95
Participation des familles		7 684,04	7 684,04	7 684,04	7 684,04
Psu*		30 555,96	33 479,96	36 610,31	39 956,91
Mairie		13 600,00	13 940,00	14 288,50	14 645,50
Fapt Caf		26 580,00	26 686,00	26 750,50	26 751,50
Total ressources	0,00	78 400,00	81 790,00	85 333,35	89 037,95
Excédent/Deficit	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

ASSOCIATION FAMILIALE D'ADAGES
ET DE GESTION D'ETABLISSEMENTS SPECIALISES
Mme Françoise PROSPEROMEDOCINE - 1925, Rue de St-Priest
34097 MONTPELLIER CEDEX 5
Présidente par intérim
tél. 04 67 10 40 00 - Fax 04 67 10 00 67

164

Fiche projet Le projet de création ou de développement (Compléter une fiche par projet)

Tout projet de création ou de développement est soumis aux conditions particulières que sont les enveloppes financières limitatives et le classement des communes effectué à partir de critères nationaux.

→ **Intitulé du projet :** Service d'accueil familial d'insertion

→ **Type de projet :** Création ☒ Développement ☐

→ **Commune d'implantation :** Montpellier

→ **Date d'ouverture ou de début de l'activité :** 1^{er} Septembre 2014

→ **Porteurs du projet :**

Collectivité, association, entreprise

...

Association ADAGES espace famille 191 rue Louis ARAGON 34070 Montpellier

→ **Référent à contacter :**

Nom et prénom : FABREGAT Brigitte
Fonction : Directrice
Téléphone : 06 82 56 01 52
Courriel : b.fabregat@adages .net

→ **Origine du projet :**

Les éléments qui ont initié le projet (étude de besoin).

Depuis 4 années, nous constatons que de plus en plus de familles sollicitent les services enfance pour des motifs de démarches professionnelles (réinsertion et maintien d'activité) avec en parallèle une augmentation des familles titulaires du RSA. Ces familles sont à la recherche d'un mode d'accueil peu onéreux leur apportant une réponse rapide correspondant à leur besoin. Les parents (un plus grand nombre de familles monoparentales) recherchent un mode de garde correspondant à leurs contraintes professionnelles qui sont des horaires décalés – tôt le matin- tard le soir- le weekend end et les jours fériés.

Les services enfances de l'ADAGES espace famille ne peuvent satisfaire cette demande croissante des familles pour motif de réinsertion professionnelle. En effet le multi accueil collectif et familial d'urgence de la ville de Montpellier et Béziers a pour mission de répondre prioritairement aux familles ayant besoin d'un relais en cas de maladie ou d'hospitalisation.

Le multi accueil régulier propose un mode de garde aux familles ayant un emploi aux horaires atypiques.

D'où le projet de création d'un service spécifique le SAFI : service d'accueil familial à l'insertion.

→ **Projet détaillé :**

Service proposé, locaux, personnel, partenariat ...

Le SAFI accompagne et soutien les familles précarisées bénéficiaires du R.S.A et leur propose un mode de garde adapté à leur besoin, afin que chaque parent puisse mener une formation ou une activité professionnelle et renouer des liens avec une nouvelle vie sociale

Bien sûr les valeurs de ce service seront d'assurer un soutien à la fonction parentale et de valoriser des actions de prévention en direction de l'enfant de moins de quatre ans, car nous lui permettrons d'être accueilli dans un lieu stable et sécurisé.

Une permanence d'accueil se tiendra dans les locaux de l'espace famille. Le personnel prévu:

- Une puéricultrice à 0.10ETP
- Une éducatrice Montpellier à 0.50 ETP

Puis recrutement d'assistantes maternelles en CDD suivant la demande

La puéricultrice responsable du multi-accueil <les lilas > assurera la responsabilité et la coordination du dispositif (0.10 ETP)

Une éducatrice assurera la mise en place du service S.A.F.I sur Montpellier (0.5ETP) en lien avec la puéricultrice.

Son rôle sera, après contact avec les professionnelles de la cellule mode d'accueil (CAF), de rencontrer les familles afin d'évaluer leur demande d'accueil, leur proposer une solution adaptée en vue de l'élaboration des contrats d'accueil.

Si la demande est ponctuelle, l'orientation se fera sur l'un des dispositifs du service enfance (Relais Parental, S.A.F.U, SARF, multi accueil, TISF.

Si la demande est plus longue (mi-temps ou temps plein) alors des assistantes maternelles en CDI du service SARF seront employées en priorité.

En concertation avec la Puéricultrice qui est la référente santé du service, l'éducatrice mettra en place un accompagnement de la famille et de l'assistante maternelle afin d'évaluer le bon déroulement des accueils S.A.F.I. D'où :

- 1- Accompagnement des parents chez l'assistante maternelle lors de la première présentation*
- 2- Mise en place de visites à domicile régulières si l'enfant est accueilli chez une assistante maternelle.*
- 3- Mise en place d'une rencontre avec les familles afin de réactualiser les demandes des parents et orienter vers une solution de droit commun si nécessaire*
- 4- Mise en place d'une médiation entre les parents et l'assistante maternelle en cas de besoin.*
- 5- Mise en place de temps de rencontre avec les professionnelles accueillant les enfants, (relais parental, SAFU, Multi accueil, TISF) afin d'évaluer la satisfaction des familles, le bon déroulement de l'insertion professionnelle des parents, la bonne adaptation et évolution de l'enfant à son nouveau lieu d'accueil*

→ Financement :

Ce projet fait-il l'objet d'une demande d'aide financière (investissement) auprès de :

La Caf ☐ Autre :

Coordination
Insertion

Fiche projet- Volet enfance

Les données quantitatives et financières de l'action
(compléter une fiche par action)

→ Intitulé de l'action :
Gestonnaire: ADAGES ESPACE FAMILLE
Adresse:

→ Type de projet : Coordination SAFI
Création ☒ Développement ☐ Actualisation ☐

	2013 (N-1)	2014	2015	2016	2017
ETP		0,20	0,20	0,20	0,20

Données financières	2013 (N-1)	2014	2015	2016	2017
Charges de personnel		11 248,15	11 810,66	12 401,09	13 021,17
Autres charges		5 871,85	6 048,44	6 229,91	6 416,83
Subventions					
Mairie		5 000,00	5 350,00	5 590,00	5 830,00
Fapt Caf		12 120,00	12 509,00	13 041,00	13 608,00
Autres					

Mme Françoise FASSIO
Présidente

Siège Social - ADAGES
ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT D'ANIMATION
ET DE GESTION D'ETABLISSEMENTS SPECIALISES
Parc Euromédecine - 1925, Rue de St-Priest
34097 MONTPELLIER CEDEX 5
Tél. 04 67 10 40 00 - Fax 04 67 10 00 67

Fiche projet **Le projet de création ou de développement** (Compléter une fiche par projet)

Tout projet de création ou de développement est soumis aux conditions particulières que sont les enveloppes financières limitatives et le classement des communes effectué à partir de critères nationaux.

→ **Intitulé du projet : Coordination SAFI**

→ **Type de projet :** Création ☒ Développement ☐

→ **Commune d'implantation : Montpellier**

→ **Date d'ouverture ou de début de l'activité : 1^{er} Septembre 2014**

→ **Porteurs du projet :**

Collectivité, association, entreprise...

Association ADAGES Espace Famille 191 Rue Louis Aragon 34070 Montpellier

→ **Référent à contacter :**

Nom et prénom : FABREGAT Brigitte
Fonction : Directrice
Téléphone : 06 82 56 01 82
Courriel : b.fabregat@adages .net

→ **Origine du projet :**

Les éléments qui ont initié le projet (étude de besoin).

Les éléments qui ont initié le projet (étude de besoin).

Depuis 4 années, dans un contexte de crise nous constatons que de plus en plus de parents titulaires du RSA, en maintien d'activité ou réinsertion professionnelle sont à la recherche d'un mode de garde pour leur jeune enfant.

Ces parents en difficulté qui font appel à nos services peuvent- être des familles monoparentales précarisées, bénéficiant des minima sociaux et sans réseaux de proximité.

Les services enfance de l'ADAGES espace famille ne peuvent pas toujours proposer un accueil correspondant aux demandes de ces familles qui sont en attente d'une solution rapide, adaptée à leurs missions qui peuvent être temporaires, à leurs contraintes de temps de travail en horaires décalés. – tôt le matin- tard le soir- le weekend end et les jours fériés.

D'où le projet de coordination d'un service spécifique le SAFI : service d'accueil familial à l'insertion qui permettra de recenser sur la ville de Montpellier la demande des familles en réinsertion professionnelle et de proposer un mode d'accueil spécifique adaptés à leurs besoins.

→ **Projet détaillé :**

Service proposé, locaux, personnel, partenariat,

Une permanence d'accueil se tiendra dans les locaux de l'espace famille. Le personnel prévu:

- Une puéricultrice à 0.10ETP
 - Une éducatrice Montpellier à 0.50 ETP
- Puis recrutement d'assistantes maternelles en CDD suivant la demande*

168

La coordination du service SAFI a pour objectif de mettre en place un travail en réseau avec les différents partenaires : la cellule des modes d'accueil de la caisse d'allocation familiale, les services de la DPMI.

Les modalités de ce suivi partenarial vont permettre :

- 1- d'évaluer les demandes des familles (réception des fiches navettes adressées par la CMA de la CAF), d'assurer un suivi des modalités d'accueil mises en place, d'accompagner les familles vers une solution de droit commun si nécessaire.
- 2- d'évaluer le bon fonctionnement du dispositif par la mise en place d'un suivi de l'activité du SAFI, de la fréquentation des familles (concertation avec les services de la CAF, mise en place de comité technique)
- 3- D'assurer un suivi et un encadrement des assistantes maternelles en concertation avec les services de la DPMI (visites à domicile, suivi des agréments, recrutement et formation des assistantes maternelles)

Coordonner le service SAFI, cela est aussi veiller à un accueil de qualité du jeune enfant :

- 1- des temps de rencontre sont proposés aux familles afin d'évaluer leur satisfaction.
- 2- L'adaptation de l'enfant à son nouveau mode d'accueil, la bonne relation entre les parents et l'assistante maternelle seront évalués par des visites à domicile régulières.
- 3- La puéricultrice et l'éducatrice ont le souhait d'harmoniser les compétences professionnelles des assistantes maternelles en respect du projet pédagogique du service enfance. Pour cela un encadrement et une formation de ces assistantes maternelles sera mis en place en lien avec les professionnelles de la crèche collective.

→ **Financement :**

Ce projet fait-il l'objet d'une demande d'aide financière (investissement) auprès de :

La Caf ☐ Autre :

149



**PRESTATION DE SERVICE ALSH
EXTRASCOLAIRE
Données prévisionnelles 2014**

Feuille 1 : IDENTIFICATION DU GESTIONNAIRE

Références obligatoires à rappeler :

Dossier n° :

Commune d'implantation de l'équipement montpellier

Rappel : le N° de votre dossier figure sur les courriers envoyés par la Caf

Gestionnaire :	muc vacances
Adresse :	complexe sportif albert batteux, 150 rue j gossec, 34070 montpellier
N° Siren :	40435921900029
Mail :	contact@muc-vacances.com
Téléphone :	04 99 58 35 36
Fax :	04 99 58 35 39
Equipement :	MUC Baby Sarah Bernhardt
Adresse :	175 Rue Edouard Villalonga, 34000 Montpellier
N° Siret :	40435921900029
Mail :	contact@muc-vacances.com
Téléphone :	04 99 58 35 36
Fax :	04 99 58 35 39
Interlocuteur (Nom-Prénom) :	Françoise GARCIA
Fonction :	comptable
Mail :	muc.compta@gmail.com
Téléphone :	04 99 58 80 50

DEMANDE D'AVANCE - ANNEE 2014

Je soussigné(e), Thierry BUFFALON

représentant légal de l'équipement ci-dessus,

souhaite bénéficier d'une avance sur la prestation de service prévisionnelle 2014

Cochez la case de votre choix

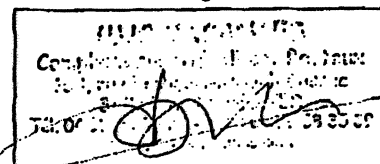
OUI ☒

NON ☐

Nom et qualité du signataire
(représentant légal ou
délégué du gestionnaire)

Françoise GARCIA, comptable

Cachet et signature



Feuille 2 : Données activité prévisionnelles 2014 ALSH

Enfants - 6ans, + 6 ans et ados

Dossier N° :

Commune : Montpellier

Equipement : MUC Baby Sarah Bernhard

*Joindre le récépissé Ddcs 2013/2014

Enfants - 6ans

Les périodes	Fonctionnement				Nbre d'heures prévues
	Nbre de places déclarées*	Nbre de jours d'ouverture	Amplitude horaire	Capacité théorique	
Petites vacances					
Hiver	32	10	8	0	1440
Printemps				0	
Toussaint				2580	
Noël				0	
Total Mini séjours				0	
Sous total		10		2580	1440

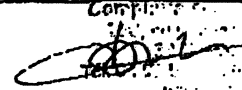
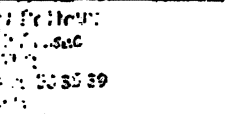
Vacances d'été					
Juillet				0	
Août				0	
Total Mini séjours				0	
Sous total		0		0	0

Mercredi et Samedi					
Mercredi (01-01-2014 au 31-08-2014)	32	14	8	0	2016
Mercredi (01-09-2014 au 31-12-2014)				2688	
Samedi (01-01-2014 au 31-08-2014)				0	
Samedi (01-09-2014 au 31-12-2014)				0	
Total Mini séjours				0	
Sous total		14		2688	2016
				Total	3456

Nom et qualité du signataire (représentant légal ou délégataire du gestionnaire)

Thierry BUFFALON, Président

Cachet et signature :

	
---	--

Feuille 3 : Données financières prévisionnelles 2014 ALSH

Dossier n° : 0

Commune : #REF!

Équipement : #REF!

COMPTES DE CHARGES		
604	Achats de prestations pour activités (piscine, ...)	2 900,00
606	Énergie et fluides (électricité, eau, gaz, carburant)	
606	Données alimentaires	150,00
606	Fournitures entretien et petit équipement	120,00
606	Fournitures diverses	235,00
60	Total Achats	3 405,00
611	Sous traitance (restauration)	
613	Locations (loyer + charges locatives)	
613	Location de matériel	200,00
615	Entretien et réparations	
616	Primes d'assurance	
618	Divers (documentations, frais de conférences, ...)	
61	Total Services extérieurs	200,00
621	Personnel extérieur facturé à la structure (interim, ...)	
622	Rémunération d'intermédiaires et honoraires (comptable, commissaire aux comptes, ...)	
623	Publicité, publications, relations publiques	250,00
624	Transports liés à l'activité	50,00
626	Frais postaux et de télécommunication	
628	Frais de formation	
628	Divers (à préciser)	
62	Total Autres services extérieurs	300,00
63 A	Impôts et taxes liés aux rémunérations	
63 B	Autres impôts et taxes	
641	Rémunération du personnel (hors personnel cantine)	7 500,00
645	Charges sociales	
648	Autres charges du personnel	
64	Total Charges de personnel	7 500,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	
658	Charges diverses de gestion courante (Sacem, arrondis, ...)	
65	Total Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	
67	Charges exceptionnelles	
68	Dotation aux amortissements	
68	Dotation aux provisions	
68	Total Dotations aux amortissements et provisions	0,00
69	Impôts sur les bénéfices	
86	Contributions en nature	
TOTAL Classe 6		11 405,00
12000	Excédent de l'exercice (+)	

Nom et qualité du signataire (représentant légal ou délégataire du gestionnaire):

Signature et
cachet

Thierry BUFFALON, Président

Feuille 4 : Données financières prévisionnelles 2014 ALSH

Dossier n° : 0

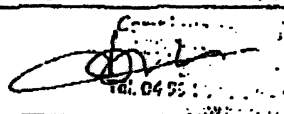
Commune : #REF!

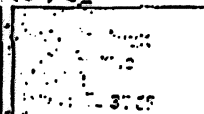
Equipement : #REF!

COMPTES DE PRODUITS		
70601	Participation des usagers	8 996,00
70623	Prestation de service Caf	1 659,00
70642	Autres (CE, cotisations annuelles, frais d'adhésion, aides aux loisirs, ...)	
70	Total Prestations de service	10 655,00
741	Subvention de fonctionnement et prestation de service de l'Etat (Fonjep)	
742	Subvention de fonctionnement et prestation de service de la Région	
743	Subvention de fonctionnement et prestation de service du Département	
744	Total Subventions de fonctionnement communales	750,00
	Commune de : Montpellier.	750,00
	Commune de :	
	Commune de :	
	Commune de :	
7451	Subvention et prestation de service autres organismes nationaux (Msa, Caisse maritime, ...)	
7452	Autres subvention de fonctionnement de la Caf (Facej, Fapt, ...)	
746	Subvention exploitation Epci	
747	Subvention exploitation entreprise	
748	Autres subventions de fonctionnement (à préciser)	
74	Total Subventions	750,00
758	Autres produits de gestion courante	
75	Total Produits de gestion courante	0,00
762	Produits des immobilisations financières	
768	Produits financiers (revenus de placement)	
76	Total Produits financiers	0,00
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion (dons, ...)	
778	Produits exceptionnels	
77	Total Produits exceptionnels	0,00
781	Reprise sur amortissements	
786	Reprise sur provisions	
78	Total Reprise sur amortissements et prov.	0,00
791	Aides forfaitaires reçues dans le cadre de la formation ou des dispositifs à l'emploi (Cnasea, Gdfpe, ...)	
79	Transfert de charges (Indemnités journalières)	
79	Total Transfert de charges	0,00
87	Contrepartie Contributions en nature	
	TOTAL Classe 7	11 405,00
12900	Déficit de l'exercice (-)	

Nom et qualité du signataire (représentant légal ou délégataire du gestionnaire) : Signature et cachet

Thierry BUFFALON, Président


14.04.2014



Fiche projet Le projet de création ou de développement (compléter une fiche par projet)

Tout projet de création ou de développement est soumis aux conditions particulières que sont les enveloppes financières limitatives et le classement des communes effectué à partir de critères nationaux.

→ **Intitulé du projet** : MUC Baby - Millénaire - école Sarah Bernhardt

→ **Type de projet** : Création ☒ Développement ☐

→ **Commune d'implantation** : Montpellier

→ **Date d'ouverture ou de début de l'activité** : 03 septembre 2014

→ **Porteurs du projet** :

Association Montpellier Université Club (MUC) Vacances, complexe sportif Albert Batteux, 150 rue François Joseph Gossec 34070 Montpellier

→ **Référent à contacter** :

Nom et prénom : Camille Moulinet
Fonction : Directrice Adjointe de l'Association
Téléphone : 06.77.03.76.53
Courriel : camille.moulinet@muc-vacances.com

→ **Origine du projet** :

Le MUC Vacances est une association d'éducation populaire à dominante sportive. Né en 1996, le MUC Vacances compte aujourd'hui plus de 1650 adhérents. Nous avons proposé, en 2013, des programmes sportifs dans 3 accueils de loisirs montpelliérains, une trentaine de stages sportifs sans hébergement, une douzaine de séjours de vacances et une douzaine de formations BAFA.

L'association est en pleine croissance et bouillonne de projets. Le MUC Vacances a vu son nombre d'adhérents augmenter de 50% entre 2011 et 2013. La preuve la plus parlante est le nombre de jeunes adhérents accueillis tous les mercredis : nos 2 centres affichent complets depuis septembre 2012 (en moyenne 125 enfants /mercredi). Nous avons alors appris à gérer la pénurie de places et avons dû faire évoluer nos process d'inscription (période de préinscription aux adhérents).

Parmi nos projets, surtout du fait de l'atteinte du plafond de notre capacité d'accueil, nous souhaitons ouvrir 2 nouveaux accueils de loisirs. Il s'agirait de dupliquer notre modèle actuel, c'est-à-dire s'installer dans un groupe scolaire où l'accueil de loisirs des 3-6 ans investirait l'école maternelle et celui des 6-12 ans l'école élémentaire.

Ce projet a été lancé de notre côté, en septembre 2011, date à laquelle mes collaborateurs et moi-même avons entamé une étude de terrain et des démarches de partenariat auprès des comités d'entreprise des sociétés situées dans le quartier Millénaire et notamment Dell avec laquelle nous avons des rapports privilégiés. Ce pour assoir notre projet, s'assurer de sa viabilité grâce à un minimum de pré-inscriptions, et lui donner de la cohérence quant aux besoins existants.

Une première demande avait été formulée en janvier 2013. Celle-ci s'est vue refusée par le service Jeunesse de la ville sans que nous n'ayons pu en obtenir sa justification. Nous avons appris courant du mois de mai par l'association elle-même, que l'accueil de loisirs maternel géré par Espace Parallèle dans l'école Sarah Bernhardt allait fermer ses portes en fin d'année scolaire.

De ce fait, le MUC Vacances s'est positionné afin de reprendre la gestion de cet ALSH à une condition : celle d'y associer un accueil primaire dans l'école Blaise Pascal, principalement pour permettre aux fratries de fréquenter les mêmes lieux.

→ **Projet détaillé :**

- **Effectifs :**

32 enfants, de 3 à 6 ans, dont 25 places soutenues financièrement par la Ville de Montpellier (cf Conseil Municipal du 24 juillet 2014).

- **Les créneaux d'ouverture :**

- Tous les mercredis de l'année scolaire de 12h à 18h30

=> Pédibus organisés dès 11h45 au départ des écoles Michel de l'Hospital, Chengdu et Louise Michel

- Toutes les périodes de vacances scolaires (sauf Noël) de 8h à 18h

- **Les activités :**

Nos accueils de loisirs sont axés principalement sur la découverte du sport avec un grand S. Une thématique est choisie par trimestre et déclinée en activités sportives, traditionnelles et originales, jeux sportifs, activités socioculturelles, sorties et rencontres avec des sportifs de haut-niveau. Pour exemple, nous avons fait « les voyages dans le pacifique » au cours desquels nous avons découvert le rugby, la danse, le Judo, le baseball... nous avons créé des pagnes, appris le Haka, fait des tatouages maori... et nous avons partagé une matinée avec les joueuses du Montpellier Hérault Rugby (MHR) et un entraînement avec les Barracudas du MUC Baseball.

- **Les locaux :**

Espaces mis à disposition par la Ville de Montpellier dans l'école Sarah Bernhardt

Des demandes ponctuelles seront faites auprès de la Ville de Montpellier pour le Gymnase Bessière ainsi qu'à l'ASPTT pour la piscine.

- **Les moyens :**

Liste des principaux matériels	Fournis par l'association
Matériel pédagogique nécessaire aux activités	x
Fournitures administratives	x
2 Minibus de l'association et location de véhicules supplémentaires au besoin	x
Signalétiques des équipes ; des lieux d'activité ; des points d'accueil	x
Fournitures pharmaceutiques	x
Matériel bureautique et informatique pour les permanents chargés du projet	x
Ressources documentaires : contenu pédagogique, méthodologie, management, réglementation de l'animation, du sport, connaissances des publics...	x
Moyens de communication	x

- **L'équipe :**

Une directrice qui est actuellement salariée depuis 2 ans supervisera une équipe d'animation dont le nombre sera fonction des effectifs : 1 animateur pour 6 enfants. Ces animateurs sont des animateurs disposant de diplômes professionnels (BPJEPS ou Staps) salariés à temps complet au sein de l'association. L'équipe sera composée dans un souci de mixité des genres, des spécialités et des expériences. Elle sera complétée par des stagiaires BAFA.

- **Les partenaires pédagogiques et techniques :**

=> Liste des partenaires actuellement en contact avec le MUC Vacances :

L'ensemble de nos partenaires pédagogiques et techniques est issu du monde associatif. Depuis 1996, les associations MUCistes (mais pas seulement) ont cerné les intérêts nombreux à figurer au programme des activités MUC Vacances, à savoir notamment : la possibilité de faire découvrir à un maximum d'enfants son activité et son association dans l'objectif « d'attirer » de nouveaux licenciés vers une pratique régulière ; mais aussi l'opportunité de pérenniser des emplois d'encadrants sportifs diplômés en les mettant à la disposition du MUC Vacances pendant les vacances scolaires notamment. Toutes les associations qui gravitent autour de notre dispositif ont donc rapidement mesuré l'importance de se positionner sur ces nouveaux temps éducatifs élargissant ainsi la promotion de leur activité.

Partenaires	Activité principale
MUC Roller Hockey (Mantas)	Roller & Roller Hockey
MUC Canoë-Kayak (MACKUC)	Canoë-Kayak
MUC Baseball (Barracudas)	Baseball
MUC Basketball	Basketball
MUC Aviron	Aviron
MUC Athlétisme	Athlétisme
MUC Football	Football
MUC Volley-Ball (MAVUC)	Volley-Ball
MUC Trampoline (Pit Air Pan)	Trampoline
MUC Skate (Boardergang)	Skateboard
MUC Lutte	Lutte
MUC Kung Fu	Kung Fu
Escalabel	Escalade
Providanse	Hip hop
MAHC Vipers	Hockey sur Glace
Free Bike Racing	Sécurité routière moto
Roxie Hart	Comédie musicale
Cuisi-Nez	Cuisine

C'est une opportunité pour toutes ces associations qui œuvrent au quotidien pour faire évoluer leur structure dans une société où le bénévolat n'est plus aussi répandu qu'avant. C'est surtout une richesse pour le MUC Vacances qui jouit de l'expertise de ses collaborateurs en termes d'encadrement et de matériel et d'une diversité de propositions auprès de ses adhérents. Grâce au soutien des 30 sections sportives du MUC, le MUC Vacances en a tiré son principal atout depuis sa création.

- **Les critères d'évaluation de votre projet :**

☐ **Qualité et pertinence de l'activité :**

- ✓ Le « succès » auprès des enfants : le sourire dans l'activité ; l'intérêt porté à l'activité (pose des questions ; s'interroge sur une pratique club, en a parlé à ses copains ; retour positif de la famille...) ; le taux d'échec (enfants qui abandonnent en cours de séance ou de cycle ; souhaite changer d'activités...) ;
- ✓ Le taux de présence : évaluation du taux de présence, de réinscription ;

- ✓ Variation des adhésions au sein des ALSH du mercredi et des vacances scolaires ;
- ✓ Variation des adhésions dans les associations impliquées dans le projet (variation immédiate & prochaine saison sportive) ;
- *Qualité et pertinence de l'organisation :*
 - ✓ Evaluation par les directeurs et les coordinateurs de la bonne atteinte du cahier des charges par l'intervenant en terme d'objectifs pédagogiques ;
 - ✓ Assiduité de l'ensemble de l'équipe (quel turnover ?) ;
 - ✓ Variation des inscriptions sur année n+1 ;
 - ✓ Bilan comptable du projet (justesse du prévisionnel, des coûts engendrés...) ;
 - ✓ Variation des partenaires impliqués dans le projet ;
 - ✓ Sollicitation à étendre (ou réduire) notre champ d'intervention pour l'année n+1

➔ **Financement :**

Ce projet fait-il l'objet d'une demande d'aide financière (investissement) auprès de :

La Caf ☒

Autre : Ville de Montpellier (prestation de service & subvention municipale)



**PRESTATION DE SERVICE ALSH
EXTRASCOLAIRE
Données prévisionnelles 2014**

Feuille 1 : IDENTIFICATION DU GESTIONNAIRE

Références obligatoires à rappeler :

Dossier n° :

Commune d'implantation de l'équipement montpellier

Rappel : le N° de votre dossier figure sur les courriers envoyés par la Caf

Gestionnaire :	<u>muc vacances</u>
Adresse :	<u>complexe sportif albert batteux, 150 rue j. gossec, 34070 montpellier</u>
N° Siren :	<u>40435921900029</u>
Mail :	<u>contact@muc-vacances.com</u>
Téléphone :	<u>04 99 58 35 36</u>
Fax :	<u>04 99 58 35 39</u>
Equipement :	<u>MUC KIDS Blaise Pascal</u>
Adresse :	<u>100 rue Louis Lépine 34000 Montpellier</u>
N° Siret :	<u>40435921900029</u>
Mail :	<u>contact@muc-vacances.com</u>
Téléphone :	<u>04 99 58 35 36</u>
Fax :	<u>04 99 58 35 39</u>
Interlocuteur (Nom-Prénom) :	<u>Françoise GARCIA</u>
Fonction :	<u>COMPTABLE</u>
Mail :	<u>muc.compta@gmail.com</u>
Téléphone :	<u>04 99 58 80 50</u>

DEMANDE D'AVANCE - ANNEE 2014

Je soussigné(e), Thierry BUFFALON

représentant légal de l'équipement ci-dessus,

souhaite bénéficier d'une avance sur la prestation de service prévisionnelle 2014

Cochez la case de votre choix

OUI

☒

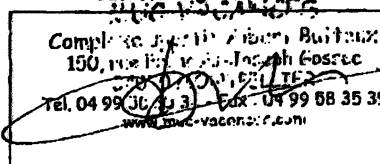
NON

☐

Nom et qualité du signataire
(représentant légal ou
délégué du gestionnaire)

Françoise GARCIA, comptable

Cachet et signature



Feuille 2 : Données activité 2014 ALSH

Dossier N° :

Commune :

montpellier

Équipement :

MUC KIDS Blaise Pascal

Enfants + 6 ans et ados

Les périodes	Fonctionnement				Nbre d'heures prévues
	Nbre de places déclarées*	Nbre de jours d'ouverture	Amplitude horaire réelle	Capacité théorique	
Autres/soirées (saisir l'amplitude horaire maximale)					
Lundi, Mardi, Jeudi, Vendredi (01-01-2014 au 31-08-2014)				0	
Lundi, Mardi, Jeudi, Vendredi (01-09-2014 au 31-12-2014)				0	
Sous total		0		0	0

Petites vacances

Hiver	25	10	8	0	1200
Printemps				0	
Toussaint				2000	
Noël				0	
Total Mini séjours				0	
Sous total		10		2000	1200

Vacances d'été

Juillet		0	0
Août			
Total Mini séjours			
Sous total		0	0

Mercredi et Samedi

Mercredi (01-01-2014 au 31-08-2014)	25	14	6	0	1260
Mercredi (01-09-2014 au 31-12-2014)				2100	
Samedi (01-01-2014 au 31-08-2014)				0	
Samedi (01-09-2014 au 31-12-2014)				0	
Total Mini séjours				0	
Sous total		14		2100	1260
Total					2460

Nom et qualité du signataire (représentant légal ou délégataire du gestionnaire)

Thierry BUFFALON, Président

Cachet et signature :

Complexes sportifs Albert Dalboux
150, rue François de Sales, 34000 Montpellier
MUC KIDS
Tél. 04 91 58 35 30 - Fax : 04 91 58 35 30
www.muc-vacances.fr

Feuille 3 : Données financières prévisionnelles 2014 ALSH

Dossier n° : 0

Commune : Montpellier

Equipement : MUC KIDS Blaise Pascal

COMPTES DE CHARGES		
604	Achats de prestations pour activités (piscine, ...)	1 850,00
606	Energie et fluides (électricité, eau, gaz, carburant)	
608	Denrées alimentaires	50,00
606	Fournitures entretien et petit équipement	305,00
606	Fournitures diverses	235,00
60	Total Achats	2 440,00
611	Sous traitance (restauration)	
613	Locations (loyer + charges locatives)	
613	Location de matériel	125,00
615	Entretien et réparations	
616	Primes d'assurance	
618	Divers (documentations, frais de conférences, ...)	
61	Total Services extérieurs	125,00
621	Personnel extérieur facturé à la structure (interim, ...)	
622	Rémunération d'intermédiaires et honoraires (comptable, commissaire aux comptes, ...)	
623	Publicité, publications, relations publiques	250,00
624	Transports liés à l'activité	50,00
626	Frais postaux et de télécommunication	
628	Frais de formation	
628	Divers (à préciser)	
62	Total Autres services extérieurs	300,00
63 A	Impôts et taxes liés aux rémunérations	
63 B	Autres impôts et taxes	
641	Rémunération du personnel (hors personnel cantine)	4 920,00
645	Charges sociales	
648	Autres charges du personnel	
64	Total Charges de personnel	4 920,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	
658	Charges diverses de gestion courante (Sacem, arrondis, ...)	
65	Total Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	
67	Charges exceptionnelles	
68	Dotation aux amortissements	
68	Dotation aux provisions	
68	Total Dotations aux amortissements et provisions	0,00
69	Impôts sur les bénéfices	
86	Contributions en nature	
	TOTAL Classe 6	7 785,00
12000	Excédent de l'exercice (+).	

Nom et qualité du signataire (représentant légal ou délégataire du gestionnaire)

Thierry BUFFALON, Président

Signature et
cachet

MUC VACANCES
Complexe sportif Montblaise
150 rue S. Agnès - 34075 Montpellier
TEL 04 99 58 35 35 - Fax 04 99 58 35 35
www.muc-vacances.fr

Feuille 4 : Données financières prévisionnelles 2014 ALSH

Dossier n° : 0

Commune : Montpellier

Equipement : MUC KIDS Blaise Pascal

COMPTES DE PRODUITS		
70601	Participation des usagers	5 805,00
70623	Prestation de service Caf	1 180,00
70642	Autres (CE, cotisations annuelles, frais d'adhésion, aides aux loisirs, ...)	
70	Total Prestations de service	6 985,00
741	Subvention de fonctionnement et prestation de service de l'Etat (Fonjep)	
742	Subvention de fonctionnement et prestation de service de la Région	
743	Subvention de fonctionnement et prestation de service du Département	
744	Total Subventions de fonctionnement communales	800,00
	Commune de : Montpellier	800,00
	Commune de :	
	Commune de :	
	Commune de :	
7451	Subvention et prestation de service autres organismes nationaux (Msa, Caisse maritime, ...)	
7452	Autres subvention de fonctionnement de la Caf (Facej, Fapt, ...)	
746	Subvention exploitation Epci	
747	Subvention exploitation entreprise	
748	Autres subventions de fonctionnement (à préciser)	
74	Total Subventions	800,00
758	Autres produits de gestion courante	
75	Total Produits de gestion courante	0,00
762	Produits des immobilisations financières	
768	Produits financiers (revenus de placement)	
76	Total Produits financiers	0,00
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion (dons, ...)	
778	Produits exceptionnels	
77	Total Produits exceptionnels	0,00
781	Reprise sur amortissements	
786	Reprise sur provisions	
78	Total Reprise sur amortissements et prov.	0,00
791	Aides forfaitaires reçues dans le cadre de la formation ou des dispositifs à l'emploi (Cnasea, Gdfpe, ...)	
79	Transfert de charges (indemnités journalières)	
79	Total Transfert de charges	0,00
87	Contrepartie Contributions en nature	
TOTAL Classe 7		7 785,00
12900	Déficit de l'exercice (-)	

Nom et qualité du signataire (représentant légal ou délégué de gestionnaire) :

Thierry BUFFALON, Président

Complexes scolaires
150, rue François-Joseph Gussec
34090 MONTPELLIER
Tél : 04 99 58 35 30 - Fax : 04 99 58 35 30
www.montpellier2014.com

Signature et cachet



Fiche projet **Le projet de création ou de développement** (compléter une fiche par projet)

Tout projet de création ou de développement est soumis aux conditions particulières que sont les enveloppes financières limitatives et le classement des communes effectué à partir de critères nationaux.

→ **Intitulé du projet** : MUC Kids - Millénaire - école Blaise Pascal

→ **Type de projet** : Création ☒ Développement ☐

→ **Commune d'implantation** : Montpellier

→ **Date d'ouverture ou de début de l'activité** : 03 septembre 2014

→ **Porteurs du projet** :

Association Montpellier Université Club (MUC) Vacances, complexe sportif Albert Batteux, 150 rue François Joseph Gossec 34070 Montpellier

→ **Référent à contacter** :

Nom et prénom : Camille Moulinet
Fonction : Directrice Adjointe de l'Association
Téléphone : 06.77.03.76.53
Courriel : camille.moulinet@muc-vacances.com

→ **Origine du projet** :

Le MUC Vacances est une association d'éducation populaire à dominante sportive. Né en 1996, le MUC Vacances compte aujourd'hui plus de 1650 adhérents. Nous avons proposé, en 2013, des programmes sportifs dans 3 accueils de loisirs montpelliérains, une trentaine de stages sportifs sans hébergement, une douzaine de séjours de vacances et une douzaine de formations BAFA.

L'association est en pleine croissance et bouillonne de projets. Le MUC Vacances a vu son nombre d'adhérents augmenter de 50% entre 2011 et 2013. La preuve la plus parlante est le nombre de jeunes adhérents accueillis tous les mercredis : nos 2 centres affichent complets depuis septembre 2012 (en moyenne 125 enfants /mercredi). Nous avons alors appris à gérer la pénurie de places et avons dû faire évoluer nos process d'inscription (période de préinscription aux adhérents).

Parmi nos projets, surtout du fait de l'atteinte du plafond de notre capacité d'accueil, nous souhaitons ouvrir 2 nouveaux accueils de loisirs. Il s'agirait de dupliquer notre modèle actuel, c'est-à-dire s'installer dans un groupe scolaire où l'accueil de loisirs des 3-6 ans investirait l'école maternelle et celui des 6-12 ans l'école élémentaire.

Ce projet a été lancé de notre côté, en septembre 2011, date à laquelle mes collaborateurs et moi-même avons entamé une étude de terrain et des démarches de partenariat auprès des comités d'entreprise des sociétés situées dans le quartier Millénaire et notamment Dell avec laquelle nous avons des rapports privilégiés. Ce pour assoir notre projet, s'assurer de sa viabilité grâce à un minimum de pré-inscriptions, et lui donner de la cohérence quant aux besoins existants.

Une première demande avait été formulée en janvier 2013. Celle-ci s'est vue refusée par le service Jeunesse de la ville sans que nous n'ayons pu en obtenir sa justification. Nous avons appris courant du mois de mai par l'association elle-même, que l'accueil de loisirs maternel géré par Espace Parallèle dans l'école Sarah Bernhardt allait fermer ses portes en fin d'année scolaire.

De ce fait, le MUC Vacances s'est positionné afin de reprendre la gestion de cet ALSH à une condition : celle d'y associer un accueil primaire dans l'école Blaise Pascal, principalement pour permettre aux fratries de fréquenter les mêmes lieux.

→ **Projet détaillé :**

- **Effectifs :**

25 enfants de 6 à 15 ans, dont 25 places soutenues financièrement par la Ville de Montpellier (cf Conseil Municipal du 24 juillet 2014).

- **Les créneaux d'ouverture :**

- Tous les mercredis de l'année scolaire de 12h à 18h30

=> Pédibus organisés dès 11h45 au départ des écoles Michel de l'Hospital, Chengdu et Painlevé

- Toutes les périodes de vacances scolaires (sauf Noël) de 8h à 18h

- **Les activités :**

Nos accueils de loisirs sont axés principalement sur la découverte du sport avec un grand S. Une thématique est choisie par trimestre et déclinée en activités sportives, traditionnelles et originales, jeux sportifs, activités socioculturelles, sorties et rencontres avec des sportifs de haut-niveau. Pour exemple, nous avons fait « les voyages dans le pacifique » au cours desquels nous avons découvert le rugby, la danse, le judo, le baseball... nous avons créé des pagnes, appris le Haka, fait des tatouages maori... et nous avons partagé une matinée avec les joueuses du Montpellier Hérault Rugby (MHR) et un entraînement avec les Barracudas du MUC Baseball.

- **Les locaux :**

Espaces mis à disposition par la Ville de Montpellier dans l'école Blaise Pascal

Des demandes ponctuelles seront faites auprès de la Ville de Montpellier pour le Gymnase Bessière ainsi qu'à l'ASPTT pour les courts de tennis et la piscine.

- **Les moyens :**

Liste des principaux matériels	Fournis par l'association
Matériel pédagogique nécessaire aux activités	x
Fournitures administratives	x
2 Minibus de l'association et location de véhicules supplémentaires au besoin	x
Signalétiques des équipes ; des lieux d'activité ; des points d'accueil	x
Fournitures pharmaceutiques	x
Matériel bureautique et informatique pour les permanents chargés du projet	x
Ressources documentaires : contenu pédagogique, méthodologie, management, réglementation de l'animation, du sport, connaissances des publics...	x
Moyens de communication	x

- **L'équipe :**

Une directrice qui est actuellement salariée depuis 2 ans supervisera une équipe d'animation dont le nombre sera fonction des effectifs : 1 animateur pour 10 enfants. Ces animateurs sont des animateurs disposant de diplômes professionnels (BPJEPS ou Staps) salariés à temps complet au sein de l'association. L'équipe sera composée dans un souci de mixité des genres, des spécialités et des expériences. Elle sera complétée par des stagiaires BAFA.

- **Les partenaires pédagogiques et techniques :**

=> Liste des partenaires actuellement en contact avec le MUC Vacances :

L'ensemble de nos partenaires pédagogiques et techniques est issu du monde associatif. Depuis 1996, les associations MUCistes (mais pas seulement) ont cerné les intérêts nombreux à figurer au programme des activités MUC Vacances, à savoir notamment : la possibilité de faire découvrir à un maximum d'enfants son activité et son association dans l'objectif « d'attirer » de nouveaux licenciés vers une pratique régulière ; mais aussi l'opportunité de pérenniser des emplois d'encadrants sportifs diplômés en les mettant à la disposition du MUC Vacances pendant les vacances scolaires notamment. Toutes les associations qui gravitent autour de notre dispositif ont donc rapidement mesuré l'importance de se positionner sur ces nouveaux temps éducatifs élargissant ainsi la promotion de leur activité.

Partenaires	Activité principale
MUC Roller Hockey (Mantas)	Roller & Roller Hockey
MUC Canoë-Kayak (MACKUC)	Canoë-Kayak
MUC Baseball (Barracudas)	Baseball
MUC Basketball	Basketball
MUC Aviron	Aviron
MUC Athlétisme	Athlétisme
MUC Football	Football
MUC Volley-Ball (MAVUC)	Volley-Ball
MUC Trampoline (Pit Air Pan)	Trampoline
MUC Skate (Boardergang)	Skateboard
MUC Lutte	Lutte
MUC Kung Fu	Kung Fu
Escalabel	Escalade
Providanse	Hip hop
MAHC Vipers	Hockey sur Glace
Free Bike Racing	Sécurité routière moto
Roxie Hart	Comédie musicale
Cuisti-Nez	Cuisine

C'est une opportunité pour toutes ces associations qui œuvrent au quotidien pour faire évoluer leur structure dans une société où le bénévolat n'est plus aussi répandu qu'avant. C'est surtout une richesse pour le MUC Vacances qui jouit de l'expertise de ses collaborateurs en termes d'encadrement et de matériel et d'une diversité de propositions auprès de ses adhérents. Grâce au soutien des 30 sections sportives du MUC, le MUC Vacances en a tiré son principal atout depuis sa création.

- **Les critères d'évaluation de votre projet :**

☐ **Qualité et pertinence de l'activité :**

- ✓ Le « succès » auprès des enfants : le sourire dans l'activité ; l'intérêt porté à l'activité (pose des questions ; s'interroge sur une pratique club, en a parlé à ses copains ; retour positif de la famille...) ; le taux d'échec (enfants qui abandonnent en cours de séance ou de cycle ; souhaite changer d'activités...) ;
- ✓ Le taux de présence : évaluation du taux de présence, de réinscription ;

- ✓ Variation des adhésions au sein des ALSH du mercredi et des vacances scolaires ;
- ✓ Variation des adhésions dans les associations impliquées dans le projet (variation immédiate & prochaine saison sportive) ;

□ **Qualité et pertinence de l'organisation :**

- ✓ Evaluation par les directeurs et les coordinateurs de la bonne atteinte du cahier des charges par l'intervenant en terme d'objectifs pédagogiques ;
- ✓ Assiduité de l'ensemble de l'équipe (quel turnover ?) ;
- ✓ Variation des inscriptions sur année n+1 ;
- ✓ Bilan comptable du projet (justesse du prévisionnel, des coûts engendrés...) ;
- ✓ Variation des partenaires impliqués dans le projet ;
- ✓ Sollicitation à étendre (ou réduire) notre champ d'intervention pour l'année n+1

➔ **Financement :**

Ce projet fait-il l'objet d'une demande d'aide financière (investissement) auprès de :

La Caf ☒

Autre : Ville de Montpellier (prestation de service & subvention municipale)

**Références obligatoires à rappeler :**

Dossier n° :

Commune d'implantation de l'équipement **Montpellier**

Rappel : le N° de votre dossier figure sur les courriers envoyés par la Caf

DEMANDE D'AVANCE - ANNEE 2014

Je soussigné(e), **Marle-Elisabeth Fromental**

représentant légal de l'équipement ci-dessus,**souhaite bénéficier d'une avance sur la prestation de service prévisionnelle 2014**

Cochez la case de votre choix

OUI

X

NON

**Nom et qualité du signataire
(représentant légal ou
délégué du gestionnaire)**

Cachet et signature

LES FRANCAIS DE L'HERAULT
Le Capitole n°203
6, Rue des Bougainvillées
34070 MONTPELLIER
Tél. 04 67 06 82 82
www.francais34.fr

Feuille 2 : Données activité prévisionnelles 2014 ALSH

Enfants - 6ans, + 6 ans et ados

Dossier N° : _____

Commune : **Montpellier**

Equipement : **cevennes**

*Joindre le récépissé Ddcs 2013/2014

Enfants - 6ans

Les périodes	Fonctionnement				Nbre d'heures prévues
	Nbre de places déclarées*	Nbre de jours d'ouverture	Amplitude horaire	Capacité théorique	
Petites vacances					
Hiver				0	1400
Printemps				0	
Toussaint	16	10	10	1600	
Noël	8	3	10	240	180
Total Mini séjours				0	
Sous total		13		1840	1580

Vacances d'été					
Juillet				0	
Août				0	
Total Mini séjours				0	
Sous total		0		0	0

Mercredi et Samedi					
Mercredi (01-01-2014 au 31-08-2014)				0	
Mercredi (01-09-2014 au 31-12-2014)	16	9	6	864	756
Samedi (01-01-2014 au 31-08-2014)				0	
Samedi (01-09-2014 au 31-12-2014)				0	
Total Mini séjours				0	
Sous total		9		864	756
				Total	2336

Nom et qualité du signataire (représentant légal ou délégataire du gestionnaire)

Pour le Président
et par délégation
La Directrice Départementale
Marie-Elisabeth FROMENTAL

Cachet et signature :

LES FRANCES DE L'HERAULT
Le Capitote
6, rue des Bougainvillées
34070 MONTPELLIER
Tél. 04 67 06 82 82
www.francesdeherault.fr

167

Feuille 2 : Données activité 2014 ALSH

Dossier N° :

Commune :

Montpellier

Equipement :

Cévennes

Enfants + 6 ans et ados

Les périodes

Fonctionnement				
Nbre de places déclarées*	Nbre de jours d'ouverture	Amplitude horaire réelle	Capacité théorique	Nbre d'heures prévues

Autres/soirées (saisir l'amplitude horaire maximale)

Lundi, Mardi, Jeudi, Vendredi (01-01-2014 au 31-08-2014)			0	
Lundi, Mardi, Jeudi, Vendredi (01-09-2014 au 31-12-2014)			0	
Sous total		0	0	0

Petites vacances

Hiver				0	
Printemps				0	
Toussaint	20	10	10	2000	1800
Noël	12	3	10	360	300
Total Mini séjours				0	
Sous total		13		2360	2100

Vacances d'été

Juillet				0	
Août				0	
Total Mini séjours				0	
Sous total		0		0	0

Mercredi et Samedi

Mercredi (01-01-2014 au 31-08-2014)				0	
Mercredi (01-09-2014 au 31-12-2014)	20	9	6	1080	972
Samedi (01-01-2014 au 31-08-2014)				0	
Samedi (01-09-2014 au 31-12-2014)				0	
Total Mini séjours				0	
Sous total		9		1080	972
Total				3072	

Nom et qualité du signataire (représentant légal ou délégataire du gestionnaire)

Pour le Président
et par délégation
La Directrice Départementale
Marie-Elisabeth PROBERTAL

LES FRANCHISES DE L'HERAULT
6, Rue des Minvillées
34070 Montpellier
Tél 04 67 86 82 82
www.franchises.fr

168

Feuille 3 : Données financières prévisionnelles 2014 ALSH

Dossier n° : 0

Commune : Montpellier

Equipement : cevennes

COMPTES DE CHARGES		
604	Achats de prestations pour activités (piscine, ...)	558,00
606	Energie et fluides (électricité, eau, gaz, carburant)	
606	Denrées alimentaires	
606	Fournitures entretien et petit équipement	37,20
606	Fournitures diverses	37,20
60	Total Achats	632,40
611	Sous traitance (restauration)	676,85
613	Locations (loyer + charges locatives)	
613	Location de matériel	
615	Entretien et réparations	
616	Primes d'assurance	148,80
618	Divers (documentations, frais de conférences, ...)	37,20
61	Total Services extérieurs	862,85
621	Personnel extérieur facturé à la structure (interim, ...)	1 437,80
622	Rémunération d'intermédiaires et honoraires (comptable, commissaire aux comptes, ...)	
623	Publicité, publications, relations publiques	74,40
624	Transports liés à l'activité	600,00
626	Frais postaux et de télécommunication	36,00
628	Frais de formation	
628	Divers (à préciser)	74,40
62	Total Autres services extérieurs	2 222,60
63 A	Impôts et taxes liés aux rémunérations	
63 B	Autres impôts et taxes	
641	Rémunération du personnel (hors personnel cantine)	13 070,00
645	Charges sociales	
648	Autres charges du personnel	
64	Total Charges de personnel	13 070,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	
658	Charges diverses de gestion courante (Sacem, arrondis, ...)	1 510,91
65	Total Autres charges de gestion courante	1 510,91
66	Charges financières	
67	Charges exceptionnelles	
68	Dotation aux amortissements	
68	Dotation aux provisions	
68	Total Dotations aux amortissements et provisions	0,00
69	Impôts sur les bénéfices	
86	Contributions en nature	2 500,00
	TOTAL Classe 6	20 798,76
12000	Excédent de l'exercice (+)	

Nom et qualité du signataire (représentant légal ou délégataire du gestionnaire) :

Signature et
cachet

LES FRANGES DE L'HERAULT
1, A Capitole 34000
8, Rue des Bougainvillées
34070 MONTPELLIER
Tél 04 67 06 82 82
www.francas34.fr

Feuille 4 : Données financières prévisionnelles 2014 ALSH

Dossier n° : 0

Commune : Montpellier

Equipement : cevennes

COMPTES DE PRODUITS		
70601	Participation des usagers	4 918,00
70623	Prestation de service Caf	2 976,77
70642	Autres (CE, cotisations annuelles, frais d'adhésion, aides aux loisirs, ...)	3 266,00
70	Total Prestations de service	11 160,77
741	Subvention de fonctionnement et prestation de service de l'Etat (Fonjep)	
742	Subvention de fonctionnement et prestation de service de la Région	
743	Subvention de fonctionnement et prestation de service du Département	
744	Total Subventions de fonctionnement communales	2 086,80
	Commune de : Montpellier	2 086,80
	Commune de :	
	Commune de :	
	Commune de :	
7451	Subvention et prestation de service autres organismes nationaux (Msa, Caisse maritime, ...)	
7452	Autres subvention de fonctionnement de la Caf (Face], Fapt, ...)	
746	Subvention exploitation Epcl	
747	Subvention exploitation entreprise	
748	Autres subventions de fonctionnement (à préciser)	
74	Total Subventions	2 086,80
758	Autres produits de gestion courante	
75	Total Produits de gestion courante	0,00
762	Produits des immobilisations financières	
768	Produits financiers (revenus de placement)	
76	Total Produits financiers	0,00
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion (dons, ...)	
778	Produits exceptionnels	
77	Total Produits exceptionnels	0,00
781	Reprise sur amortissements	
786	Reprise sur provisions	
78	Total Reprise sur amortissements et prov.	0,00
791	Aides forfaitaires reçues dans le cadre de la formation ou des dispositifs à l'emploi (Cnasea, Gdfpe, ...)	5 051,19
79	Transfert de charges (indemnités journalières)	
79	Total Transfert de charges	5 051,19
87	Contrepartie Contributions en nature	2 500,00
	TOTAL Classe 7	20 798,76
12900	Déficit de l'exercice (-)	

Nom et qualité du signataire (représentant légal ou délégataire du gestionnaire) :

Signature et cachet

LES FRANCAIS DE L'HERAULT
 Le Capitole 34000
 8, Rue des Bougainvillées
 34070 MONTPELLIER
 Tél. 04 67 06 82 82

Fiche projet **Le projet de création ou de développement** (compléter une fiche par projet)

Tout projet de création ou de développement est soumis aux conditions particulières que sont les enveloppes financières limitatives et le classement des communes effectué à partir de critères nationaux.

→ **Intitulé du projet : Centre de loisirs Cévennes**

→ **Type de projet :** Création ☒ Développement ☐

→ **Commune d'implantation : Montpellier**

→ **Date d'ouverture ou de début de l'activité : 8 octobre 2014**

→ **Porteurs du projet : Association Les Francas de l'Hérault**
collectivité, association, entreprise...

→ **Référent à contacter :**

Nom et prénom : Marie-Elisabeth Fromental
Fonction : Directrice
Téléphone : 0467068284
Courriel : marieelisabethfromental@francas34.fr

→ **Origine du projet :**

Les éléments qui ont initié le projet (étude de besoin).

La mise en place de la réfondation de l'école et des nouveaux rythmes scolaires a fait émerger un besoin d'accueil de proximité. La ville de Montpellier a mis en place des centres de loisirs « référents » à chaque école dans un périmètre équivalent à 10 minutes à pied du centre de loisirs.

Dans le quartier des Cévennes, les deux écoles sont distantes d'un parcours équivalent à une vingtaine de minutes à pieds, ce qui pour les enfants en particulier d'âge maternel représente une longue distance.

Actuellement ce sont une vingtaine d'enfants qui font le trajet le mercredi à partir de 11h45. Il semble d'autre part que des parents se sont organisés pour faire du co-voiturage afin d'accompagner les enfants sur d'autres lieux d'accueil.

Il apparaît ainsi que l'ouverture d'un centre de loisirs éducatif au sein même de l'école Sun Yat Sen et Maria Callas soit pertinent.

→ **Projet détaillé :**

Service proposé, locaux, personnel, partenariat ...

Les locaux mis à disposition sont spacieux :

Dans l'école élémentaire Sun Yat Sen : une salle de 80 m², des sanitaires, des cours extérieures, un terrain de sport (foot, basket, ...), un gymnase

Dans l'école maternelle Maria Callas : une salle polyvalente de plus de 50 m², des sanitaires adaptés aux enfants, un dortoir de 49 lits, une salle de restauration.

Les personnels municipaux mis à disposition gèrent le temps de restauration les mercredis (réception et chauffe des plats, mise et débarrassage des tables, entretien de la vaisselle et du restaurant.

→ **Financement :**

Ce projet fait-il l'objet d'une demande d'aide financière (investissement) auprès de :

La Caf ☐ Autre :



PRESTATION DE SERVICE ALSH EXTRASCOLAIRE Données prévisionnelles 2014

Feuille 1 : IDENTIFICATION DU GESTIONNAIRE

Références obligatoires à rappeler :

Dossier n° :

Commune d'implantation de l'équipement **MONTPELLIER**

Rappel : le N° de votre dossier figure sur les courriers envoyés par la Caf

Gestionnaire :	CD UFOLEP 34
Adresse :	66 ESPLANADE DE L'EGALITE 34080 MONTPELLIER
N° Siren :	306 289 695 000 42
Mall :	ufolep-34@live.fr
Téléphone :	04 67 67 41 63
Fax :	
Equipement :	ALSH MIXTE VOLTAIRE / PAGNOL
Adresse :	157 Rue H, SELLIER / 305 Rue G, BRASSENS 34070 MONTPELLIER
N° Siret :	306 289 695 000 42
Mall :	ufolep-34@live.fr
Téléphone :	06,51,52,97,84
Fax :	
Interlocuteur (Nom-Prénom) :	VOISIN DELPHINE
Fonction :	Coordonatrice des ALSH UFOLEP ANIMATION
Mall :	d.voisin,ufolep34@live.fr
Téléphone :	04 67 67 41 65

DEMANDE D'AVANCE - ANNEE 2014

Je soussigné(e), **HENRI QUATREFAGES**

représentant légal de l'équipement ci-dessus,

souhaite bénéficier d'une avance sur la prestation de service prévisionnelle 2014

Cochez la case de votre choix

OUI

☒

NON

☐

Nom et qualité du signataire
(représentant légal ou
délégué du gestionnaire)

DELEUZE CAROLINE
DELEGUEE DEPARTEMENTALE

Cachet et signature

**COMITE DEPARTEMENTAL
UFOLEP**
Maison Départementale des Sports
ZAC Pierres Vives - Esplanade de l'Égalité - BP 7250
34086 MONTPELLIER Cedex 4
Tél. : 04 67 67 41 63
Email : ufolep34@live.fr

Feuille 2 : Données activité prévisionnelles 2014 ALSH

Enfants - 6ans, + 6 ans et ados

Dossier N° :

Commune : **MONTPELLIER**

Equipement :

*Joindre le récépissé Ddcs 2013/2014

Enfants - 6ans

Les périodes	Fonctionnement				Nbre d'heures prévues
	Nbre de places déclarées*	Nbre de jours d'ouverture	Amplitude horaire	Capacité théorique	
Petites vacances					
Hiver	0	0	0	0	0
Printemps	0	0	0	0	0
Toussaint	32	10	8	2560	1840
Noël	0	0	0	0	0
Total Mini séjours	0	0	0	0	0
Sous total		10		2560	1840

Vacances d'été					
Juillet	0	0	0	0	0
Août	0	0	0	0	0
Total Mini séjours	0	0	0	0	0
Sous total		0		0	0

Mercredi et Samedi					
Mercredi (01-01-2014 au 31-08-2014)	0	0	0	0	0
Mercredi (01-09-2014 au 31-12-2014)	32	14	6	2688	1932
Samedi (01-01-2014 au 31-08-2014)	0	0	0	0	0
Samedi (01-09-2014 au 31-12-2014)	0	0	0	0	0
Total Mini séjours	0	0	0	0	0
Sous total		14		2688	1932
Total					3772

Nom et qualité du signataire (représentant légal ou délégataire du gestionnaire)

CAROLINE DELEUZE DELEGUEE DEPARTEMENTALE

Cachet et signature :

**COMITE DEPARTEMENTAL
UFOLEP**

Maison Départementale des Sports
ZAC Pierre Vives - Esplanade de l'Europe - BP 1780
34086 MONTPELLIER Cedex 4
Tél : 04 67 41 41 41
www.montpellier-sports.fr

Feuille 2 : Données activité 2014 ALSH

Dossier N° :

Commune :

MONTPELLIER

Equipement :

Enfants + 6 ans et ados

Les périodes	Fonctionnement				Nbre d'heures prévues
	Nbre de places déclarées*	Nbre de jours d'ouverture	Amplitude horaire réelle	Capacité théorique	
Autres/soirées (saisir l'amplitude horaire maximale)					
Lundi, Mardi, Jeudi, Vendredi (01-01-2014 au 31-08-2014)				0	
Lundi, Mardi, Jeudi, Vendredi (01-09-2014 au 31-12-2014)				0	
Sous total		0		0	0

Petites vacances

Hiver	0	0	0	0	0
Printemps	0	0	0	0	0
Toussaint	36	10	8	2880	2000
Noël	0	0	0	0	0
Total Mini séjours	0	0	0	0	0
Sous total		10		2880	2000

Vacances d'été

Juillet	0	0	0	0	0
Août	0	0	0	0	0
Total Mini séjours	0	0	0	0	0
Sous total		0		0	0

Mercredi et Samedi

Mercredi (01-01-2014 au 31-08-2014)	0	0	0	0	0
Mercredi (01-09-2014 au 31-12-2014)	36	14	6	3024	2100
Samedi (01-01-2014 au 31-08-2014)	0	0	0	0	0
Samedi (01-09-2014 au 31-12-2014)	0	0	0	0	0
Total Mini séjours	0	0	0	0	0
Sous total		14		3024	2100
Total					4100

Nom et qualité du signataire (représentant légal ou délégataire du gestionnaire)

CAROLINE DELEUZE DELEGUEE DEPARTEMENTALE

Cachet et signature :

COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP

Maison Départementale des Sports
ZAC Pierres Vives - Exploitation de la Vallée - BP 7250
34096 MONTPELLIER Cedex 24
Tél : 04 67 67 42 83
Email : cdp@ufolep.fr

Feuille 3 : Données financières prévisionnelles 2014 ALSH

Dossier n° : 0

Commune : MONTPELLIER

Equipement : 0

COMPTES DE CHARGES		
604	Achats de prestations pour activités (piscine, ...)	450,00
606	Energie et fluides (électricité, eau, gaz, carburant)	
606	Denrées alimentaires	150,00
606	Fournitures entretien et petit équipement	200,00
606	Fournitures diverses	100,00
60	Total Achats	900,00
611	Sous traitance (restauration)	
613	Locations (loyer + charges locatives)	
613	Location de matériel	
615	Entretien et réparations	
616	Primes d'assurance	120,00
618	Divers (documentations, frais de conférences, ...)	
61	Total Services extérieurs	120,00
621	Personnel extérieur facturé à la structure (interim, ...)	
622	Rémunération d'intermédiaires et honoraires (comptable, commissaire aux comptes, ...)	480,00
623	Publicité, publications, relations publiques	
624	Transports liés à l'activité	500,00
626	Frais postaux et de télécommunication	250,00
628	Frais de formation	
628	Divers (à préciser)	
62	Total Autres services extérieurs	1 230,00
63 A	Impôts et taxes liés aux rémunérations	
63 B	Autres impôts et taxes	
641	Rémunération du personnel (hors personnel cantine)	11 225,00
645	Charges sociales	4 717,00
648	Autres charges du personnel	2 269,00
64	Total Charges de personnel	18 211,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	
658	Charges diverses de gestion courante (Sacem, arrondis, ...)	
65	Total Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	
67	Charges exceptionnelles	
68	Dotation aux amortissements	
68	Dotation aux provisions	
68	Total Dotations aux amortissements et provisions	0,00
69	Impôts sur les bénéfices	
86	Contributions en nature	3 300,00
	TOTAL Classe 6	23 761,00
12000	Excédent de l'exercice (+)	

Nom et qualité du signataire (représentant légal ou délégataire du gestionnaire) :

CAROLINE DEPARTEMENTALE DELEGUEE DEPARTEMENTALE

Signature et
cachet

**COMITE DEPARTEMENTAL
UFOLEP**

Maison Départementale des Sports
ZAC Plaines Vertes - Extension de l'école - 34086 MONTPELLIER Cedex 4
Tél : 04 67 67 67 63
Email : cde@ufolep.fr

Feuille 4 : Données financières prévisionnelles 2014 ALSH

Dossier n° : 0

Commune : MONTPELLIER

Equipement : 0

COMPTES DE PRODUITS		
70601	Participation des usagers	11 310,00
70623	Prestation de service Caf	3 936,00
70642	Autres (CE, cotisations annuelles, frais d'adhésion, aides aux loisirs, ...)	2 158,00
70	Total Prestations de service	17 404,00
741	Subvention de fonctionnement et prestation de service de l'Etat (Fonjep)	
742	Subvention de fonctionnement et prestation de service de la Région	
743	Subvention de fonctionnement et prestation de service du Département	
744	Total Subventions de fonctionnement communales	3 057,00
	Commune de : Montpellier.....	3 057,00
	Commune de :	
	Commune de :	
	Commune de :	
7451	Subvention et prestation de service autres organismes nationaux (Msa, Caisse maritime, ...)	
7452	Autres subvention de fonctionnement de la Caf (Facej, Fapt, ...)	
746	Subvention exploitation Epci	
747	Subvention exploitation entreprise	
748	Autres subventions de fonctionnement (à préciser)	
74	Total Subventions	3 057,00
758	Autres produits de gestion courante	
75	Total Produits de gestion courante	0,00
762	Produits des immobilisations financières	
766	Produits financiers (revenus de placement)	
76	Total Produits financiers	0,00
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion (dons, ...)	
778	Produits exceptionnels	
77	Total Produits exceptionnels	0,00
781	Reprise sur amortissements	
786	Reprise sur provisions	
78	Total Reprise sur amortissements et prov.	0,00
791	Aides forfaitaires reçues dans le cadre de la formation ou des dispositifs à l'emploi (Cnasea, Gdfpe, ...)	
79	Transfert de charges (indemnités journalières)	
79	Total Transfert de charges	0,00
87	Contrepartie Contributions en nature	3 300,00
TOTAL Classe 7		23 761,00
12900	Déficit de l'exercice (-)	

Nom et qualité du signataire (représentant légal ou délégataire du gestionnaire) :

Signature et cachet

CAROLINE DEPARTEMENTALE DELEGUEE DEPARTEMENTALE

**COMITE DEPARTEMENTAL
UF0LEP**

Maison Départementale des Sports
ZAC Pierres Vives - Extension de l'agglomération - BP 1250
34088 MONTPELLIER Cedex 4
Tél : 04 67 87 41 63
Email : uf0lep-34@live.fr

Fiche projet **Le projet de création ou de développement** (Compléter une fiche par projet)

Tout projet de création ou de développement est soumis aux conditions particulières que sont les enveloppes financières limitatives et le classement des communes effectué à partir de critères nationaux.

→ **Intitulé du projet : ALSH UFOLEP VOLTAIRE / PAGNOL**

→ **Type de projet : Création** ☒ **Développement** ☐

→ **Commune d'implantation : MONTPELLIER**

→ **Date d'ouverture ou de début de l'activité : 3 SEPTEMBRE 2014**

→ **Porteurs du projet : COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 34**
collectivité, association, entreprise...

→ **Référent à contacter :**

Nom et prénom : VOISIN DELPHINE
Fonction : COORDINATRICE ALSH UFOLEP
Téléphone : 04 67 67 41 65
Courriel : ufolep-34@live.fr

→ **Origine du projet :**

Les éléments qui ont initié le projet (étude de besoin).

- Le souhait de développer de nouveaux ALSH dans d'autres quartiers de la ville de Montpellier afin d'impulser une dynamique d'éducation populaire autour de la pratique sportive et de l'éveil corporel pour les enfants de 3 à 11 ans.
- Le manque de places d'accueil sur le territoire croix d'argent
- De répondre aux besoins des familles

→ **Projet détaillé :**

Service proposé, locaux, personnel, partenariat ...

- Accueil de loisirs pour les enfants de 3 à 6 ans dans les locaux de l'école M.Pagnol et pour les enfants de 7/11 ans dans les locaux de l'école Voltaire

32 places groupes maternel 3/6 ans
36 places groupes primaires 7/11 ans

- ouverture tous les mercredis de 11h45 à 18h30 et vacances scolaires de 8h à 18h30

→ **Financement :**

Ce projet fait-il l'objet d'une demande d'aide financière (investissement) auprès de :
La Caf ☐ Autre :

177



**PRESTATION DE SERVICE ALSH
EXTRASCOLAIRE
Données prévisionnelles 2014**

Feuille 1 : IDENTIFICATION DU GESTIONNAIRE

Références obligatoires à rappeler :

Dossier n° :

Commune d'implantation de l'équipement **MONTPELLIER**

Rappel : le N° de votre dossier figure sur les courriers envoyés par la Cal

Gestionnaire :	ASSOCIATION VACANCES EVASION
Adresse :	Immeuble Jacques Cartier 394 rue Léon Blum 34000 MONTPELLIER
N° Siren :	38805773900046
Mail :	info@vaceva.com
Téléphone :	04 99 13 71 10
Fax :	04 99 13 71 11
Equipement :	Alsh Maternel Florian
Adresse :	49 rue de la Méditerranée 34000 MONTPELLIER
N° Siret :	38805773900046
Mail :	florian@vaceva.com
Téléphone :	07 82 52 36 71
Fax :	04 99 13 71 11
Interlocuteur (Nom-Prénom) :	Jean Marc MAHE
Fonction :	Directeur général
Mail :	jmm@vaceva.com
Téléphone :	04 99 13 71 12

DEMANDE D'AVANCE - ANNEE 2014

Je soussigné(e), **Jean Marc MAHE**

représentant légal de l'équipement ci-dessus,

souhaite bénéficier d'une avance sur la prestation de service prévisionnelle 2014

Cochez la case de votre choix

OUI ☒ X

NON ☐

Nom et qualité du signataire
(représentant légal ou
délégué du gestionnaire)

Jean Marc MAHE Directeur général

Cachet et signature

Association Vacances Evasion
394 rue Léon Blum
34000 MONTPELLIER
Tél. 04 99 13 71 10
Fax 04 99 13 71 11
www.vaceva.com

Feuille 2 : Données activité prévisionnelles 2014 ALSH

Enfants - 6ans, + 6 ans et ados

Dossier N° :

Commune : MONTPELLIER

Equipement : ALSH Maternel Florian

*Joindre le récépissé Ddcs 2013/2014

Enfants - 6ans

Les périodes	Fonctionnement				Nbre d'heures prévues
	Nbre de places déclarées*	Nbre de jours d'ouverture	Amplitude horaire	Capacité théorique	
Petites vacances					
Hiver	32	9	8	0	1728
Printemps				0	
Toussaint				2304	
Noël				0	
Total Mini séjours				0	
Sous total		9		2304	1728

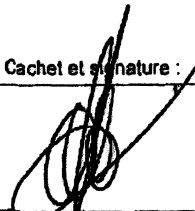
Vacances d'été					
Juillet				0	
Août				0	
Total Mini séjours				0	
Sous total		0		0	0

Mercredi et Samedi					
Mercredi (01-01-2014 au 31-08-2014)	32	14	4	0	1568
Mercredi (01-09-2014 au 31-12-2014)				1792	
Samedi (01-01-2014 au 31-08-2014)				0	
Samedi (01-09-2014 au 31-12-2014)				0	
Total Mini séjours				0	
Sous total		14		1792	1568
				Total	3296

Nom et qualité du signataire (représentant légal ou délégataire du gestionnaire)

Jean Marc MAHE Directeur général

Cachet et signature :



Feuille 3 : Données financières prévisionnelles 2014 ALSH

Dossier n° : 0

Commune : MONTPELLIER

Equipement : ALSH Maternel Florian

COMPTES DE CHARGES		
604	Achats de prestations pour activités (piscine, ...)	100,00
606	Energie et fluides (électricité, eau, gaz, carburant)	0,00
606	Denrées alimentaires	350,00
606	Fournitures entretien et petit équipement	300,00
606	Fournitures diverses	100,00
60	Total Achats	850,00
611	Sous traitance (restauration)	1 300,00
613	Locations (loyer + charges locatives)	300,00
613	Location de matériel	0,00
615	Entretien et réparations	0,00
616	Primes d'assurance	65,00
618	Divers (documentations, frais de conférences, ...)	45,00
61	Total Services extérieurs	1 710,00
621	Personnel extérieur facturé à la structure (interim, ...)	
622	Rémunération d'intermédiaires et honoraires (comptable, commissaire aux comptes, ...)	
623	Publicité, publications, relations publiques	
624	Transports liés à l'activité	400,00
626	Frais postaux et de télécommunication	200,00
628	Frais de formation	
628	Divers (à préciser)	
62	Total Autres services extérieurs	600,00
63 A	Impôts et taxes liés aux rémunérations	
63 B	Autres impôts et taxes	
641	Rémunération du personnel (hors personnel cantine)	7 000,00
645	Charges sociales	2 000,00
648	Autres charges du personnel	
64	Total Charges de personnel	9 000,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	
658	Charges diverses de gestion courante (Sacem, arrondis, ...)	
65	Total Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	
67	Charges exceptionnelles	
68	Dotation aux amortissements	
68	Dotation aux provisions	
68	Total Dotations aux amortissements et provisions	0,00
69	Impôts sur les bénéfices	
86	Contributions en nature	1 000,00
	TOTAL Classe 6	13 160,00
12000	Excédent de l'exercice (+)	

Nom et qualité du signataire (représentant légal ou délégataire du gestionnaire) :

Jean Marc MAHE Directeur général

Signature et
cachet



Feuille 4 : Données financières prévisionnelles 2014 ALSH

Dossier n° : 0

Commune : MONTPELLIER

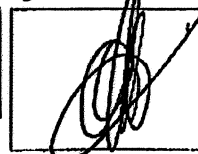
Equipement : ALSH Maternel Florian

COMPTES DE PRODUITS		
70601	Participation des usagers	8 212,00
70623	Prestation de service Caf	1 648,00
70642	Autres (CE, cotisations annuelles, frais d'adhésion, aides aux loisirs, ...)	1 000,00
70	Total Prestations de service	10 860,00
741	Subvention de fonctionnement et prestation de service de l'Etat (Fonjep)	
742	Subvention de fonctionnement et prestation de service de la Région	
743	Subvention de fonctionnement et prestation de service du Département	
744	Total Subventions de fonctionnement communales	1 300,00
	Commune de : Montpellier	1 300,00
	Commune de :	
	Commune de :	
	Commune de :	
7451	Subvention et prestation de service autres organismes nationaux (Msa, Caisse maritime, ...)	
7452	Autres subvention de fonctionnement de la Caf (Facej, Fapt, ...)	
746	Subvention exploitation Epci	
747	Subvention exploitation entreprise	
748	Autres subventions de fonctionnement (à préciser)	
74	Total Subventions	1 300,00
758	Autres produits de gestion courante	
75	Total Produits de gestion courante	0,00
762	Produits des immobilisations financières	
768	Produits financiers (revenus de placement)	
76	Total Produits financiers	0,00
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion (dons, ...)	
778	Produits exceptionnels	
77	Total Produits exceptionnels	0,00
781	Reprise sur amortissements	
786	Reprise sur provisions	
78	Total Reprise sur amortissements et prov.	0,00
791	Aides forfaitaires reçues dans le cadre de la formation ou des dispositifs à l'emploi (Cnasea, Gdfpe, ...)	
79	Transfert de charges (indemnités journalières)	
79	Total Transfert de charges	0,00
87	Contrepartie Contributions en nature	1 000,00
TOTAL Classe 7		13 160,00
12900	Déficit de l'exercice (-)	

Nom et qualité du signataire (représentant légal ou délégataire du gestionnaire) :

Jean Marc MAHE Directeur général

Signature et cachet



Fiche projet Le projet de création ou de développement (compléter une fiche par projet)

Tout projet de création ou de développement est soumis aux conditions particulières que sont les enveloppes financières limitatives et le classement des communes effectué à partir de critères nationaux.

→ Intitulé du projet : Ouverture ALSH maternel Florian

→ Type de projet : Création ☒ Développement ☐

→ Commune d'implantation : 49 Rue de la Méditerranée 34000 MONTPELLIER

→ Date d'ouverture ou de début de l'activité : 3/09/2014

→ Porteurs du projet :

Association Vacances Evasion Immeuble Jacques Cartier 394 rue Léon Blum. 34000 MONTPELLIER

→ Référent à contacter :

Nom et prénom : MAHE Jean Marc
Fonction : Directeur général
Téléphone : 04 99 13 71 12
Courriel : jmm@vaceva.com

→ Origine du projet :

Les éléments qui ont initié le projet (étude de besoin).

La mise en place des nouveaux rythmes scolaires a modifié la fréquentation classiques des accueils de loisirs avec notamment, l'apparition de nombreuses écoles sans implantation d'accueils de loisirs et la difficulté des familles d'acheminer leur enfant à la sortie des classes le mercredi. L'organisation de petibus a été mise en place chaque fois que possible mais se heurte à des limites de distances pour les enfants de 3 à 6 ans.

Les écoles Florian et Figuier, étaient au départ pressenties pour un petitbus vers 2 de nos accueils de loisirs du centre-ville mais la distance et les besoins exprimés ont eu raison de proposer l'ouverture d'un accueil de loisirs nouveau plus proche pour les enfants et déjà implanté à proximité d'un accueil de loisirs élémentaire municipal.

→ Projet détaillé :

Ouverture des mercredis après-midis et vacances scolaires.

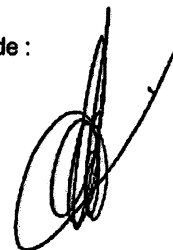
Acheminement les mercredis midis des enfants en provenance de l'école Figuier.

Inscription sur le siège de Vacances Evasion.

Recrutement d'une équipe pédagogique en lien avec les temps périscolaires sur une autre école de proximité (directeurs, animateurs permanents).

→ Financement :

Ce projet fait-il l'objet d'une demande d'aide financière (investissement) auprès de :
Mairie de Montpellier
CAF De Montpellier



Les données quantitatives et financières de l'action
(compléter une fiche par action)

Gestionnaire :

Mairie de Montpellier

Date de démarrage :

15-nov-14

Type de projet :

Création de poste

	2014
ETP	1

Données financières (coût du poste en année pleine)	2014
Charges de personnel	43 200,00
Autres charges	
Total des charges	43 200,00
Subvention collectivité	43 200,00
Autres	
Total des recettes	43 200,00

Date, signature, cachet

11 SEP. 2014

Madame Isabelle MARSALA
Adjointe au Maire
déléguée à l'Éducation

AVIS DE VACANCE DE POSTE **Gestionnaire des dispositifs partenariaux (H/F)**

Réf : AP/N°19/14

APPEL A CANDIDATURE INTERNE - (à afficher dès réception)

DATE DE DIFFUSION : le 28 août 2014

IDENTIFICATION DU POSTE	PROFIL DE POSTE
<p><u>DIRECTION :</u></p> <p>Direction de l'Education</p> <p><u>SERVICE :</u></p> <p>Action Scolaire et Politique Educative</p> <p><u>CADRE D'EMPLOIS :</u></p> <p>Attaché</p> <p><u>QUALITES SOUHAITEES :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -Qualités relationnelles -Rigueur et organisation -Autonomie -Polyvalence -Capacité à travailler en équipe et en transversalité -Sens de l'initiative et force de proposition <p><u>CONNAISSANCES SOUHAITEES :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -Piloter un projet -Analyser et suivre des données financières -Réglementation des dispositifs partenariaux (ALAE, ALSH, CLAS, TAP, accueils spécifiques) -Outils bureautiques et logiciels spécifiques 	<p><u>ACTIVITES :</u></p> <p>Assurer le suivi pédagogique des dispositifs partenariaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Recueillir les projets éducatifs par secteur, - Harmoniser la forme et vérifier la conformité avec les objectifs du PEdT, - Assurer la diffusion en interne et auprès des partenaires externes. <p>Assurer le suivi administratif et financier des dispositifs partenariaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elaborer des outils de recueil des données des suivis quantitatifs et qualitatifs des dispositifs, - Recueillir les données par secteur - Vérifier la recevabilité en lien avec les RALM, - Consolider ces données par secteur lorsque le périmètre diffère des 7 grands quartiers, - Assurer la diffusion des données auprès des partenaires externes dans le respect des échéances, <p>Assurer le lien avec les partenaires externes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préparer les réunions de suivi et de pilotage des différents dispositifs en interne et en externe, - Elaborer les comptes rendus, - Assurer la diffusion de l'information en lien avec le responsable de l'animation et de la politique éducative. <p>Coordination et suivi qualitatif de l'appel à projets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer la coordination des associations intervenant dans le cadre de l'appel à projets PEdT en lien avec les RALM. - Assurer l'évaluation qualitative des associations intervenant dans le cadre de l'appel à projets en coordination avec les RALM - En coordination avec le chargé de mission auprès du responsable du service Ressources et Prospectives, s'assurer de la conformité de la prestation avec la convention établie entre la Ville et l'association. <p>Assurer un rôle de veille :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etre le garant du respect des échéances en lien avec le responsable de l'animation et de la politique éducative.
<p><u>Pour tout renseignement complémentaire sur le poste :</u></p> <p>Madame Cristel ARROUET, Directrice Adjointe de l'Education, poste : 27410</p> <p>Madame Karine BARBIER, Responsable du service Action Scolaire et Politiques Educatives, poste : 27989</p> <p>Veuillez transmettre votre candidature (CV et lettre de motivation impératifs) <u>en précisant la référence ci-dessus</u>, avant le 15 septembre 2014 par voie hiérarchique au service GPPE, Madame Audrey PLO : 27608</p>	

Toute correspondance doit être adressée à Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier
 Mairie de Montpellier-1, Place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER
 Tél. Mairie : 04 67 34 70 00 - Télécopieur N° 04 67 34 59 80 – Station de tramway : Hôtel de Ville – Moularès

184

Annexe 5.1 : Liste des pièces justificatives

I – Pièces justificatives relatives au(x) signataire(s)

I.1 – Collectivités territoriales – Etablissements publics

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Existence légale	Arrêté préfectoral portant création d'un SIVU / SIVOM / EPCI / Communauté de communes et détaillant le champ de compétence Numéro SIREN / SIRET	Attestation de non changement de situation
Vocation	Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale (détaillant les champs de compétence)	
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire	

I.2 – Entreprises (pour les contrats enfance et jeunesse signés avec un employeur)

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Vocation	Statuts	Attestation de non changement de situation
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly)	
Existence légale	Numéro SIREN / SIRET Extrait K bis du registre du commerce délivré et signé par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois	
Pérennité (opportunité de signer)	Compte de résultat et bilan relatifs à l'année précédant la demande (si l'entreprise existait en N-1)	Extrait K bis du registre du commerce délivré et signé par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois

25

I.3 – Associations – Mutuelles – Comités d'entreprise (pour les contrats enfance et jeunesse signés avec un employeur)

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Existence légale	<p>Pour les associations : récépissé de déclaration en Préfecture</p> <p>Pour les mutuelles : récépissé de demande d'immatriculation au registre national des mutuelles.</p> <p>Pour les comités d'entreprise : procès-verbal des dernières élections constitutives</p>	Attestation de non changement de situation
	Numéro SIREN / SIRET	
Vocation	Statuts	
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly)	
Capacité du contractant	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau.	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau.
Pérennité (opportunité de signer)	Compte de résultat et bilan relatifs à l'année précédant la demande (si l'association existait en N-1)	

126

II - Pièces justificatives relatives au CEJ

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Engagement à réaliser l'opération	Pour les CEJ signé avec un employeur : Lettres d'intention des employeurs réservataires de places	Pour les CEJ signé avec un employeur : Lettres d'intention des employeurs réservataires de places
Diagnostic territorial	Fiche diagnostic (cf. annexe 4 ci-dessus ; comprenant un état détaillant les structures, activités ou actions existant au cours de l'année précédant la signature de la convention)	Fiche diagnostic (cf. annexe 4 ci-dessus ; comprenant notamment un état détaillant les structures, activités ou actions existant au cours de l'année précédant la signature de la convention)
	Données relatives aux structures, activités, actions existant avant la signature du contrat	Données relatives aux structures, activités, actions existant avant la signature du contrat
Eléments financiers	<p><i>Pour les structures ne bénéficiant pas de la pso :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - relevé des données financières (compte de résultat) des structures, activités ou actions pour l'année précédant la signature du contrat <p><i>Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature du contrat, et bénéficiant de la pso :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les données nécessaires ont été déjà transmises à la caf 	<p><i>Pour les structures ne bénéficiant pas de la pso :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - relevé des données financières (compte de résultat) des structures, activités ou actions pour l'année précédant la signature du contrat <p><i>Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature du contrat, et bénéficiant de la pso :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les données nécessaires ont été déjà transmises à la caf <p>Données relatives aux nouvelles actions</p> <p>Budget prévisionnel des structures, activités et actions entrant dans le champ du contrat pour chacune des années couvertes par le contrat</p> <p>Données relatives aux nouvelles actions</p> <p>Budget prévisionnel des structures, activités et actions entrant dans le champ du contrat pour chacune des années couvertes par le contrat</p>

Activité	<p><i>Pour les structures ne bénéficiant pas de la pso :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - relevé des données d'activités ou actions pour l'année précédant la signature du contrat <p><i>Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature du contrat, et bénéficiant de la pso :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les données nécessaires ont été déjà transmises à la caf 	<p>Fiche projet indiquant les données d'activité prévisionnelles pour chacune des années du contrat (en vue de l'élaboration du schéma de développement)</p>	<p><i>Pour les structures ne bénéficiant pas de la pso :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - relevé des données d'activités ou actions pour l'année précédant la signature du contrat <p><i>Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature du contrat, et bénéficiant de la pso :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les données nécessaires ont été déjà transmises à la caf 	<p>Fiche projet indiquant les données d'activité prévisionnelles pour chacune des années du contrat (en vue de l'élaboration du schéma de développement)</p>
----------	---	--	---	--

Nature de l'élément justifié	Justificatifs nécessaires au suivi de l'activité		
Activité	<p>Production infra-annuelle de documents intermédiaires sur les résultats d'activité au 30 septembre de l'année en cours N, pour les actions concernées par le présent CEJ</p> <p>Production au 1er semestre N+1 du bilan annuel N de la réalisation des actions prévues au schéma de développement, avec taux d'occupation annuel par structure et calendrier de réalisation des actions, tarifs pratiqués et autorisation d'ouverture pour les structures soumises à cette obligation et non bénéficiaires de prestation de service.</p>		

Direction de l'Enfance
Service Gestion
Administrative et Financière

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2014 / 405

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Crèche Joséphine Baker Délégation de Service Public Délibération de principe

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil Municipal a programmé la construction de la crèche Joséphine Baker, établissement d'accueil des jeunes enfants, d'une capacité de 60 places d'accueil collectif et de 9 places d'accueil familial, dans le quartier Ovalie.

En date du 7 février 2011, le Conseil Municipal a approuvé le principe de la gestion de la crèche Joséphine Baker dans le cadre d'une délégation de service public. Le recours à la délégation de service public pour la gestion de la crèche Joséphine Baker a été une solution permettant en effet d'offrir des places d'accueil aux familles de ce quartier en pleine croissance démographique, tout en conservant une maîtrise publique de ce service par la collectivité. A l'issue de la procédure de désignation du futur délégataire, le Conseil Municipal a confié par convention le 26 mars 2012 la gestion de la crèche Joséphine Baker à la Mutualité Française de l'Hérault pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} septembre 2012.

Cette convention de délégation de service public arrivant à son terme le 31 août 2015, il a été engagé une nouvelle réflexion sur le choix du mode de gestion à adopter à partir du 1^{er} septembre 2015.

En s'appuyant sur l'expérience récente de gestion déléguée de la crèche Joséphine Baker, ces deux années de délégation ont mis en évidence les avantages suivants :

- Réponse à un besoin d'accueil important sur ce quartier sans la contrainte liée au recrutement du personnel qualifié souvent très difficile à trouver sur le territoire.
- Intérêt économique : les exigences règlementaires imposées par la CAF et la Direction de la Protection Maternelle Infantile et de la Santé (DPMIS) génèrent des coûts en constante augmentation : fourniture des repas et des couches, réalisation des contrôles de sécurité et sanitaires obligatoires (sécurité incendie, analyse de la qualité nutritionnelle, de l'air ...) qui se répercutent sur les 32 établissements d'accueil que gère déjà en direct la Ville.

Par une approche contractuelle, analyse et négociation en début de convention, le recours à la délégation de service public permet une meilleure maîtrise des coûts (participation de la Ville assise sur la fréquentation horaire des enfants dont le montant est déterminé sur toute la durée de la convention).

- Echanges et retour d'expériences entre une structure spécialisée et la coordination « Petite Enfance » de la Ville : des échanges réguliers sur les différentes pratiques telles que l'accueil des enfants, les relations avec les familles ou encore le partage des projets pédagogiques, ont pu être mis en place pour établir une égalité de traitement des enfants dans tous les établissements de la ville.

Compte tenu de ces avantages, il est proposé de renouveler la gestion en Délégation de Service Public pour cette crèche.

Conformément à l'article L1411-4 du C.G.C.T, la Commission Consultative des Services Publics Locaux a été consultée le 18 juillet 2014 sur ce projet de gestion déléguée ainsi que le Comité Technique Paritaire, le 2 octobre 2014.

Le Conseil Municipal, aux termes de la loi, doit maintenant se prononcer sur le principe du renouvellement de cette délégation, dont les grandes lignes sont définies ci-après et précisées dans le rapport de présentation joint en annexe.

- Le service sera exploité par voie d'affermage, avec un contrat conclu pour une durée de 6 ans, à compter du 1^{er} septembre 2015.
- Le délégataire versera à la Ville une redevance pour le loyer correspondant aux locaux qu'elle met à sa disposition. Le délégataire assurera l'entretien et la maintenance des locaux et des équipements ainsi mis à sa disposition, dans le respect des normes de sécurité et d'accessibilité.
- Le délégataire gèrera la mission de service public qui lui sera confiée sous sa responsabilité et à ses risques et périls. Il assurera la responsabilité de la relation avec les usagers, dans les conditions prévues au cahier des charges et rendra compte de sa gestion à la collectivité conformément à la loi (art L 1411-3 du CGCT).
- En contrepartie, il percevra pour son propre compte les recettes d'exploitation : participations des familles calculées selon la tarification prévue par la Caisse Nationale des Allocations Familiales, la Prestation de Service Unique de la CAF, la participation de la Ville telle que définie dans la convention (dont le montant sera déterminé lors de la négociation du futur contrat).
- La Ville conserve le contrôle du service et, conformément aux dispositions légales, pourra mettre fin à la délégation de manière unilatérale en cas de faute grave du délégataire ou pour motif d'intérêt général sous réserve d'indemnité.

En conséquence, vu les avis de la Commission Consultative des Services publics Locaux et du Comité Technique Paritaire, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la gestion de la crèche Joséphine Baker dans le cadre d'une délégation de service public ;
- D'approuver les orientations principales et les caractéristiques de la délégation telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation joint en annexe ;
- De décider le lancement de la procédure de mise en concurrence telle que définie aux articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales qui conduira à la désignation du futur exploitant de la crèche Joséphine Baker ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014

Délégation de service public Crèche Joséphine Baker

Rapport de présentation



L'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que les assemblées délibérantes se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local, au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations dont il est question, après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux prévue à l'article L. 1413-1.

Le Comité Technique Paritaire doit également être consulté conformément à l'article 33 de la loi n° 84-23 du 24 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, dès lors qu'un projet de délégation de service public fait partie des questions touchant à l'organisation et aux conditions générales de fonctionnement des administrations.

La convention de délégation de service public de la crèche Joséphine Baker arrivant à son terme le **31 août 2015**, il convient d'envisager son renouvellement.

1. Description de la crèche

La crèche Joséphine Baker est située dans la ZAC Ovalie du quartier Croix d'Argent. Cet établissement d'accueil des jeunes enfants offre une capacité de 60 places d'accueil collectif et de 9 places d'accueil familial pour des enfants âgés de 2 mois et demi à 4 ans ou moins de 6 ans en accueil périscolaire.

2. Le choix du recours à la délégation de service public

Le recours à la délégation de service public pour la gestion de la crèche Joséphine Baker est une solution qui permet d'offrir des places d'accueil aux familles de ce quartier en pleine croissance démographique, tout en conservant une maîtrise publique de ce service par la collectivité.

Le recours à la gestion déléguée présente les avantages suivants :

- La réponse à un besoin d'accueil important sur ce quartier sans la contrainte liée au recrutement du personnel qualifié souvent très difficile à trouver sur le territoire.
- la gestion d'une crèche en délégation de service public est économiquement intéressante à l'heure où les exigences réglementaires imposées par la CAF et la Direction de la Protection Maternelle Infantile et de la Santé (DPMIS) génèrent des coûts qui ne cessent d'augmenter : fourniture des repas et des couches, réalisation des contrôles de sécurité et sanitaires obligatoires (sécurité incendie, analyse de la qualité nutritionnelle, de l'air ...) et se répercutent sur les 32 établissements d'accueil que gère déjà en direct la Ville. Le recours à la délégation de service public pour cet établissement permet donc une meilleure maîtrise des coûts. Ces derniers sont analysés, négociés et arrêtés de manière contractuelle en début de convention (participation de la Ville assise sur la fréquentation horaire des enfants dont le montant est déterminé sur toute la durée de la convention).
- Enfin, le recours à une entreprise spécialisée dans la gestion d'une crèche municipale permet également l'échange d'expériences et le retour de pratiques professionnelles. Ainsi, ce retour d'expérience entre le délégataire actuel et la coordination « Petite Enfance » de la Ville a permis de mettre en place des échanges réguliers sur les différentes pratiques telles que l'accueil des enfants, les relations avec les familles ou encore le partage des projets pédagogiques.

3. Conditions générales d'exercice des prestations du futur délégataire

La gestion par le nouveau délégataire de la crèche Joséphine Baker est prévue à compter du 1^{er} septembre 2015. L'exploitation sera effectuée par voie d'affermage, le délégataire gèrera l'ouvrage pour le compte de la Ville et assurera le fonctionnement général de la crèche. Il assumera l'exploitation, la gestion, l'entretien et la maintenance des locaux et des équipements mis à sa disposition dans le respect des normes de sécurité et d'accessibilité.

Le délégataire gèrera la mission de service public qui lui sera confiée sous sa responsabilité et à ses risques et périls. En contrepartie, il percevra pour son propre compte les recettes d'exploitation : participations des familles calculées selon la tarification prévue par la Caisse Nationale des Allocations Familiales, la Prestation de Service Unique de la CAF, la participation de la Ville telle que définie dans la convention. Si besoin, il s'engagera à solliciter toutes les subventions possibles au titre de la gestion du service auprès des partenaires financeurs de l'activité (CAF, Conseil Général ...).

Le délégataire versera à la Ville, chaque année, une redevance pour le loyer correspondant aux locaux mis à disposition par la Ville.

Le délégataire est responsable du recrutement et de la rémunération de l'ensemble des personnels nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement, y compris les assistantes maternelles dévolues à l'accueil familial, dans le respect des dispositions du Code du Travail et de l'ensemble des réglementations applicables aux personnels de ce secteur d'activité (décrets du 1^{er} août 2000, du 20 février 2007 et du 07 juin 2010). De plus, le délégataire aura seul la responsabilité des relations avec les familles.

La livraison des denrées alimentaires, la réalisation et la distribution des repas doivent être assurées dans les conditions d'hygiène, de sécurité sanitaire et d'équilibre nutritionnel adaptés aux jeunes enfants. Le délégataire rédigera le projet d'établissement et le projet pédagogique qui correspondent aux principes du projet éducatif municipal (PEG).

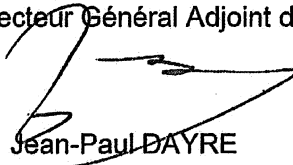
Pour veiller à la bonne exploitation du service, le délégataire devra produire les éléments permettant à la Ville de s'assurer de la qualité du service et d'apprécier les conditions d'exécution du service public. La Ville de Montpellier exercera son contrôle sur le service délégué. Elle aura notamment la faculté de contrôler la qualité des prestations (accueil des enfants ...), le bon entretien des locaux et les installations concernées par la convention et pourra vérifier que la destination des locaux est conforme aux dispositions prévues dans la convention. Elle exercera également son contrôle sur les conditions d'exploitation pour s'assurer que celles-ci sont conformes aux règlements relatifs à l'hygiène et à la sécurité.

D'une façon générale, la Ville de Montpellier aura le droit de faire procéder à toutes les vérifications qu'elle jugera utiles pour s'assurer que les clauses de la convention sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvegardés. Les locaux et installations pourront faire l'objet de visites soit par des agents de la Ville, soit par des prestataires mandatés par elle pour vérifier le nettoyage, le bon entretien et la sécurité. Ces contrôles ne sauraient en aucune manière dégager le délégataire de ses responsabilités, ni engager celle de la Ville. La Ville conserve le contrôle du service et s'engage à fournir au délégataire tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

De surcroît, la Ville pourra mettre fin à la délégation de manière unilatérale en cas de faute du délégataire, conformément aux dispositions légales, ou pour motif d'intérêt général, sous réserve du versement d'indemnités.

Il est proposé de lancer une procédure de renouvellement pour une durée de DSP de 6 ans.

Le Directeur Général Adjoint des Services



Jean-Paul DAYRE

Direction des Maisons pour
Tous
Direction des Maisons pour
Tous

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2014 / 406

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Mise à disposition de salles dans les Maisons pour Tous.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, le Conseil Municipal du 25 juillet 2011 a validé des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une subvention en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2014/2015, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 38 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 13995 €.

Les associations concernées sont :

MPT G.BRASSENS : Alisé (910€), Balthazar (190€), Resto du cœur (735€), Génération Hauts de Massane (455€), Association A4 (165€), Tiens bon la barre (435€), Les Films de la Criée (245€), Les Mîles reflets (455€), Los Bailes del sol (455€), Panache (165€), Karaté shotokan alésia (245€), De fil en aiguille (245€), Soliloque Théâtre (245€)

MPT M.MERCOURI : Camap (140€), Club franco polonais (245€), Eurogrèce (455€), A Tout théâtre (165€), Club Pyramide (245€), Compagnie des Sherpas (165€), Apaj (490€)

MPT ST EXUPERY : SMH (575€)

MPT M. COLUCCI : Raiponse (165€), MATK (1785€), Ticonodo (110€), Creche RIMBAMBELLE (110€), Cie ROSA PARIS (275€), Rire en cœur (165€), Devenet (455€)

MPT M.PAGNOL : Croix Rouge (910€), AEDE BGE (165€), Cpnem (220€) Atout Tarot (220€)

MPT J.RICOME : TAC (245€), Somis (910€)

MPT F VILLON : Essor (110€)

MPT G.SAND : Association Culture physique fondamentale (245€), Country Patchwork (245€), Rire Clowns pour enfants hospitalisés (350€).

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 19 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 3905 €.

Les associations concernées sont :

MPT F VILLON : MLJAM (165€), BGE Cité lab' (55€) ,Montpellier Scrabble (165€)

MPT F.GUILLERME : Des mains pour le faire (55€)

MPT M.MERCOURI : Euro-Grèce (110€), Haction (110€), CID International (110€), Comité de quartier du Millénaire (165€), Compagnie des Sherpas (220€), Jazz à tous les étages (110€)

MPT M.PAGNOL : Cercle Philatélique Numismatique Cartophile de Montpellier (220€), Ylang-Ylang (220€), Comité de quartier de la Chamberte (220€)

MPT VOLTAIRE : CAC ST FRANCOIS (495€), Comité de quartier PASQUIER DON BOSCO (440€)

MPT R.PARKS : AFCID (110€) Plateau neuf (440€), Evolustyle (220€)

MPT G.BRASSENS : Comité de quartier des Hauts de Massane (275€).

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

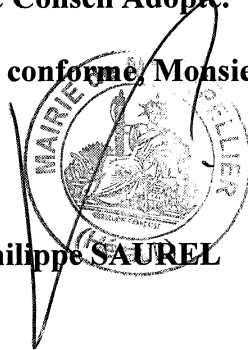
En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 03 octobre 2014

M - Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux						Ponctuelle	
Maison pour tous :		Villon	Pour la période de :		2014/2015		
Pour Conseil municipal du:		02-oct-14					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	MLIAM	insertion sociale et professionnelle des jeunes de l'agglomération de Montpellier	Commission Insertion professionnelle	action sociale	14 octobre 9h12h 18 nov 9h 12h 16 déc 9h 12h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	165 €
	BGE Cité lab'	Accompagnement porteurs de projets de création d'entreprise et suivi.	Journée de communication nationale des réseaux Cité Lab	aide à la création de projet	16 octbre 14h 17h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55 €
	Montpellier Scrabble	Promotion du jeu du scrabble	Qualification championnat de France simultané mondial		14 décembre 9h à 19h 26 avril 9h 19h	journée salle pour - 60 personnes	110 €
	Montpellier Scrabble	Promotion du jeu du scrabble	Assemblée Générale		4 juillet de 10h à 14h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55 €
Maison pour tous :		Fanfonne-Guillierme	Pour la période de :		2014/2015		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Des mains pour le faire	couture confection, ateliers créatifs	couture confection, cartonnage	assemblée générale d'une durée d'une heure. Association donnant des cours dans les MPT et s'investissant dans la fête de la MPT	samedi 11 octobre de 11h à 12h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55 €
Maison pour tous :		Mélina-Mercouri	Pour la période de :		2014/2015		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Euro-Grèce	Langue et alphabétisation	Conférence	entrée libre	Le 17 Octobre 2014	Journée salle pour 20 à 60 personnes	110 €
	Haction	Handicap dans la Ville	Concert annuel au profit de l'association	Action Sociale	le 03 octobre 2014	Journée salle pour 20 à 60 personnes	110 €
	CID International	Langue et alphabétisation	Journée péruvienne en soutien au district de Chincha (Pérou) dans son projet de construction d'un centre culturel	Action humanitaire	les 22 et 23 Novembre 2014	Week-end réunions et assemblées	110 €
	Comité de quartier du Millénaire		Vide-grenier	participation à la vie de la structure	Dimanche 12 Octobre 2014 de 7h00 à 17h00	Journée salle pour 20 à 60 personnes	110 €
	compagnie des sherpas	theatre improvisation	nouvel an	participation à la vie de la structure	31/12/2014	journée salle +60 personnes	220 €
	Jazz à tous les étages	chorale	noel polyphonique	participation à la vie de la structure	14 décembre 9h à 19h	journée salle pour 20 à 60 personnes	110 €
	Comité de quartier du Millénaire		Assemblée Générale	participation à la vie de la structure	Vendredi 14 Novembre 2014 de 16h00 à 22h00	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55 €
Maison pour tous :		Marcel-Pagnol	Pour la période de :		2014/2015		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Cercle Philatelique Numismatique Cartophile de Montpellier	Philathélie	salon des collectionneurs	grand rendez-vous annuel des collectionneurs (gratuité accordée les années précédentes)	Samedi 18/10 de 14h à 19h (installation) et dimanche 19 octobre de 7h à 20h avec démontage)	Week-end stages activités associations + 20 personnes	220 €

	Ylang-Ylang	solidarité	soirée	soirée à but caritatif à destination des Comores (collecte de matériel médical)	samedi 8 novembre 2013 de 10h à 24h	Journée salle pour + 60 personnes	220 €
	Comité de quartier de la Chamberte		Loto	participation à la vie de la structure	dimanche 7 décembre 2014 de 9h à 20h	Journée salle pour + 60 personnes	220 €
Maison pour tous :		Voltaire	Pour la période de :	2014/2015			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	CAC ST FRANCOIS	Animation - Vie de quartier	Conférences	Demande de gratuité motivée par la gratuité des conférences, ouvertes à tous.	ven. 7 nov. ven. 12 déc. ven. 16 janv. ven. 27 févr. ven. 20 mars ven. 27 mars ven. 10 avr. ven. 22 mai ven. 26 juin	9 Demi-journée salle pour - 60 personnes	495 €
	COMITE DE QUARTIER PASQUIER DON BOSCO	Animation - Vie de quartier	Repas de quartier	Demande de gratuité motivée par le fait que ces repas sont une forme d'animation non prise en charge par la MPT, et apprécié d'un public.	31/12 (journée) 10/01(1/2 j) 14/02/(1/2 j) 07/03/ (1/2 j) 17/04 (1/2 j) 25/04(1/2 j) 06/06(1/2 j)	Demi-journée salle pour - 60 personnes	440 €
Maison pour tous :		Rosa-Lee-Parks	Pour la période de :	2014/2015			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	AFCID	favoriser les liens franco-camourenais	Journée Internationale des Droits de l'enfant : conférences, contes, initiations danses et percussions africaines		samedi 22 novembre 2014 de 13h à 23h	Journée salle pour 20 à 60 personnes	110 €
	PLATEAU NEUF	création et diffusion de spectacles vivants (théâtre et danse)	spectacle PREMICES de Anton Tchekhov	un tarif réduit intéressant est proposé aux abonnés, une gratuité aux abonnés à l'atelier Théâtre est offerte	vendredi 5 et samedi 6 décembre 2014 de 9h à 23h	Journée salle pour + 60 personnes	440 €
	EVOLUSTYLE	Favoriser la confiance en soi par le soin à la personne : habillement, esthétique	Vide-Dressing et des ateliers de colorimétrie et de conseils en image	Association partenaire lors du festival de Mode De fil en Aiguille que nous organisons en mars chaque année. Ce projet est dans la continuité du festival de Mode, il favorise la rencontre entre ces publics.	dimanche 12 octobre 2014 - de 9h à 20h	Journée salle pour + 60 personnes	220 €
Maison pour tous :		GEORGES-BRASSENS	Pour la période de :	2014/2015			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Comité de Quartier des Hauts de Massane	animation du quartier	fête du jour de l'an assemblée générale loto familial expo animation : "le miel et les abeilles" course : Pente et côte au féminin	participation aux projets de la MPT	mercredi 31/12/2014 vendredi 23/01/2015 dimanche 25/01/2015 vendredi 13/03/2015 dimanche 7/06/2015	5 demis journées	275 €
						TOTAL	3 905 €

M Montpelier Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux					annuelle		
Maison pour tous :		Georges-Brassens	Pour la période de :		2014/2015		
Pour Conseil municipal du: 2 octobre 2014							
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	ALISE	Mettre en œuvre des moyens pour l'égalité des droits et favoriser l'insertion	Alphabétisation	faible cotisation	mardi, Jeudi et vendredi de 14h à 16h	Tarification 1 journée (6 à10h)	455 €
	BALTHAZAR	Ecole de Cirque	Initiation au cirque aux enfants scolarisés sur les Hauts de Massane	gratuité pour 16 des 20 participants	Mardi de 17h45 à 19h	1h30 et 20 personnes incluses	190 €
	RESTO DU CŒUR	Inscriptions et Distributions	Aides alimentaires		Lundi de 9h à 12h et de 14h à 17h Mardi de 9h	18h	735 €
	Génération Hauts de Massane	Développement des activités sportives féminines	Gymnastique	faible cotisation	Lundi , Mardi, Jeudi de 14h à 16h	Tarification 1 journée (6 à10h)	455 €
	Association A4	Accompagner les personnes en difficultés dans leurs démarches administratives	Aides administratives	aides gratuites	Lundi de 14h à 16h	2h et 10 personnes incluses	165 €
	Tiens bon la Barre	Gymnastique par la méthode Ruffier	Gymnastique Séniors	gratuité accordée les autres années mais intervenant bénévole, cotisation de 40€ et plus de 47 adhérents cette année	Lundi et Jeudi de 10h à 11h	2h et plus 30 personnes incluses	270 €
	Les Films de la Criée	apprentissage de la photo	atelier photo numérique ados adultes	nouvelle activité	mercredi de 15h à 17h et de 17h30 à 19h30	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	Les Miles Reflets	développement du bien être et maîtrise corporelle	Pilates, Kung Fu	nouvelle activité	mardi et vendredi de 19h30 à 21h30 et lundi mardi et jeudi de 12h15 à 13h15	Tarification 1 journée (6 à10h)	455 €
	Los Bailes Del Sol	apprentissage de la danse	Salsa, hip Hop....	nouvelle activité	mardi de 19h à 21h, lundi et jeudi de 11h à 12h, mercredi de 14h à 16h30	Tarification 1 journée (6 à10h)	455 €
	Panache	apprentissage de la danse orientale	danse orientale egyptienne	nouvelle activité	lundi de 18h à 20h	2h et 10 personnes incluses	165 €
	Karaté Shotokan Alésia	ecole de karaté	karaté enfant de 3 à 14ans	nouvelle activité	jeudi et samedi de 17h30 à 20h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	De Fil en aiguille	atelier de couture	atelier de couture pour adolescents, adultes à partir de 16 ans	nouvelle activité	lundi de 17h30 à 20h30	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	Soliloque Théâtre	faire découvrir le théâtre	Aide à la scolarité	dans le cadre d'un contrat local d'aide à la scolarité	Mardi, Jeudi, de 17h à 19h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
Maison pour tous :		Mélina-Mercouri	Pour la période de :		2014/2015		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Camap	découverte de l'outil infomatique	montage video	participation au projet Mpt pas de tarification à l'année	mardi de 20h30 à 23h00 1 fois sur 2	1h30 et 10 personnes incluses	140 €
	Club Franco-polonais	langue et alphabétisation	polonais	pas de tarification participation aux frais	lundi de 18h30 à 21h00	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	Eurogrèce	langues et alphabétisation danse	grec moderne et chants	Participation au projet Mpt tarification très faible juste cotisation demandée	jeudi de 18h30 à 23h00 Mercredi de 17h00 à 21h00	Tarification 1 journée (6 à10h)	455 €
	A tout Théâtre	théâtre et cirque	théâtre	participation au projet Mpt + travail social	Lundi de 15h00 à 17h00	2h et 10 personnes incluses	165 €

	Alisé	Langues et alphabétisation, accompagnement socio-éducatif, bien être	Accompagnement scolaire	travail social	jeudi de 14h00 à 16h30 Mardi de 14h00 à 16h00 mardi de 17h00 à 18h30 et vendredi de 16h30 à 18h00	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455 €
	Pyramide	Jeux, collections, échanges et convivialité	Jeu Pyramide	Faible participation tarifaire: adhésion à l'association seulement	mardi de 14h00 à 17h00	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	compagnie des sherpas	theatre	theatre improvisation	participation aux projets de la structure	lundi 21h-23h	2h et 10 personnes incluses	165 €
	APAJ	Aide à la personne	Aide à la personne	Action sociale	mardi de 9h00 à 12h00	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
Maison pour tous :		Saint Exupery	Pour la période de :		2014/2015		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	SMH	Synergie des mémoires humaines à pour but de lutter pour le développement et l'autonomie scolaire, de faciliter l'enseignement, d'accompagner	Soutien scolaire		lundi/jeudi 17h/18h	2h	220 €
Maison pour tous :		Michel-Colucci	Pour la période de :		2014/2015		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	SYNERGIE DES MEMOIRES HUMAINES	developpement personnel et autonomie des enfants.	1/découverte des langues vivantes pour les enfants 2/Autonomie scolaire (-6 ans)	activité à caractère social tarif= adhésion à l'association EN COMMUN AVEC ST EXUPERY ET PAGNOL	mercredi 14h à 16h30 jeudi de 17h / 18h = 3,5h/sem	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	RAIPONSE	apprentissage du français	Atelier d'alphabétisation	activité à caractère social EN COMMUN AVEC VILLON ET ROSA PARKS	MARDIS de 14h à 16h	2h et 10 personnes incluses	165 €
	MATKD	Apprentissage du Taekwondo selon l'âge et le niveau.	Pratique du Taekwondo comme levier social.	Prêt des tapis aux autres associations de la Mpt	lundi 2h , mardi 4,5h mercredi 9,5h jeudi 4,5h, vendredi 2h = 22,5h/sem.	21h	1 355 €
	MATKD	Apprentissage du Taekwondo selon l'âge et le niveau.	Pratique sportive et perfectionnement Taekwondo, formation à l'arbitrage.	stage ou manifestation avec participation des familles sur des temps de rencontres: repas, goûter ...	1 dim/mois x 10 mois (septembre à juin) 12h/mois = 3 h/sem	1/2 journée et + de 30 personnes incluses	430 €
	TICONODO	animation culturelle	atelier "parlé créole". Apprentissage oral et écrit pour enfants et adultes de la langue créole.	Tarif peu élevé, et action complémentaire avec les ateliers hebdomadaire. Consolidation de l'atelier	1 fois / mois: le 3eme samedi de 14h/16h30 =MINI	1h et 10 personnes incluses	110 €
	CRECHE RIMBAMBELLE	creche associative. Accueil des tout petits de 3 mois à 3 ans.	atelier expression corporelle, éveil danse	Participation active avec le projet petite enfance et notamment les animation d'un atelier parents-enfants à chaque vacances.	2 mardis /mois de 10 à 11h =MINI	1h et 10 personnes incluses	110 €
	Cie ROSA PARIS	promouvoir l'expression corporelle et artistique	Atelier danse parents / enfants	aide au démarrage. Nouvelle activité sur l'année en lien avec le projet autour de la petite enfance EN COMMUN AVEC PAGNOL	MERCREDI de 11h à 12h et de 16h30 à 17h30 =2h / jour	2h et 10 personnes incluses	165 €
	RIRE EN CŒUR	recontres culturelles et promotion de l'expression artistique, organisation d'atelier ou de stage	Stage Voix, Rire et cie	aide au démarrage. Nouvelle activité sur l'année	9 DIMANCHES de 10h30 à 17h30 8h/mois = 2 h/sem	2h et 10 personnes incluses	165 €
	DEVENET	soutien pour gérer son ordinateur	atelier d'aide et apprentissage à l'utilisation de l'outil informatique	activité et tarif à caractère social, atelier sur rdv individuel EN COMMUN VILLON ET ROSA PARKS	mardi de 9h/12h et 14h/18h vendredi 10h/12h	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455 €
Maison pour tous :		Marcel-Pagnol	Pour la période de :		2014/2015		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Croix rouge	actions sociales	alphabétisation	En commun avec MPT Joseph Ricome	lundi, mardi de 9h30 à 11h et de 14h à 15h30 Jeudi de 9h30 à 11h	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455 €
	AEDE BGE	Association pour l'emploi et le développement des entreprises boutique de gestion	permanence	En commun avec MPT VILLON, SARRAZIN, CHABROL	Le lundi de 14h à 16h (hors vacances scolaires)	2h et 10 personnes incluses	165 €

	CPNCM	Philatélie	atelier	aucune cotisation demandée	dimanche de 10h à 12h	2h et 20 personnes incluses	220 €
	Atout Tarot	promouvoir et développer le jeu de Tarot et de belote	atelier	aucune cotisation demandée	Dimanche de 14h à 17h30	2h et 30 personnes incluses	270 €
	Cie Rosa Paris	promouvoir l'expression corporelle et artistique	Danse en famille	Aide au démarrage Nouvelle activité en commun avec MPT Colucci	Mercredi de 9h30 à 10h30	1h et 10 personnes incluses	110 €
	SYNERGIE DES MENOIRES HUMAINES	développement personnel et autonomie des enfants.	soutien scolaire personnalisé	activité à caractère social En commun avec les MPT Colucci et St exupéry	mardi de 17h à 18h	1h et 10 personnes incluses	110 €
	Tiens bon la barre	Pratiquer la Méthode de culture physique fondamentale	atelier de gym	cotisation très basse en commun Avec MPT SAND	mercredi de 10h30 à 11h30	1h et 20 personnes incluses	165 €
Maison pour tous :		Joseph-Ricôme	Pour la période de :		2014/2015		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	APAI	Culture et lien social envers les familles du quartier	Ateliers collectif de préparation de sorties culturelles pour les familles gitanes du quartier.	Gratuit pour tous	vendredi de 14 à 16h30	1/2 journée et 10 personnes incluses (3a5h)	245 €
	TAC	Théâtre amateur jouant pour des maisons de retraites et pour des œuvres caritatives avec des comédiens n'ayant jamais pratiqués	Troupe de théâtre de 9 comédiens et 3 dirigeant jouant gratuitement et formant de futur adeptes des planches pour leur plaisir et leur épanouissement social et intellectuel	Gratuit pour tous	Mercredi de 19h à 22h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3a5h)	245 €
	SOMIS	Aider les personnes analphabètes dans leur démarches administratives ou institutionnelles	Médiation administratives pour les personnes analphabètes	Gratuit pour tous	lundi et jeudi de 9h à 12h et de 14h à 17h	Journée salle pour 20 à 60 personnes	910 €
	CROIX ROUGE FARNCAISE	LUTTE CONTRE L'ILLETRISME	COURS D'ALPHABETISATION	Gratuit pour tous	Lundi de 9h30 à 11h et Vendredi de 10h 11h30	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455 €
Maison pour tous :		François-Villon	Pour la période de :		2014/2015		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	ESSOR	Tutorat des jeunes en butte à des difficultés d'ordre social et se manifestant notamment au plan scolaire.	Aides aux devoirs collégiens	Période transitoire du au déménagement de l'association	lundi 17h30 18h30 mardi 17h30 18h30 jeudi 17h30 18h30 vendredi 17h30 18h30	1h et 10 personnes incluses	110 €
Maison pour tous :		George Sand	Pour la période de:		2014/2015		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Association de Culture physique Fondamentale	Culture Physique basée sur la méthode du docteur Ruffier	Cours de Gymnastique Fondamentale	utilisation des salles de la Mpt en cas de pluie ou gd froid	mardi jeudi et samedi 09h-10h	1/2 journée et 10 personnes	245 €
	Country Patchwork	valorisation de la culture du Patchwork anglo-saxon	Ateliers de réalisation de patchwork intergénérationnel		jeudi 10h-12h 14h-16h	1/2 journée et 10 personnes	245 €
	RIRE- CLOWNS POUR ENFANTS HOSPITALISES	Interventions de clowns dans les services enfants malades des hopitaux de la région	Formations des nouveaux bénévoles intervenants dans les hopitaux	actions sociales	mardi 19h-22h Jeudi 18h30-20h une fois par mois	1/2 journée et 30 personnes	350 €
						total	13 995 €